

AIR & SPACE POWER

JOURNAL
EN FRANÇAIS

HIVER 2007

Volume III, No. 4

Editorial

- Insurrection et contre-insurrection* 3
Rémy M. Mauduit

Perspective d'un leader

- Le rôle capital de la puissance aérienne dans la guerre irrégulière* 5
Général de division aérienne Allen G. Peck, USAF

Articles

- Force aérienne contre-insurrectionnelle : Intégration air-sol pour la longue guerre* 13
Colonel Howard D. Belote, USAF
- Le paradoxe de la puissance aérienne irrégulière* 27
Commandant Benjamin R. Maitre, USAF
- La doctrine manquante de l'armée de l'air des Etats-Unis : Comment l'armée de l'air des Etats-Unis ignore-t-elle la contre-insurrection ?* 35
Lieutenant colonel Kenneth Beebe, USAF
- Un pas en arrière, deux en avant : Un cadre d'analyse pour la puissance aérienne dans les conflits limités* 44
Lieutenant colonel Ronald F. Stuewe Jr., USAF
- Opération Iraqi Freedom : Opérations menées en coalition* 54
Commandante Sophy Gardner, RAF

Quick-Look

- La nature de l'appui aérien rapproché dans un conflit de faible intensité* 71
Lieutenant colonel Phil M. Haun, USAF

Points de vue

- Comment les militaires chinois voient-ils les aviateurs de l'armée de l'air des Etats-Unis et leur formation ?* 76
Colonel Qigui Wang
Colonel Wang Ximin
Colonel Hao Chengming

<i>Force aérienne et spatiale expéditionnaire</i>	81
Lieutenant colonel Paul D. Berg, USAF	
PIREP	
<i>Coopération en matière de sécurité sur théâtre d'opérations : Etablissement et maintien par les aviateurs de relations à l'échelle internationale</i>	83
Initiative : Général William T. Hobbins, USAF	
Auteurs : Général de brigade Michael A. Snodgrass, USAF	
Lieutenant colonel Mark E. Secan, USAF	
Portrait du courage	
Sergent chef Michelle Barefield.	86
Revue de livres	
<i>Air Power against Terror: America's Conduct of Operation Enduring Freedom</i> (La force aérienne contre la terreur : la conduite de l'opération <i>Enduring Freedom</i> par les Etats-Unis)	88
Benjamin S. Lambeth	
Critique du général de division aérienne Charles J. Dunlap Jr., USAF	
<i>Littératures francophones d'Afrique noire</i>	89
Jacques Chevrier	
Critique du Dr. Alain Joseph Sissao	
<i>Air Power in the New Counterinsurgency Era: The Strategic Importance of USAF Advisory and Assistance Mission</i> (La force aérienne dans la nouvelle ère de contre-insurrection : importance stratégique des missions consultatives et d'assistance de l'armée de l'air des Etats-Unis)	90
Alan J. Vick et al.	
Critique du commandant Paul A. Hibbard, USAF	
<i>Warlords Rising: Confronting Violent Non-State Actors</i> (La résurrection des seigneurs de la guerre : Affronter les acteurs non-étatiques)	92
Troy S. Thomas, Stephen D. Kiser et William D. Casebeer	
Critique de la commandante Tara A. "Torch" Leweling, USAF	
Lu pour vous	
<i>11 septembre, La terreur démasquée : Entre discours et réalité</i>	94
Arnaud Blin	
<i>Le Mirage IV P. Cerbère et espion des chevaliers modernes</i>	94
Emmanuel Mazzocco	
Collaborateurs	95



Insurrection et contre-insurrection

L'attaque terroriste du 11 septembre 2001 contre les Etats-Unis et la guerre en Irak ont ravivé l'intérêt pour le phénomène de l'insurrection et de la contre-insurrection (COIN). Les récentes publications de l'armée de l'air des Etats-Unis AFDD 2-3 – *Irregular Warfare* et AFDD 2-3.1 *Foreign Internal Defense*, ainsi que celle de l'armée de terre, en collaboration avec le Corps des Marines, FM 3-24 – *U.S. Army Field Manual* et MCWP 3-33-5 – *Marine Corps Warfighting Publication*, intitulé "*Counterinsurgency*" (contre-insurrection) démontrent amplement l'importance de la contre-insurrection pour la conduite des combats contre des forces irrégulières. Le nombre impressionnant d'ouvrages consacrés à ce sujet, l'abondance de nouvelles études sur d'anciennes guérillas, ainsi que l'expérience de ceux qui, dans le passé, ont mené des opérations d'insurrection (très peu) et de contre-insurrection (plus nombreux) nous permettent de tirer des leçons pour mieux appréhender l'asymétrie et les conflits à venir. Au-delà des différences apparentes, les insurrections sont similaires. L'insurgé d'aujourd'hui présente à l'évidence un certain nombre de nouvelles caractéristiques, mais il ressemble beaucoup aux insurgés du siècle dernier.

L'intérêt pour ce phénomène de l'insurrection se résume à cette question : Une armée professionnelle peut-elle battre une insurrection s'appuyant sur le peuple du pays où se déroule l'insurrection ?

Si Mao Tsé-toung a effectivement développé une doctrine cohérente de l'insurrection, la pratique de l'asymétrie a une histoire millénaire. Les insurrections sont des mouvements politiques dynamiques qui résultent de griefs réels ou perçus, ou de l'injustice, qui mènent à l'aliénation d'un gouvernement établi. L'insurrection n'est pas une fragile organisation hiérarchique, mais plutôt un réseau résilient, constitué de petits groupes autonomes. Cela signifie que l'insurrection est virtuellement immunisée contre l'attrition et la décapitation. Elle se combine et se recombine pour former un réseau viable malgré un taux de pertes très élevé. Les décomptes des corps ne donnent pas de bonnes prévisions de succès. Les insurgés n'ont pas besoin de vaincre militairement leurs opposants ; ils doivent simplement survivre et éviter de perdre.

Généralement, les griefs populaires deviennent les prétextes pour une insurrection lorsqu'ils sont interprétés et façonnés par les leaders d'insurrection, et celle-ci croît si le leadership peut établir un lien entre le mouvement d'insurrection et le désir de trouver des solutions aux revendications de la population locale. Il s'agit donc de conflits qui se développent au milieu de la population civile non combattante, avec une présence de forces irrégulières, lesquelles, bien qu'extrêmement hétérogènes dans leurs capacités, recourent toutes à des idées-force telles que justice, liberté, indépendance... et mènent leurs actions dans un contexte expressément révolutionnaire, dont le grand objectif est un changement radical de la situation présente par l'emploi de la subversion et de la lutte armée. L'insurrection n'est quasiment jamais à même de pouvoir gagner une guerre à elle seule. Elle est une stratégie opérative relativement efficace, mais elle ne l'est qu'en appui d'opérations politiques, seules à même d'obtenir une réelle décision. Elle est aussi une stratégie d'attente visant la lassitude morale et politique de l'adversaire, lorsque le rapport des forces est trop défavorable, mais toujours sous forme d'actions de soutien aux actions politiques.

Ce qui fait la force d'une insurrection est l'absence de centres de gravité tels qu'ils sont enseignés dans les écoles militaires et sur lesquels sont bâties les stratégies de guerres conventionnelles. L'insurrection a faussé le jeu. Ce que Carl von Clausewitz appelait le « centre de gravité » de la guerre est passé de la force des armes au cœur et à l'esprit des citoyens. La volonté de la population – qu'elle soit active ou passive – est le centre de gravité stratégique d'une insurrection. La volonté de l'insurgé de continuer à combattre est son centre de gravité opérationnel, et la multitude de cellules de base d'une organisation clandestine sont les centres de gravité tactiques.

Cette donnée irrégulière est combattue en déterminant les points vulnérables décisifs dont l'issue positive constitue le préalable à la défaite ou à la neutralisation des centres de gravité de l'insurrection. Ces centres de gravité tendent à être imbriqués, ce qui signifie que l'élimination du centre de gravité stratégique peut contribuer à la chute des autres. Pour mener à bien ces activités, les forces COIN doivent poursuivre simultanément deux objectifs distincts : neutraliser les insurgés tout en gagnant l'adhésion de la population. Elles doivent surtout éviter l'utilisation d'une force excessive ou discriminatoire qui ne peut qu'aliéner la population, donc accroître leur soutien aux forces d'insurrection. Atteindre l'équilibre approprié demande une compréhension approfondie de la nature et des causes de l'insurrection, de comprendre le combat des insurgés et les aspirations de la population, et de tenter de « *gagner les cœurs* », ou tout au moins de ne pas trop se les aliéner, et de combattre une idée avec une autre idée – et non avec la puissance de feu.

Il n'existe donc aucun véritable champ de bataille purement militaire dans un contexte de contre-insurrection. Il est antinomique de dire qu'une guerre contre-insurrectionnelle « a été gagnée militairement, mais perdue politiquement ». L'axiome de Clausewitz, « La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens », résume parfaitement ce que doit être la doctrine de guerre COIN. C'est pour avoir engagé les insurrections en termes purement militaires que les pays confrontés à ce genre de conflits ont perdu la plupart des guerres asymétriques. La solution d'un conflit insurrectionnel passe nécessairement par un effort pensé dans ses dimensions sociales et économiques et doit être inséré dans le cadre d'une manœuvre diplomatique plaçant au premier rang le règlement politique de la situation. Le seul palliatif crédible à l'insurrection est un projet politique plus légitime, crédible et fonctionnel. Vouloir une victoire strictement militaire est une illusion dangereuse et relève de l'acculturation et d'une naïveté stratégique.

La stratégie d'une COIN efficace ne doit pas seulement chercher l'élimination physique de l'ennemi mais plutôt sa délégitimisation. De plus, comme la victoire n'est conçue qu'en termes d'avancées politiques, les indicateurs traditionnels de mesure des batailles (nombre de morts, espace occupé...) sont obsolètes. L'indicateur le plus significatif pour mesurer le progrès COIN est celui de l'opinion publique pour laquelle on se bat. Plus que gagner la guerre, ce qui est fondamental dans une guerre COIN, c'est de gagner la paix et de substituer à la force comme moyen principal, une vision de guerre intégrale qui revalorise les plans politico-idéologiques, socio-économiques et militaires, et les conduire en même temps.

Rémy M. Mauduit, éditeur
Air & Space Power Journal en français
Maxwell AFB, Alabama



Le rôle capital de la puissance aérienne dans la guerre irrégulière

PAR LE GENERAL DE DIVISION AERIENNE ALLEN G. PECK, USAF



Face à leur incapacité à éroder la domination de la puissance aérienne américaine sur le terrain de la guerre classique, les acteurs qui incarnent une menace pour nos intérêts nationaux devraient logiquement se tourner de plus en plus vers la guerre irrégulière (GI). Les conflits en cours en Irak et en Afghanistan illustrent parfaitement comment l'armée américaine a dû subir adaptations et transformations pour relever les

nouveaux défis posés par des ennemis qui respectent notre domination habituelle, mais qui sont également déterminés à exploiter la moindre brèche dans nos capacités.

Même si l'observateur occasionnel verra plus facilement les manœuvres des forces terrestres que les capacités et effets déployés au combat par la puissance aérienne, cette dernière (dont les opérations aériennes, spatiales et cyberspatiales) constitue un précieux allié pour les dites forces. Par ailleurs, la puissance aérienne offre également d'immenses capacités propres en termes de GI, comme elle l'a démontré aux prémises de l'opération *Enduring Freedom* en Afghanistan. Il serait erroné de ranger la GI dans la sphère de compétences exclusives des forces terrestres et d'opérations spéciales. Les futurs dirigeants de la force aérienne américaine doivent impérativement se familiariser avec l'environnement de la GI et, par-dessus tout, percevoir la contribution immense de la puissance aérienne en la matière, car ils joueront un rôle fondamental en garantissant l'adaptation continue de notre armée à un ennemi en mutation permanente et en dotant cette armée des capacités requises pour prendre part à un combat aux multiples visages.

L'environnement de la guerre irrégulière

La doctrine définit la guerre irrégulière comme « un conflit violent entre des acteurs étatiques et non étatiques pour la légitimité et l'influence sur les populations correspon-

dantes¹ ». La GI inclut les opérations anti-insurrectionnelles et la défense interne à l'étranger (en épaulant un régime, généralement contre des ennemis internes), au même titre que le soutien d'opérations insurrectionnelles. A titre d'exemple, al-Qaeda et les mouvements associés, avides de pouvoir et de territoires, recourront probablement aux méthodes de la GI en attaquant les points faibles qu'ils auront décelé afin d'influencer le public visé tout en évitant la confrontation directe avec les Etats-Unis, leurs alliés ou les forces armées des nations partenaires. Le profil d'une telle guerre se situe souvent aux antipodes de celui d'une guerre classique conventionnelle, d'où le besoin non seulement de capacités en termes de GI, mais aussi d'une « boîte à outils » où les forces armées américaines pourront puiser leurs atouts. Pour autant, la force aérienne ne peut se permettre de perdre son avance reconnue de tous dans la guerre classique, car celle-ci lui a offert les succès d'hier et s'avèrera indispensable demain pour maintenir les Etats-Unis au sommet de la hiérarchie mondiale.

Le caractère prolongé de la GI met au défi le centre de gravité des Etats-Unis – sa volonté de déployer des ressources considérables et de rester engagé dans un combat à long terme. L'histoire nous révèle que les démocraties tendent à se lasser du combat relativement vite, comme le montrent les expériences accumulées par notre pays dans la guerre civile, le Vietnam et les conflits actuels en Irak et en Afghanistan. Cependant, le réseau des extrémistes islamiques radicaux s'est préparé pour un conflit de 100 ans, alors que les nations démocratiques montrent des signes de fatigue après quelques années d'implication seulement.² Ce caractère prolongé a certaines implications pour la force aérienne actuelle ; à titre d'exemple, les jeunes officiers qui font aujourd'hui leurs armes dans le domaine tactique pourraient devenir les piliers stratégiques de la guerre de demain. Les aviateurs doivent non seulement être au fait des capacités de la puissance aérienne dans la GI, mais aussi expliquer clairement les concepts de la force aérienne et informer les

communautés interarmées et de coalition concernant les armes et aptitudes mises à disposition par la puissance aérienne sur le champ de bataille.

Les avantages asymétriques de la force aérienne

De par la nature décentralisée et amorphe de l'ennemi qui s'y abrite, l'environnement de la GI sera probablement moins propice à la capacité généralement reconnue de la puissance aérienne de frapper le « centre de gravité stratégique » de l'adversaire.³ En effet, la masse amorphe de mouvements idéologiques hostiles à l'influence et aux valeurs des occidentaux ne s'inscrit généralement pas dans un cadre hiérarchique bien défini que la puissance aérienne pourra prendre pour cible pour atteindre l'effet escompté. Néanmoins, la force aérienne détient un certain nombre d'atouts asymétriques (capacités que l'ennemi ne peut ni égaler ni contrer). On citera pour exemple la capacité de la puissance aérienne à effectuer des frappes chirurgicales dans le monde entier, ce qui constitue un avantage indéniable dans les opérations de contre-insurrection. Sans compter une foule d'autres avantages (dont les opérations d'information et les cyberopérations ; renseignements, surveillance, et reconnaissance ; et mobilité globale) qui ont déjà fait leurs preuves. Autant de capacités qui procurent à nos forces de combat des avantages fortement asymétriques dans l'environnement de la GI.

La force aérienne se caractérise par ses facultés en matière d'innovation et d'adaptation. Conçus pour transporter des armes nucléaires, les bombardiers de la guerre froide peuvent survoler le champ de bataille pendant plusieurs heures et livrer des armes individuelles conventionnelles à quelques dizaines de centimètres à peine des coordonnées spécifiées. Prévus pour lancer des armes de précision contre des cibles fortifiées, les avions de combat peuvent diffuser le signal vidéo d'une nacelle de désignation d'objectifs directement au contrôleur d'attaque du terminal interarmées de la force aérienne, lequel dirigera ensuite une frappe sur la base du

guidage laser ou du système de positionnement mondial (GPS). S'ils avaient jadis pour unique vocation de servir de plateforme de surveillance, les systèmes sans pilote comme le Predator comportent désormais un dispositif de désignation d'objectifs laser efficace, gage de frappes cinétiques précises. Les plateformes aéroportées offrent une protection électronique aux forces terrestres, notamment en s'attaquant aux communications des insurgés et en neutralisant les systèmes électroniques nécessaires au déclenchement de dispositifs explosifs de circonstance (*Improvised Explosive Devices* – IED). En combinant les facteurs altitude, vitesse et portée, ces plateformes peuvent engendrer ces effets, et ce sans subir les contraintes posées par le terrain ou les obstacles artificiels situés entre les unités. L'esprit vif des aviateurs a mis au point des innovations en faisant appel à des tactiques, techniques, procédures et équipements adaptés pour contrer un ennemi qui l'est tout autant.

Afin d'être à la hauteur, nos adversaires irréguliers recourent à un éventail de capacités asymétriques comme les kamikazes, les dispositifs explosifs de circonstance et la réquisition de résidences civiles, mosquées et hôpitaux comme zones-relais de leurs opérations de combat. Toutefois, ils ne soutiennent pas la comparaison et ne peuvent compenser efficacement le libre accès à ce champ d'action garanti par la suprématie sur le plan aérien, spatial et cyberspatial.

Contributions de la force aérienne – aujourd'hui et demain

La puissance aérienne américaine, toutes formes confondues, agit aujourd'hui simultanément sur plusieurs tableaux, délivrant ainsi un inestimable combat dont les effets sont visibles partout. A titre d'exemple, la force aérienne a pris part à un large éventail d'opérations de combat en Asie du Sud-est pendant plus de 15 ans, et plus de 25.000 aviateurs sont actuellement déployés sous la responsabilité du commandement central américain. Les capacités de la puissance aérienne ont été – et

resteront – indissociables du succès des autorités militaires américaines dans ce cadre et dans la lutte mondiale contre le terrorisme au sens large, un fait souvent négligé dans les rapports consacrés aux aspects plus apparents de la guerre. Mais lorsqu'elle est conjuguée correctement aux autres efforts militaires et civils dans le cadre de la GI, la puissance aérienne fournit invariablement des effets qui s'avèrent décisifs pour la victoire du combat interarmées dans sa globalité et essentiels pour la réalisation des objectifs militaires et politiques majeurs de la campagne.

Certains des principes fondamentaux de la puissance aérienne se sont avérés particulièrement décisifs en permettant à la force aérienne d'utiliser ses atouts asymétriques les plus puissants pour appuyer les opérations en cours. A commencer vraisemblablement par la mise en œuvre de la puissance aérienne via le contrôle centralisé et l'exécution décentralisée. Cet impératif de planification et de direction centralisées couplé à une décentralisation des décisions tactiques d'utilisation s'applique à la GI comme aux opérations inhérentes à la guerre classique. Un aviateur pourrait présenter les raisons de ce principe fondamental aussi facilement qu'un officier des marines justifierait l'inviolabilité de la force opérationnelle air-sol des marines, par exemple. En plaçant tous ces éléments sous l'égide d'un commandement unique, le commandant de l'élément air des forces interarmées (*Joint Force Air Component Commander* – JFACC), la composante air peut déployer avec efficacité et efficacité des ressources limitées pour répondre aux exigences contradictoires des multiples commandants répartis sur le théâtre des opérations tout en suivant attentivement les objectifs plus vastes. L'éventail des effets découlant des opérations de la puissance aérienne peut être ciblé au moment et à l'endroit requis, selon les priorités établies par le commandant de la force interarmées. Les décisions concernant des méthodes d'utilisation et tactiques particulières s'établiront à un niveau inférieur, plus près du combat et à la lumière des besoins rencontrés.

A l'heure actuelle, les forces de la composante air fournissent les éléments suivants :

effets cinétiques depuis les avions de chasse, bombardiers et systèmes sans pilote ; le système de renseignements, surveillance et reconnaissance qui utilise une foule de capteurs aérobies, spatiaux et non traditionnels ; les plateformes de guerre électronique ; et les capacités en termes de transport/largage aérien qui peuvent avoir lieu pratiquement sur tout le territoire irakien et afghan, pour autant qu'elles n'aient pas été dispersées dans des unités individuelles. La plupart des contributions apportées par la force aérienne en Irak s'articulent autour du soutien des forces terrestres, mais ses capacités uniques lui permettent de mener des opérations interdépendantes et indépendantes.

A cet égard, la force aérienne offre un large éventail de capacités asymétriques que nous pouvons cibler et orienter selon nos besoins, donnant ainsi naissance à des effets comme la destruction cinétique, la collecte/diffusion permanente de systèmes de renseignements, surveillance et reconnaissance, (dont les dispositifs aérobies et spatiaux ainsi que ceux avec ou sans pilote), les approvisionnements et forces d'infiltration/exfiltration et les attaques de réseaux informatiques et infrastructures de soutien. Tous ces outils sont disponibles à la carte, presque sans égard pour la géographie et les obstacles artificiels au sol.

Depuis le début des opérations *Iraqi Freedom* et *Enduring Freedom*, la composante air a effectué plus d'un demi million de sorties de combat et d'appui aérien. Même si ce chiffre est impressionnant, il ne résume pas la situation à lui seul. D'une part, nombre de ces sorties sont de longue durée, garantissant ainsi une persévérance et une présence sans précédent dans les airs grâce à l'association du ravitaillement en vol et des bases avancées. Il convient de ne pas sous-estimer le caractère vital de la capacité de choisir parmi une foule d'armes et outils et de réagir rapidement, particulièrement dans un environnement de GI où l'heure, l'endroit et la nature des attaques sont très souvent tributaires de l'ennemi. D'autre part, et cet aspect s'avère plus important encore, le dénombrement des sorties ou toute autre méthode de calcul similaire ne permet pas facilement de décrire quantité d'effets amenés par la force

aérienne au combat. Aussi impressionnantes puissent-elles paraître, les statistiques représentent seulement une partie de la contribution de la force aérienne à la guerre actuelle. De même, il convient de ne pas négliger l'analyse profonde des renseignements et les capacités de diffusion qui gonflent, accroît le volume d'informations sans précédent fournit par les systèmes actuels de la force aérienne, ou encore les fonctions permettant la communication, qui rendent la guerre mondiale aussi transparente que si elle se déroulait dans votre propre jardin.

Exploiter les capacités de la puissance aérienne

Les ressources basées dans l'espace comptent parmi les contributions les moins comprises et les moins reconnues de la force aérienne sur le terrain. Les capacités primordiales en termes de renseignements, de communications, de prévisions météorologiques et de navigation passent inéluctablement par un accès libre à l'espace. Les multiplicateurs de force basés dans l'espace s'avèrent extrêmement précieux à l'extrémité inférieure de l'éventail du conflit. Citons pour exemple le GPS : il s'avère non seulement indispensable pour guider les munitions de précision, mais également essentiel pour signaler la position géographique de troupes alliées, d'insurgés et de civils. Sa précision permet de réagir plus rapidement en cas de nécessité d'appui aérien rapproché, de recherche et sauvetage de combat, d'évacuation des pertes et de poursuite de cibles temporaires. N'oublions pas toutefois qu'un adversaire capable et déterminé peut très bien remettre en question l'accès à l'espace, comme les Chinois l'ont rappelé au reste du monde par le biais de leur récente démonstration anti-satellite.

Les renseignements mis à disposition par les forces aériennes et spatiales jouent un rôle clé dans la GI. Si le schéma de guerre classique autorise une production des volumes accrus d'armes pour compenser toute imprécision de la désignation d'objectifs, il n'en va généralement pas de même dans les opéra-

tions de contre-insurrection, où tout dommage collatéral involontaire peut miner l'appui du gouvernement et devenir un argument de recrutement pour les insurgés. A l'heure actuelle, en Afghanistan comme en Irak, les ressources spatiales et aérobie surveillent de concert la situation au sol, permettant ainsi d'identifier les insurgés ainsi que leurs réseaux organisationnels, partisans, lignes de communication et modes d'approvisionnement. Ces plateformes collectent et diffusent une foule de renseignements (signaux, communications, imagerie, cible mobile, images animées, etc.) qui constituent tous des composants du combat. En outre, les ressources avancées apportent également une contribution significative à l'analyse médico-légale, une discipline en pleine ascension qui nécessite une stratégie de retour en arrière depuis les événements en cours afin de remonter en amont (par exemple, partir de l'explosion de dispositifs explosifs de circonstance pour localiser les organisations responsables de la fabrication de la bombe et les infrastructures qu'ils utilisent à cette fin). En Irak comme en Afghanistan, les ressources aériennes ont acquis la capacité d'offrir une réponse rapide afin de déterminer les points de lancement d'attaques de mortiers ou de roquettes, d'identifier les individus/véhicules suspects et de les repérer à l'aide de marqueurs laser en vue de leur arrestation par les forces terrestres ou, dans de nombreux cas, de les détruire purement et simplement. A l'instar des autres applications de la puissance aérienne, le contrôle centralisé des plateformes de renseignements (qui minimise la répétition inutile des efforts et permet de couvrir les besoins prioritaires du commandant de la force interarmées) garantit une utilisation efficiente et efficace des ressources limitées en matière de renseignement, surveillance et reconnaissance, en l'occurrence des pierres angulaires de l'avantage asymétrique de la coalition dans le cadre de la GI. A titre d'exemple, les dispositifs de renseignement, surveillance et reconnaissance permettent à la composante air d'amener la puissance aérienne à appuyer une coalition restreinte ou des unités de forces terrestres

autochtones, intensifiant ainsi leurs capacités organiques.

Autre outil de contre-insurrection extrêmement efficace, la frappe chirurgicale nous permet d'éliminer les insurgés situés à proximité de civils ou de forces terrestres pacifiques, conférant ainsi aux forces de coalition un avantage significatif en termes de puissance de feu. Les systèmes de guidage à haute précision, les fusées de proximité sélectionnables depuis le cockpit et les munitions à divers degrés d'explosivité permettent aux aviateurs de fournir les effets escomptés avec précision tout en limitant les effets involontaires. Bien entendu, certaines situations nécessitent une utilisation moins parcimonieuse de la puissance de feu pour couvrir des zones plus étendues, une mission pour laquelle la puissance aérienne dispose de tout l'équipement requis.

La mobilité aérienne tend une nouvelle corde sur l'arc des opérations de contre-insurrection. Nos forces exploitent cet avantage contre les adversaires irréguliers cloués au sol en transportant personnel et chargement en prenant soin de contourner les lignes de communication menacées, les approvisionnements par largage aérien ainsi qu'en procédant à l'évacuation rapide des blessés. L'année dernière, dans le cadre des opérations *Iraqi Freedom* et *Enduring Freedom*, la composante air a effectué plus de 50.000 sorties à des fins de transport aérien, convoyant ainsi plus de 1.000.000 d'hommes et 90.000 palettes de chargement qui, sans elle, auraient dû être transportés par des moyens de transport terrestres plus lents et plus vulnérables. Cette mobilité permet également l'infiltration, le réapprovisionnement et l'exfiltration d'unités terrestres relativement restreintes. En fournissant une assistance humanitaire, un soutien médical et un moyen de transport aux responsables officiels du gouvernement vers des endroits reculés, la force aérienne peut promouvoir la crédibilité du gouvernement et améliorer la qualité de vie de la population. Directement perceptibles et visibles auprès de la population, ce type d'opérations peuvent exercer des effets significatifs sur la campagne générale contre les insurgés.

Associée à des nombres relativement faibles de coalitions et de forces autochtones, la force aérienne peut offrir un éventail complet d'effets, de l'humanitaire à l'électronique en passant par la cinétique. Dans certains cas, la simple présence de la force aérienne perceptible sur le plan visuel ou sonore peut démontrer l'engagement pris envers une population et le soutien apporté à un gouvernement ainsi que modeler le comportement des insurgés en réduisant leur liberté de mouvement et en les privant de refuges.

Assister les forces aériennes des nations partenaires

La défense interne à l'étranger de la force aérienne, qui inclut des programmes militaires qui épaulent la stratégie des nations partenaires en matière de développement et de défense interne, vise essentiellement à développer et à soutenir les capacités aériennes de ces nations. En nouant des partenariats sur cette base, les Etats-Unis contribuent à façonner l'environnement stratégique et empêchent les terroristes potentiels de prendre pied dans ces pays. Enfin, l'accroissement de la capacité des nations partenaires à contrer les menaces irrégulières leur permet de combattre plus efficacement, d'asseoir leur légitimité et de réduire leur dépendance par rapport aux forces américaines.

À l'heure actuelle, la force aérienne délivre l'éducation et la formation essentielles à la remise sur pied des forces aériennes irakiennes et afghanes. Même si elle en est à ses balbutiements, la force aérienne irakienne naissante effectue des missions de renseignements, surveillance et reconnaissance, ainsi que des missions de mobilité. Etablie à la base aérienne d'Al Muthana (une branche de l'aéroport international de Bagdad), elle vise à étendre ses activités sur plusieurs autres bases. Les forces américaines continuent à former les Irakiens aux postes de soutien requis pour maintenir et protéger leurs appareils et leurs bases. En outre, les forces américaines participent à la mise sur pied de capacités autochtones afin de garantir la surveillance aérienne et le contrôle du trafic aérien

sur l'espace aérien souverain. Cette démarche constitue un élément essentiel de toute stratégie de sortie d'une coalition étant donné que les nations partenaires auront besoin de l'appui des forces aériennes de la coalition jusqu'à ce qu'elles puissent mener indépendamment leurs propres opérations et défendre leur espace aérien. A l'heure où l'attention accordée à la GI va crescendo, les capacités de la force aérienne en termes de défense interne à l'étranger bénéficieront probablement d'un éclairage plus large et de ressources revues à la hausse.

Le commandement de l'élément air des forces interarmées excelle dans la planification, l'attribution des tâches, l'exécution et l'évaluation inhérentes aux opérations de combat. La planification et l'exécution des phases quatre (stabilisation) et cinq (habilitation des autorités civiles) constituent de toute évidence des défis uniques pour la composante air.⁴

L'un des axes potentiels de l'éducation et de la formation des aviateurs à l'égard de la GI peut résider dans la maîtrise des mécanismes de reconstruction de la puissance aérienne d'une nation partenaire (en abordant notamment la complexité de la législation et du financement en matière d'appui militaire étranger, les aspirations des nations partenaires et les possibilités de contribution de la coalition). Il peut également s'avérer nécessaire de rénover la structure de forces de la défense interne à l'étranger de la force aérienne en vue d'améliorer la capacité à reconstruire les forces aériennes des nations partenaires ; pour exemple, le fait que l'instrument le plus performant de la force aérienne irakienne, le C-130, soit le seul type d'appareil commun avec la flotte aérienne américaine, n'est pas le fruit du hasard.

Préparer les aviateurs à la guerre irrégulière

Le développement de la force est une question d'éducation, de formation et d'expérience dont l'objectif est de forger des aviateurs adaptatifs, créatifs et capables d'exploiter leurs connaissances. Nos aviateurs doivent

non seulement connaître et diriger la contribution de leur service dans le combat inhérent à la GI actuelle, mais doivent aussi orienter leur pensée « hors des sentiers battus » – une capacité qui leur permettra de diriger et de guider la force aérienne de demain. Notre service doit continuer à adapter et à intensifier ses capacités asymétriques contre les adversaires impliqués dans la GI contre les Etats-Unis et ses alliés. Heureusement, l'adaptabilité et une capacité intrinsèque à penser au-delà du combat sont enracinées dans le code génétique des aviateurs. De même, la flexibilité fait partie intégrante des plateformes avec lesquelles ils font la guerre. La formation de dirigeants intelligents, novateurs et extrêmement compétents permettant de perpétuer cette tradition de flexibilité revêt un caractère essentiel pour que la puissance aérienne conserve son rang de premier ordre dans les conflits de la GI.

Nos aviateurs doivent recevoir une formation et une éducation concernant les capacités et limites de la puissance aérienne ; en outre, ils doivent inéluctablement expliquer clairement les concepts et la doctrine de la force aérienne à la communauté interarmées, aux membres des autres services et au personnel affecté aux autres agences gouvernementales. Nombre des initiatives en cours visent essentiellement à éduquer nos aviateurs quant aux aspects de la GI où la puissance aérienne américaine joue un rôle direct et apporte une contribution directe, comme l'effort initié par le chef d'état-major de la force aérienne pour identifier et/ou entraîner les aviateurs qui affichent une connaissance approfondie des cultures et langues étrangères. De plus, les programmes de formation étendus pour les nouvelles recrues, l'attention accrue accordée à l'entraînement pré-déploiement du personnel d'appui au combat et la formation aérienne renforcée pour les pilotes et aviateurs de terrain sur la base des leçons acquises au cours de la guerre reflètent bien les nouvelles réalités qui caractérisent la GI. Tout comme les aviateurs peuvent survivre et tuer l'ennemi à de grandes distances depuis les airs, ils doivent disposer de l'entraînement et de la moti-

vation nécessaires pour survivre et tuer en combat rapproché au sol.

La doctrine de la force aérienne jouera également un rôle significatif dans l'éducation des aviateurs. Basée sur les principes fondamentaux qui régissent les actions des forces militaires pour atteindre les objectifs nationaux, la doctrine détermine la manière dont la force aérienne organise, entraîne, équipe et épaulé ses forces, préparant ainsi les combattants aux éventuelles incertitudes et les dotant d'une série de repères communs dont ils se serviront pour prendre leurs décisions. La force aérienne révisé actuellement la version existante de l'AFDD 2-3.1, *Foreign Internal Defense* (Défense interne à l'étranger), du 10 mai 2004 (Note de l'éditeur : la révision a été publiée le 15 septembre 2007). Par ailleurs, elle s'affaire à la rédaction d'une publication majeure sur le plan doctrinal : AFDD 2-3, *Irregular Warfare* (*La guerre irrégulière*), qui définira l'approche de la force aérienne envers la GI, notamment en abordant ses capacités et contributions par rapport aux opérations de contre-insurrection (Note de l'éditeur : AFDD 2-3 a été publiée le 1^{er} août 2007). Ce document constituera également la base du positionnement de notre service à l'heure où la communauté interarmées s'attaque au grand chantier de la rédaction d'une doctrine sur la contre-insurrection. L'ensemble des initiatives susmentionnées visent à mettre sur pied un groupe de dirigeants et experts en GI sur lesquels la force aérienne pourra reposer.

Conclusion

Les Etats-Unis et son armée sont en guerre ; l'actuelle menace représentée par les terroristes mondiaux, potentiellement équipés d'armes de destruction massive, est aussi importante que le péril incarné jadis par le nazisme, le fascisme et le communisme. A cet égard, les forces de la coalition et des nations partenaires conjuguent leurs efforts à ceux des Etats-Unis. La force aérienne américaine met ses ressources aériennes, spatiales et cyberspatiales au service des équipes de combat interarmées et de la coalition afin de vaincre en Irak et en Afghanistan tout en

protégeant les intérêts vitaux de notre nation et de la coalition au sein de laquelle elle agit. La puissance aérienne sous toutes ses formes dote les combats d'un large éventail d'armes à effet immédiat et de catalyseurs des forces interarmées. Une réalité qui n'est pas toujours reconvenue clairement ou dépeinte à sa juste valeur dans la presse. Même si notre priorité n'est pas que le public attribue les progrès engrangés

dans la guerre mondiale contre le terrorisme à des composants ou services particuliers, il importe que les aviateurs de la force aérienne connaissent et expliquent nos capacités asymétriques internes et qu'ils mettent leurs connaissances et leur expérience à profit pour faire en sorte que notre service continue à jouer les premiers rôles dans les combats de demain. □

Notes

1. "Irregular Warfare Joint Operating Concept" (Concept opérationnel interarmées de la guerre irrégulière), version provisoire 1.0, 4 janvier 2007.

2. Contre amiral William D. Sullivan, vice-directeur, plans et politique stratégiques, chef du personnel interarmées, *Fighting the Long War—Military Strategy for the War on Terrorism* (Combattre la guerre prolongée – la stratégie militaire pour la guerre contre le terrorisme), diapositive briefing 9,

février 2006, http://www.au.af.mil/au/awc/awcgate/jcs/jcs_longwar_12jan06_j5.pdf (consulté le 15 janvier 2007).

3. Le centre de gravité stratégique est une source de pouvoir gage de force morale ou physique, de liberté d'action ou de volonté d'agir.

4. Publication interarmées 3.0, *Joint Operations* (Opérations interarmées), 17 septembre 2006, IV-25 jusque IV-29, http://www.dtic.mil/doctrine/jel/new_pubs/jp3_0.pdf.

Le premier, le suprême et le plus lourd de conséquences des actes de jugement qu'un homme d'état et un commandant aient à faire est d'établir par ce test le type de guerre dans lequel ils embarquent : ne jamais la confondre ni essayer de la transformer en quelque chose d'étranges à sa vraie nature.

Carl von Clausewitz

Force aérienne contre-insurrectionnelle

Intégration air-sol pour la longue guerre*

PAR LE COLONEL HOWARD D. BELOTE, USAF

Résumé de l'éditeur : Des niveaux sans précédents de coopération interarmées ont été atteints dans les opérations anti-insurrectionnelles en Afghanistan ainsi qu'en Irak. Le colonel Belote documente les succès de cette coopération interarmées renforcée dans les deux pays, notamment en ce qui concerne l'appui aérien rapproché, la garantie de la sécurité et de la légitimité des élections nationales. L'auteur propose également des idées pour promouvoir les entraînements interarmées et pour renforcer les tactiques, les doctrines et les procédures interarmées.



En février 2005, juste avant de procéder au transfert de l'autorité sur le corps multinational en Irak (*Multinational Corps-Iraq – MNC-I*) au 18^{ème} corps aéroporté qui venait d'arriver, le général de corps d'armée Thomas F. Metz, de l'ar-

mée de terre américaine, a rédigé une note très brève à l'intention de son homologue le général de corps d'armée Walter E. Buchanan III, de l'armée de l'air aérienne, commandant de la composante aérienne des forces interalliées (*Combined Force Air Component Commander –*

*Voir la liste des abréviations et acronymes à la fin de l'article.

CFACC). Le général Metz a mis l'accent sur la participation des aviateurs des différents services aux opérations contre-insurrectionnelles et a particulièrement insisté sur le travail d'équipe interarmées qui a conduit au succès des élections de janvier 2005 en Irak. Il a fait référence au « soutien aérien rapide et soutenu dont ont bénéficié nos forces terrestres ». ¹¹ Depuis qu'il est rentré de Bagdad, le général Metz, qui commande le III^{ème} corps, fait continuellement référence à des exemples d'intégration conjointe durant ses interventions, aussi bien devant des auditeurs civils que militaires. Lors d'interventions publiques et privées, il a mentionné une compagnie de petits bâtiments de la marine qui a travaillé pour la force opérationnelle d'un bataillon de l'armée de terre, la brigade de l'armée de terre qui a travaillé pour une division du corps des marines (MARDIV), ainsi que la force expéditionnaire des marines qui a travaillé pour un corps de l'armée de terre. En parlant des forces aériennes, il a fait remarquer que l'espace aérien irakien était entièrement violet, le violet étant la couleur des opérations interarmées. Il a insisté sur les avions de la marine, des marines et de l'armée de l'air qui remplissaient le ciel irakien, depuis la surface jusqu'à 60 000 pieds d'altitude, ces avions étant aussi bien à ailes fixes que rotatives, parfois habités et parfois pilotés à distance. Il a également mentionné les contrôleurs interarmées d'attaques terminales (*Joint Terminal Attack Controller* – JTAC) du corps des marines, de la marine et de l'armée de l'air qui ont mis au point les effets des forces aériennes sur le champ de bataille. ²²

L'intérêt du général Metz pour les missions interarmées devrait tous nous encourager à capitaliser sur ces réussites interarmées. Dans cette perspective, cet article examine comment des soldats, des marins, des aviateurs et des marines ont intégré des contributions des forces aériennes dans le cadre de tirs et d'effets interarmées, depuis la bataille de Falloujah en novembre 2004 jusqu'à la fin des élections de janvier 2005. Il s'attache aux relations qui se sont développées entre les différentes et principales composantes et celles subordonnées au commandement du quartier général, particu-

lièrement entre l'équipe interarmées de tirs et d'efficacité du MNC-I, le centre des opérations d'appui aérien (*Air Support Operations Center* – ASOC), le centre d'appui aérien direct (*Direct Air Support Center* – DASC) et le centre multinational des opérations aériennes (*Combined Air Operation Center* – CAOC). Il souligne également les innovations qui ont amélioré la contribution des forces aériennes aux opérations contre-insurrectionnelles. Dans une perspective d'avenir, cet article examine également des exemples de situations où l'équipe interarmées aurait pu avoir un processus d'intégration avec moins d'à-coups et propose des idées pour améliorer l'intégration interarmées dans les conflits à venir.

Organisation

L'intégration du 3^{ème} groupe d'opérations d'appui aérien (*Air Support Operations Group* – ASOG) du III^{ème} corps dans les processus de planification et d'exécution du MNC-I s'est avérée primordiale pour la bonne utilisation de la force aérienne sur le champ de bataille aérien interarmées. En effet, en dépit du fait que le groupe de contrôle aérien tactique (*Tactical Air Control Party* – TACP) s'occupait de la coordination de la planification des forces aériennes entre les différentes fonctions de l'état-major – notamment les renseignements, les opérations et la planification – la part du lion en matière d'intégration des forces aériennes est revenue à la cellule des tirs et des effets interarmées (*Joint Fire and Effect Cell* – JFEC). Dirigée par le général de brigade, Richard P. Formica, de l'armée de terre américaine, cette cellule a fait converger les tirs et les effets létaux et non létaux et a conduit l'évaluation des effets. Elle a aussi géré les opérations d'information au niveau du corps et a dirigé les opérations de visées opérationnelles, aussi bien en temps réel qu'en les planifiant à l'avance. Depuis l'ASOC, qui se trouve, ainsi que le JFEC, au troisième étage du Palais de la Victoire à Bagdad. Le lieutenant colonel Neil Roghair et le lieutenant colonel Patrick W. Johnson de l'armée de l'air ont orchestré l'appui aérien rapproché (*Close*

Air Support – CAS) pour le MNC-I et le CAOC de la base aérienne d'Al Udeid au Qatar³³.

Cette équipe air-sol intégrée a développé une confiance et une interdépendance qui vont bien au-delà des relations établies sur le papier. Conformément à la doctrine, l'ASOG est demeurée au sein des chaînes de rapport des composantes aériennes, mais le général Richard P. Formica l'a totalement incorporée au processus de prise de décision de la JFEC. Ainsi qu'il l'a expliqué, « avec le temps, le corps [coordinateur-adjoint des effets, lieutenant colonel Joe Gallagher, armée de terre américaine] s'est mis à assumer des fonctions semblables à celles de chef d'état-major (ciblage, coordination des tirs d'appui, intégration des tirs interarmées) et [l'officier assumant la double fonction de commandant de l'ASOG / officier de liaison aérienne du corps (*Air Liaison Officer* – ALO)] a essentiellement servi comme mon adjoint. Le commandant de l'ASOG était un officier supérieur, il était expérimenté et a joué le rôle d'intégrateur pour la plupart des tirs interarmées». ⁴⁴ Le général Richard P. Formica a démontré la profondeur de cette confiance interservices de manière sans précédent lorsqu'il a déployé ses forces durant la bataille de Najaf au mois d'août, puis en décembre et en janvier, alors qu'il assumait les fonctions d'officier d'investigation dans le cadre du règlement 15-6 de l'armée de terre, concernant l'affaire du bombardement du réfectoire de Mosul. ⁵⁵ Dans les deux cas, il a confié la coordination interarmées des tirs et des effets à un colonel de l'armée de l'air, démontrant ainsi son engagement, ainsi que celui du général commandant du MNC-I dans les missions interarmées. Ceci a constitué un exemple imité par l'ASOG et l'ASOC durant les opérations cruciales de novembre et de janvier, comme je vais le montrer plus loin.

La force aérienne contre-insurrectionnelle

Mise au point par JFEC et par l'ASOC, la force aérienne a fourni un grand nombre d'outils aux commandants de tous niveaux.

La toute première priorité, exprimée par le commandant du corps et répercutée par la directive du commandant de la composante aérienne sur les opérations aériennes, était que la force aérienne puisse répondre aux situations de troupes en contact (*Troops in Contact* – TIC). En conséquence, l'ASOC surveillait en permanence le réseau interarmées des requêtes aériennes (*Joint Air Request Net*), qui lie les TACP de tous les bataillons, brigades et divisions. En utilisant les zones de destruction comme cadre de référence commun, il déplaçait les moyens aériens à travers le pays en réponse aux situations qui pouvaient émerger. En tenant compte du fait que les commandants de manœuvres étaient disciplinés, qu'ils effectuaient leur demande TIC de manière réfléchie et qu'ils pesaient très soigneusement les questions de proportions et de nécessité militaires avant de demander une intervention aérienne, l'ASOC a travaillé avec le CAOC pour minimiser le temps de réponse. Finalement, le travail d'équipe air-sol, associé à un travail de renseignement pertinent a permis de réduire le délai des interventions TIC de 20-25 minutes durant l'été 2004 à 6-7 minutes en novembre, décembre et janvier. De plus, durant les neuf mois où le III^{ème} corps et le III^{ème} ASOG ont formé la partie centrale du JFEC du MNC-I, l'équipe a affiché des résultats parfaits, répondant à l'intégralité des 811 déclarations TIC effectuées pendant cette période. Evidemment, il y eut des ratés, certaines difficultés de communication ont entravé certaines réponses TIC. D'autre part, il ne viendrait à l'idée de personne de suggérer qu'une telle performance ait pu être possible sans le contrôle total exercé par la coalition sur l'espace aérien irakien. Mais chaque soldat, chaque aviateur impliqué dans le processus d'attribution des missions qui avait lieu depuis Bagdad est fier, à juste titre, de ces résultats.

En plus de l'appui apporté au TIC, les forces aériennes accomplissaient des tâches plus conventionnelles comme l'exécution de tirs létaux. En compagnie de forces d'opérations conventionnelles et spéciales, les aviateurs ont mené des missions sur des objectifs temporaires et ont planifié des frappes de précision ;

les plus inhabituelles de ces dernières comprenaient des missions de refus de terrain à l'encontre de positions connues de tirs insurgés. Tout le monde savait que les insurgés déserteraient leurs positions suite aux tirs parce qu'ils avaient tendance à utiliser des lanceurs artisanaux dotés de minuteurs rudimentaires. Mais les commandants voulaient éviter les récidives et dissuader des insurgés moins impliqués d'utiliser leur tactique de « tir et décrochage » (*shoot-and-scoot*). Dans tous ces cas de figures, le JFEC a appliqué les règles d'engagement du commandement central des États-Unis et s'est assuré du fait que l'usage de la force était validé par les autorités compétentes. Nombre d'innovations non létales des forces aériennes ont prévalu sur les tirs létaux et ont démontré l'ingéniosité et l'énergie de l'institution militaire de la coalition. A l'échelle du pays, des avions de combat ont mené des missions de sécurisation des infrastructures, satisfaisant ainsi simultanément la priorité stratégique du commandant de la force multinationale, à savoir protéger les éléments vitaux de l'Irak – le pétrole et les installations électriques – des attaques des insurgés d'une part et la directive du CFACC de ne pas gaspiller du carburant, du temps ou des efforts dans les alertes d'orbites en vol partout dans le pays d'autre part. A une plus petite échelle, les équipes de combattants ont conduit des missions non traditionnelles de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (*Non Traditional Intelligence, Surveillance and Reconnaissance – NTISR*) pour les commandants des forces terrestres. Par exemple durant une mission « *cordon-and-search* » (encercler et chercher) d'une brigade Stryker à Mosul, les F-18 tenaient le JTAC continuellement au courant (en contactant le Stryker du commandant) des mouvements ennemis et civils à l'extérieur du cordon, ce qui a permis au commandant de repositionner ses sections de manière appropriée. Après une répétition interarmes pour une opération mécanisée de l'équipe de combat de la 39^{ème} brigade (*Brigade Combat Team – BCT*) au nord de Bagdad, le commandant des troupes Apache H-64 a expliqué à l'ALO visiteur à quel point les tactiques interarmées d'attaques

aériennes étaient devenues banales, faisant remarquer qu'on pouvait en suivre le déroulement presque tous les jours sur les fréquences communes aux JTAC locaux et aux combattants aériens, utilisant ainsi l'équipe pour développer les capacités de perception de la situation. Un commandant de bataillon, le lieutenant colonel Tim Ryan a souligné l'impact immédiat des opérations CAS non létales lorsqu'il a décrit l'expérience qu'il a vécue au sud de Bagdad.

Pendant une opération d'envergure, j'avais placé plus tôt [un aéronef sans pilote (*Unmanned Aerial Vehicle – UAV*)] en position pour observer la zone de l'objectif pendant l'approche ; nous avons fait entrer en scène les avions rapides à la bonne altitude et nous avons frappé l'objectif. Les avions à ailes rotatives sont entrés en scène lorsque la première porte a été forcée en raison de leur signature audio. Ce matin-là nous avions plusieurs fuyards que le UAV ou F-16 [avait identifié] ; le F-16 marqua la cible et la livra sur le réseau au [OH-58D] qui a volé à basse altitude au niveau des cibles et les a maintenues en place jusqu'à ce que les forces aériennes puissent les attraper. J'étais continuellement très surpris par la précision des grilles et des [rapports de situation] des avions rapides, étant donné leur vitesse et leur altitude...

La veille des élections, [un vol F-15E] était centré sur la périphérie de l'objectif, étant donné que nous étions déjà en position depuis 45 minutes et que nous n'avions pas besoin d'eux dans une zone où nous contrôlions déjà le sol. Ils ont repéré quatre fuyards qui sont sortis d'une maison à l'extérieur du cordon et ils ont guidé les forces terrestres, mon équipe en l'occurrence, vers les cibles qui se cachaient dans les roseaux qui surplombaient la rivière. J'avais avancé dans le noir et j'étais à trois mètres d'un des fuyards : l'aéronef a marqué la cible juste derrière moi et a dit au TACP de me dire de me retourner ; j'ai vu le rayon à travers mon appareil de vision nocturne et j'ai capturé le premier des quatre prisonniers. C'était génial !⁶⁶

Ce qui est certain, c'est que la puissance aérienne non létale ne se réduisait pas aux missions NTISR ; lorsque cela s'avérait nécessaire, les commandants pouvaient intensifier les effets non létaux. En raison des répercussions politiques des bombes larguées en

milieu urbain, il était rare que les commandants demandent un largage simultanément au TIC – mais ils ordonnaient souvent des démonstrations de force afin de forcer les insurgés à rompre le contact pour empêcher que les rassemblements ne compliquent les situations tactiques. Un cas notable de ce genre a eu lieu à Bagdad, en novembre 2004, alors que la bataille de Falloujah faisait rage à quelques kilomètres à l'ouest ; un convoi s'était arrêté pour s'occuper d'un grand engin explosif improvisé placé juste devant une mosquée sunnite. La prière du vendredi venait de prendre fin et une foule estimée à plus de 1000 personnes se mit à marcher vers le convoi. Le commandant au sol déclara immédiatement un TIC et demanda au JTAC de requérir une démonstration de force bruyante et à faible altitude. L'ASOC et le TACP de la division se sont chargés de la coordination avec le commandement aérien de l'armée de terre pour des passages bien en deçà de l'altitude de coordination. Après un deuxième passage à basse altitude effectué par un F-15 E, la foule s'est dispersée, permettant ainsi au convoi de poursuivre son travail sans incidents.

Falloujah

L'intégration interarmées des tirs et des effets létaux et non létaux a été confrontée à sa mise à l'épreuve la plus sévère durant la bataille pour la reprise de Falloujah en novembre 2004. Cependant, la 1^{ère} MARDIV et son DASC n'avaient pas de base doctrinale commune avec l'équipe JFEC / ASOC / CAOC et aucune expérience d'exercice en commun avec les moyens de l'armée de terre et de l'armée de l'air. Les différences de doctrines ont été exacerbées par le positionnement des lignes de la force expéditionnaire des marines immédiatement au sud et à l'ouest de Bagdad, créant ainsi une ligne de fracture entre l'ASOC et le DASC entre l'aéroport international de Bagdad et Falloujah, à savoir la région la plus encombrée et la plus sensible d'Irak. Au fur et à mesure que des difficultés commençaient à apparaître durant l'été 2005, principalement lorsque les forces de la coali-

tion ont répondu à un soulèvement de la milice de Moqtada al-Sadr à Najaf, les personnels du CAOC, du DASC et de l'ASOC ont créé des mesures de coordination, basées sur l'altitude, qui se sont avérées très efficaces dans les combats à petite échelle. Toutefois, personne dans la chaîne de contrôle et de commandement ne croyait qu'une limitation de l'altitude à un niveau suffisamment bas suffirait à Falloujah, considérée comme le théâtre le plus dense d'opérations aériennes urbaines depuis celle de Hue, dans le sud du Vietnam, il y a plus de 35 ans.

Dirigés par le lieutenant colonel Gary Kling, du corps des marines, l'officier chargé des opérations aériennes de la MARDIV et par le lieutenant colonel Patrick Johnson, de l'armée de l'air américaine, directeur de l'ASOC, et capitalisant sur l'exemple interarmées établi au JFEC, des membres de tous les services ont travaillé pour trouver la solution. Le colonel Kling a fait valoir de façon convaincante qu'il avait besoin de contrôler tout l'effort aérien autour de Falloujah. Le colonel Johnson a fait remarquer, que pour gérer la guerre aérienne dans le reste du pays et en empêchant des attaques dans d'autres régions qui peuvent détourner les forces de combat du lieu d'action principal tout en soutenant adéquatement la bataille de Falloujah et permettre au CFACC de remplir ses responsabilités en tant qu'autorité de contrôle de l'espace aérien dans toute la zone d'opération, l'ASOC avait besoin d'une visibilité totale du combat de la DASC. Après des mois de dur labeur et après avoir soigneusement alimenté la confiance mutuelle, tout le monde dans la chaîne de commandement a adhéré à un plan basé sur deux piliers : l'unité de commandement et la transparence – et comme l'a dit le colonel Kling au symposium du commandement des forces interarmées sur le CAS, l'exécution correspondait presque parfaitement au plan. Depuis le poste de commandement de la division, assisté par une équipe de liaison de l'appui aérien, il a orchestré tous les vols et tous les tirs des appareils à ailes fixes et rotatives dans un rayon de près de 25 km autour de Falloujah et de Ramadi. Ces tirs étant contrôlés par des contrôleurs aériens avancés des

marines, des SEAL de la marine et par le JTAC de l'armée de l'air dans la ville.⁷⁷ En dehors de ce cercle de 25 km de rayon, l'ASOC contrôlait un parapluie aérien qui a répondu à 81 appels TIC durant les deux semaines d'opérations intenses, en larguant des bombes et en faisant des démonstrations de force entre Al Quaim, dans la zone ouest contrôlée par les marines, à Ba'qoubah en passant par Mossoul. Visiblement, ce plan n'était pas qu'un compromis fondé sur le plus petit dénominateur commun, il alliait plutôt les deux meilleurs aspects de deux conceptions différentes des tirs interarmées. Le DASC et l'officier de la MARDIV chargé des opérations aériennes contrôlaient tous les aéronefs qui entraient à Falloujah, mais ils ont toutefois accordé à l'ASOC un accès illimité à tous les serveurs de leurs réseaux et à leurs « chatrooms », ce qui a fourni des officiers de liaisons 24h sur 24 et a permis aux officiers et aux techniciens de l'ASOC de déplacer les moyens aériens en anticipant les demandes du MARDIV. Cette coopération multiservice exemplaire a assuré une utilisation efficace des forces aériennes létales et a ouvert la voie à un autre succès interarmées innovant.

Le soutien aux élections

Au fur et à mesure que la bataille de Falloujah perdait en intensité, la force expéditionnaire des marines s'est concentrée sur les opérations civiles-militaires et sur la reconstruction d'une ville dévastée. La brigade *Black-Jack* de la première division de cavalerie a mené des opérations de suivi dans les villages autour de Falloujah. Presque simultanément, le MNC-I a modifié les priorités de son planning afin de soutenir la commission électorale indépendante d'Irak et la préparation des élections.

Pendant que le corps et ses principales composantes subordonnées de commandement se concentraient sur la protection du matériel des élections ainsi que sur la protection de la périphérie moyenne et extérieure des sites des élections (les irakiens géraient toute la sécurité de la périphérie intérieure des sites) tout en répondant à une recrudescence des activités ennemies à Mossoul et

autour de la ville, les stratèges aériens du CAOC ont proposé une approche innovante basée sur leur expérience avec l'élément de tir interarmées au sein de la force opérationnelle interalliée/interarmées 76 en Afghanistan : la présence aérienne.

Selon le capitaine Joseph A. Katz, de l'armée de terre américaine, les planificateurs de la force opérationnelle et du CAOC avaient trois objectifs en tête : « assurer la sécurité aux forces de la coalition... instiller un sentiment d'instabilité et d'insécurité dans les milices anti-coalition qui tenteraient de perturber la sécurité des élections et de nuire à la participation et éveiller un sentiment de sécurité et de soutien chez la population locale alors qu'elle se préparait à ses premières élections démocratiques ».⁸⁸ Peu de temps après les élections afghanes qui se sont déroulées avec succès, une équipe du CAOC dirigée par le commandant Ioannis Koskinas, de l'armée de l'air américaine, a tenté de rassembler des preuves supplémentaires en plus des preuves anecdotiques existantes, dans l'espoir de prouver l'efficacité de la présence aérienne et de soutenir le développement d'un plan de présence aérienne pour l'Irak en janvier. L'équipe s'est toutefois heurtée au scepticisme du commandant de l'ASOG, qui a demandé plus de données avant d'adhérer au concept, ainsi qu'à celui de quelques officiers d'état-major de la force multinationale irakienne (MNF-I) et de l'état-major du commandement interarmées du champ de bataille qui ont accusé par courriel l'équipe du CAOC d'essayer de provoquer à tout prix la création d'une mission pour la composante aérienne. Finalement, le seul soldat dont le vote comptait avait quelques étapes d'avances sur les planificateurs de la composante aérienne. Lorsque des analystes sceptiques lui ont conseillé de laisser les aéronefs à l'écart, loin des yeux, loin du cœur, durant les élections, le général Metz a interrompu le briefing de manière agressive en disant « absolument pas, je veux qu'ils volent bas – qu'ils soient bruyants – je veux qu'ils soient partout ! Je ne comprends pas tout à fait pourquoi, mais cette population est sensible à la force aérienne, aussi bien à ailes fixes que rotatives... donc sortez-moi les

forces aériennes ». ⁹ A partir de là, l'équipe du CAOC/JFEC/ASOC n'a pas perdu de temps, elle a combiné ces conseils descendants et sans équivoque à la perception ascendante des situations qu'on rencontre chez les éléments d'appui au tir (*Fire Support Element* – FSE) et dans les TCAP au niveau de la brigade ainsi que de la division. Les commandants des principales composantes subordonnées ont désigné des villages, tracé des routes de présence aérienne et ont dirigé les altitudes de survol, qui dépendait des souhaits du commandant de manœuvre, selon qu'il souhaitait rassurer ou dissuader, en fonction de la situation locale. Le CAOC a déployé des moyens de ravitaillement en carburant pour appuyer ces routes et a intensifié la présence aérienne durant la semaine qui a précédé les élections réussies.

Comme cela a été le cas pour l'Afghanistan, il existe peu de données qui confirment ou infirment l'efficacité de la présence aérienne. La plupart des preuves sont anecdotiques, comme ce rapport de la troisième brigade du centre d'opération tactique de la première division d'infanterie à Ba'qoubah : « dites aux gars [du centre d'opération interarmées] que du point de vue du grognard de la troisième BCT, la présence aérienne marche. Nos homologues de l'armée irakienne apprécient beaucoup les combattants aériens ». ¹⁰ Même en l'absence de données, le plan d'appui aux élections représentait un mélange presque parfait de planification à composantes multiples au niveau opérationnel accompagné d'une approche réaliste et tactique. Les bataillons, le corps, le CAOC et en passant par l'escadre aérienne, toute l'équipe interarmées s'est réunie pour innover et réunir les conditions du succès du 30 janvier.

Feuille de résultats

Il est clair que l'intégration du JFEC du MNC-I avec l'ASOC et le TACP du corps représente un grand pas vers l'application interarmées d'effets létaux et non létaux – de même que la relation de travail efficace entre les quartiers généraux du MNC-I et le CAOC

(même si ce n'est pas le propos de cet article, le détachement de coordination du champ de bataille à Al Udeid a joué un rôle crucial, ainsi que son commandant, le colonel James Wearing de l'armée de terre, et son état-major, qui ont représenté leur composante apparentée au Qatar aussi bien que l'ont fait leurs homologues aviateurs à Bagdad). De même, les relations entre la MARDIV, le corps et la composante aérienne mises en évidence par la transparence et le travail d'équipe DASC/ASOC, ont démontré à quel point nos services de doctrine séparés peuvent être mis à profit pour réaliser des objectifs communs. Enfin, le travail d'équipe des TACP et des FSE aux niveaux inférieurs à travers le pays a reproduit l'exemple des relations aux niveaux supérieurs ; au moment des élections, les escadrons d'appui aérien étaient devenus totalement intégrés au niveau des brigades et des divisions, ainsi que l'était devenu le groupe apparenté au corps. Le commandant de l'ASOG a beaucoup voyagé pendant la durée de ses fonctions, il a rendu visite à des aviateurs du champ de bataille dans 21 bases avancées et a également effectué des visites de courtoisie aux commandants et aux états-majors de bataillons et de brigade. Partout, les commandants et les officiers d'opérations lui ont raconté la même histoire : « j'ai appris à ne pas faire confiance au CAS parce que durant les exercices du centre national d'entraînement et les *Warfighters* (inspections de préparation au niveau des corps et des divisions), la coordination était très difficile et ne se faisait jamais quand et où j'en avais besoin. Mais ici, à chaque fois que j'ai demandé une intervention aérienne au JTAC – à chaque fois – vos gars ont répondu à l'appel ».

Ces grandes avancées ne se sont toutefois pas faites sans embûches. Le travail d'équipe interarmées aux niveaux inférieurs a pris un certain temps pour se développer à cause de l'intégration limitée du CAS dans le cadre des entraînements et des exercices. Comme l'a expliqué le colonel Michael Formica de l'armée de terre américaine, commandant de la brigade *Black-Jack*, « durant mes premiers mois dans ce pays, j'incluais rarement les forces aériennes dans mes plans – ceci parce que

je ne comprenais pas comment elles pouvaient nous assister dans un combat contre-insurrectionnel – puis j’ai constaté les résultats incroyables à Falloujah et durant nos opérations de suivi. Ensuite, pour nos opérations dans le nord de Babel et pour la préparation des élections, je ne parlais plus sans mon JTAC et je demandais continuellement des forces aériennes pour appuyer nos opérations ». ¹¹ Pour utiliser une analogie du baseball, du colonel Arden Dahl, ancien commandant du groupe interarmées d’opérations air-sol de l’armée de l’air, le colonel Michael Formica et ses pairs utilisaient le CAS comme un lanceur de réserve, mais ils se sont rendu compte par la suite qu’ils en avaient besoin dans l’équipe de départ. Les futurs concepteurs d’exercices devraient retenir cette leçon et s’assurer que les soldats et les aviateurs comprennent les procédés qui permettent d’intégrer les forces aériennes de manière efficace dès le départ.

Ces lignes de fractures au niveau des bataillons et des brigades devinrent particulièrement évidentes dans le milieu urbain fermé de Falloujah. Les acteurs-clés de la 1^{ère} MARDIV, du MNC-I et de l’ASOG ont travaillé pendant des semaines pour résoudre ce problème de premier plan entre le DASC et l’ASOC, mais ils n’ont pas réussi à identifier les divergences doctrinales entre les officiers de l’air de régiment et de bataillon et leurs homologues de l’armée de l’air. Ils ont attendu d’atteindre une phase avancée du jeu avant de rassembler l’équipe constituée de 29 hommes de l’armée de l’air qui ont accompagnés les unités lourdes de l’armée de terre à l’intérieur de la ville. Par conséquent, certains hommes ne sont arrivés à Falloujah qu’après la réunion de coordination aérienne de la MARDIV. Plus important encore, le commandant de l’ASOG, ne comprenant pas la dépendance du corps des marines vis-à-vis de son officier de l’air de bataillon, a permis à un des éléments de l’armée de l’air d’entrer en activité sans officier incorporé de liaison aérienne du bataillon (*Enlisted Battalion Air Liaison Officer* – EBALO).

Durant les entretiens, les pilotes des marines ont signalé que le recul et la perception de la situation qu’un EBALO aurait pu leur fournir durant les briefings de check-in leur

avaient manqués. Peut-être que quelques exercices interservices simulant des escarmouches auraient créé suffisamment de familiarité pour éviter ces erreurs ; à l’avenir, nous demanderons à nous entraîner ensemble.

Ces lignes de fractures mettent l’accent sur un dernier domaine qui se prêterait à une amélioration : le rassemblement et les études du retour d’expérience (RETEX) interarmées. Dans la semaine qui a suivi la bataille de Falloujah, l’armée de l’air et le corps des marines ont tous les deux envoyés des équipes pour recueillir des informations sur ce qui s’était passé, mais aucune des deux équipes n’a pu rencontrer suffisamment d’acteurs pour couvrir toute l’histoire. L’équipe de l’armée de l’air s’est d’abord dirigée à Al Udeid, en raison de restrictions sur les déplacements. Elle n’a envoyé que deux hommes à Bagdad et ils n’y ont passé qu’une seule journée. Ils n’ont donc pas pu rencontrer la plupart des JTAC, l’ASOC, le TACP du corps ainsi que le personnel JFEC qui était le plus impliqué dans la planification et l’exécution des opérations d’appui aérien à Falloujah. Le centre des marines pour le retour d’expérience a envoyé du personnel à un débriefing d’une escadre aérienne des marines à la base aérienne d’Al Asad. C’est là qu’ils ont recueilli les informations sur la déception des pilotes de ne pas avoir d’EBALO, mais plutôt que de consacrer du temps à déterminer la cause première du problème, ils ont publié une analyse sans fondement qui laissait entendre que la méconnaissance de certains JTAC de l’armée de l’air des plans de manœuvre au sol prouvait que le corps des marines entraînait ses contrôleurs aériens avancés mieux que l’armée de l’air n’entraînait ses JTAC.

Malheureusement, alors que nos armes avancent vers l’interdépendance, aucune de ses deux approches fondées sur une seule arme n’est très utile. Afin de fixer l’expérience de Falloujah de manière précise, il eut fallu qu’une équipe multiarme interroge des acteurs clés de tous les services, simultanément. Des acteurs comme le général Richard P. Formica, le lieutenant colonel Gallagher, le colonel Kling et le colonel Johnson, qui avaient des objectifs communs mais des pers-

pectives différentes et qui, ensemble, auraient pu faire la lumière sur les origines de nos succès interarmées ainsi que sur les causes de nos erreurs. A l'avenir, les équipes de retour d'expérience de chaque arme devraient mettre leurs efforts en commun, voyager ensemble et mêler ces perspectives différentes pour en faire un tout.

Le chemin vers l'avant

Comment nos services peuvent-ils perpétuer ces succès et corriger les erreurs ? La réponse est simple : nous entraîner à combattre en répétant tout le système de contrôle du théâtre aérien et du système air-sol de l'armée (TACS/AAGS). Sur le papier, le CAOC et l'ASOC sont déjà liés aux TACP, aux FSE et à tous les niveaux de commandement et de contrôle aérien de l'armée, ainsi qu'aux avions AWACS et aux centres de contrôle et de rapport, mais ils ne s'entraînent jamais ensemble. En réalité, il n'existe pas d'unité d'entraînement officielle pour l'ASOC, les personnels du centre des opérations aériennes (*Air Operations Center* – AOC) disposent d'une formation officielle qui n'inclut pas les opérations ASOC dans ses exercices finaux et les exercices *Blue Flag* de l'AOC n'incluent pas non plus l'ASOC. Ainsi, le personnel AOC apprend le rôle important que joue l'ASOC après son arrivée sur le théâtre des opérations. De même, les personnels de l'armée de terre ne voient des cellules de réponses de l'AOC que durant leurs exercices au niveau des corps d'armées et des divisions. La gestion des tirs aériens et des tirs au sol dans un espace aérien encombré est une tâche difficile. Et la prolifération imminente des aéronefs sans pilote va exacerber le problème. Les futures équipes air-sol ne doivent pas considérer la question comme un simple jeu de ramassage. Elles doivent s'entraîner ensemble, planifier ensemble et exécuter ensemble.

La première étape devrait consister en la création d'un entraînement officiel ASOC et en son intégration aux entraînements officiels de l'AOC, afin que tous les acteurs des composantes aériennes qui ont une influence sur l'intégration air-sol puissent comprendre les

interconnexions TACS/AAGS. Ensuite, dans le contexte interarmées, nous devrions créer un lien entre les exercices *Blue Flag* d'une part et les exercices *Warfighter* au niveau du corps ainsi qu'avec les exercices de répétition de mission. Même si une telle démarche requiert des scénarios innovants qui permettraient aux deux services de combiner leurs objectifs d'entraînement, elle permettrait d'établir un lien entre les commandants de composantes trois étoiles et leurs états-majors dans un environnement d'entraînement, construisant ainsi une base plus solide pour les succès interarmées. Plus tard, les innovations dans l'entraînement pourront inclure des exercices multiservices qui exploitent pleinement les synergies ASOC/DASC/CAOC.

Afin de garantir que tous nos services commencent toutes les opérations interarmées ensemble, peut être que l'armée de terre, les marines et l'armée de l'air devraient briser un peu la glace et s'imposer un peu d'interdépendance. Nous avons besoin d'une représentation croisée des composantes plus profonde et plus efficace à tous les niveaux (pour défendre les déroulements des actions, nos officiers de liaison devraient avoir un accès non restreint aux acteurs décisionnaires). L'exemple de la confiance que le général Richard P. Formica a placée en l'ALO du MNC-I suggère un moyen d'y arriver : effectuer quelques changements en matière d'hébergement du commandement dans les rangs du AOC et des états-majors du corps, en installant un soldat ayant les fonctions de chef de stratégie ou de chef de plan dans chaque AOC ainsi qu'un aviateur assumant les mêmes fonctions dans chaque corps. Le secret de la réussite réside dans le détail : les services doivent sélectionner des officiers ayant une bonne connaissance des plans de manœuvre aériens aussi bien que des plans de manœuvre au sol. Les communautés et les personnels de l'armée de terre et de l'armée de l'air devront tous les deux veiller à ce que ces officiers maintiennent un plan de carrière viable (le service interarmées devrait augmenter les opportunités de commandement pour les membres des équipes aériennes et des équipes d'appui au tir). Une initiative aussi audacieuse justifierait

les mouvements au sein du personnel. En investissant les personnels des services apparentés d'une réelle autorité, les commandants supérieurs au sol et au niveau aérien peuvent concentrer chacun de leurs plans sur les points forts interarmées de l'équipe. Plus important encore, la présence d'un commandement interarmées efficace au niveau des composantes permet de s'assurer que le match débutera avec tous les meilleurs joueurs dans l'équipe de départ.

En même temps, un surcroît d'attention aux officiers subalternes pourrait aider l'armée de l'air à former ses futurs meilleurs joueurs. Durant l'outbrief pour le *Joint Urban Warrior 06* (guerrier urbain interarmées 06), une expérience de guerre urbaine à commandement multiple, le commandant Mike Worden, de l'armée de l'air américaine, a demandé aux participants comment on pouvait intégrer les forces aériennes le plus efficacement possible au niveau ALO des bataillons. Peut-on améliorer la situation présente en faisant servir les JTAC seniors en tant que sous-officiers ALO de bataillon ? Les EBALO apprennent les compétences de planification et de liaison dans des cours avancés de sous-officiers (*seven level schools*), mais n'ont jamais l'opportunité de s'immerger dans les tactiques de combat, de bombardement, d'attaque et de reconnaissance à l'instar des jeunes membres du personnel navigant. Nous pourrions mieux instiller des compétences aériennes dans la planification au niveau des bataillons en ressuscitant le programme BALO, dans lequel les pilotes d'A-10 entreprenaient de manœuvrer les unités durant leur première ou leur deuxième affectation de vol. Dans un monde qui ne connaît pas de contraintes de ressources, ouvrir un programme BALO à la majorité des postes de personnel navigant et de cellule d'avion permettrait de faire connaître aux commandants de bataillon et à leurs états-majors un large éventail de capacités aériennes ainsi que de faire connaître les plans des manœuvres au sol à un large échantillon d'aviateurs, mais à un coût élevé.

Les limites actuelles en terme de fonds et de ressources humaines rendent toutefois improbable un changement significatif de

l'intégration au niveau des bataillons. Afin d'améliorer l'intégration air-sol au niveau tactique, l'armée de l'air devrait viser un niveau plus élevé, mettre l'accent sur les ALO de brigade et nommer ses meilleures recrues à ce poste. Actuellement, les ALO de brigade – en général des capitaines cadets – bénéficient de deux à neuf mois d'entraînement et sont ensuite déployés en Irak ou en Afghanistan pour devenir des représentants supérieurs de l'armée de l'air auprès d'un colonel qui commande 5000 soldats. La capacité de l'ALO à préconiser telle ou telle chose fait et défait la valeur des contributions des forces aériennes dans un vaste champ de bataille. Toutefois, historiquement, les aviateurs ont toujours évité la fonction d'ALO de brigade.¹² Si l'armée de l'air veut une intégration efficace au niveau des contestataires, elle devrait nommer ses éléments les plus prometteurs à ces fonctions, ainsi que le font les marines.

Le corps des marines utilise une affectation de liaison au sol comme marche-pied vers les écoles d'armes, garantissant ainsi que les commandants au sol aux niveaux les plus bas reçoivent les meilleurs conseils possibles en matière de forces aériennes. Selon le colonel Lawrence Roberts, du corps des marines, qui dirige le commandement interarmées de l'équipe d'intégration et d'interopérabilité des tirs interarmées, la plupart des diplômés des formations d'instructeurs aux armes et tactiques (*Weapons and Tactic Instructor Course*) du corps des marines ont servi comme contrôleurs aériens avancés au sol (*Ground Forward Air Controller – GFAC*) entre 12 et 18 mois – le GFAC étant l'équivalent d'un ALO de bataillon ou de brigade – avant d'intégrer cette école : « pour nous assurer que la communauté au sol est bien représentée par les aviateurs et que le cadre d'entraînement de l'escadron est bien représenté par des aviateurs ayant une expérience au sol. Ceux qui sont pressentis pour les écoles d'armes doivent d'abord passer l'épreuve du GFAC ou sortir d'une école de carrière (*career-level*) comme l'école de combat expéditionnaire (*Expeditionary Warfare School – EWS*), en sachant qu'avoir été GFAC est un pré-requis préférable, tandis que l'EWS est une alternative convenable ».¹³ Même si

l'armée de l'air n'est pas disposée à envoyer ses éléments sélectionnés pour les écoles d'armes à un poste d'armée avant qu'ils n'arrivent à la base de l'armée de l'air de Nellis, dans le Nevada, elle devrait au moins attribuer des postes de commandant de mission, en deuxième affectation, ou des postes de commandant d'appareil à ces recrues qui jouent un rôle primordial.

Ceci améliorerait instantanément la qualité des conseils fournis aux commandants de l'armée de terre et contribuerait à constituer un effectif complet de futurs commandants de l'armée de l'air. Les escadrons volants méritent des chefs ayant une expérience et une vision interarmées – et les aviateurs du champ de bataille, les commandants des divisions et des corps réclament des commandants d'escadrons d'opérations d'appui aérien et des ASOG capables d'orchestrer toute la palette des capacités des forces aériennes.

Enfin, après avoir enraciné plus profondément la vision interarmées dans les quartiers généraux de combat à tous les niveaux, les services devraient optimiser leurs approches de la coordination de l'appui au tir. Un mémorandum adressé par James A. Thomson, président de la Rand Corporation au secrétariat de la défense, comprenait des leçons sur la conduite des grandes opérations de combat. La deuxième leçon traitait de l'intégration des opérations air-sol : « il faut apporter des changements à l'approche linéaire traditionnelle de la coordination des appuis au tir, au sol et dans l'air. Un système non-linéaire de zones de destruction devrait être adopté, ainsi que le permet la technologie aujourd'hui ». ¹⁴ L'idée traditionnelle d'une ligne d'appui au tir n'est certainement pas pertinente dans le cadre d'opérations contre-insurrectionnelles et n'était d'aucune utilité en Irak en 2004. Les zones de destruction formaient le cadre commun de référence pour l'attribution des tâches aux moyens aériens. Dans une perspective d'avenir, comme le défend le mémorandum RAND, « la taille des zones de destructions peut être définie pour les luttes en zone urbaine ou à terrain découvert et elles peuvent être facilement ouvertes ou fermées en fonction d'une situation militaire dynamique ». ¹⁵

Ce résumé ayant été rédigé par une entreprise à l'intention du secrétaire de la défense, il n'entre pas plus dans les détails. Mais près de quatre mois plus tard, le centre d'application air-terre-mer (*Air Land Sea Application Center*) a publié le manuel de terrain 3-09.34 : « Les tactiques, techniques et procédures multiservices (*Multi-service Tactics, Techniques and Procedures – MTTP*) des zones de destruction dans le cadre de l'utilisation des zones de destruction » (*Kill Box MTT*) for *Kill Box Employment*) le 14 juin 2005. Le cabinet du secrétaire de la défense a commandité un test et une évaluation interarmées pour le nouveau MTTP. Même si cette procédure est encore dans ses toutes premières phases, la première tentative (auquel l'auteur a assisté) laisse à penser que ce nouveau document n'a pas totalement intégré l'intention du mémorandum RAND.

Les zones de destructions seront ouvertes et fermées à l'exception de tirs aériens concentrés sur des zones spécifiques, plutôt que d'intégrer les tirs aériens et de surface à travers l'espace de bataille. De plus, le MTTP repose sur une approche traditionnelle de la relation appuyant/appuyé concernant la question critique de qui ouvre et qui ferme les zones de destructions. Les membres de l'équipe d'évaluation, dirigée par le colonel Gary Webb, de l'armée de l'air américaine, qui mènent les tests, sont en train d'explorer les possibilités d'améliorer le MTTP et ils pourraient bénéficier de la recherche RAND. Le nouveau MTTP confie l'autorité à la composante qui bénéficie de l'appui, mais les analystes de RAND ont proposé une approche innovante et interdépendante. Dans une étude intitulée : « *Beyond Close Air Support: Forging a New Air-Ground Partnership* » (Au delà de l'appui aérien rapproché : forger un nouveau partenariat air-sol), Bruce R. Pirnie ainsi que d'autres prévoient des partenariats d'habilitation mutuelle entre commandants de manœuvre et de tirs. Des partenariats « où le commandant le plus approprié a l'autorité requise pour accomplir une mission donnée » et où « les officiers d'état-major de l'armée de terre et de l'armée de l'air qui travaillent ensemble dans l'ASOC ouvriraient et fermeraient les zones de destruction lorsque

cela sera nécessaire » parce que « de plus en plus, surtout pour les forces légères de l'armée de terre, les manœuvres et les attaques aériennes se favorisent mutuellement, et elles doivent être enseignées ensemble ». ¹⁶ L'expérience JFEC/ASOC à Bagdad, suggère que ceci est possible, et les règles d'engagement sur l'approbation des armes offrent un principe fondamental pour la gestion des zones de destruction : l'évaluation du risque.

Simplement, le commandant le plus à même d'évaluer et d'atténuer les risques militaires et politiques devrait contrôler la zone de destruction en question. Dans une lutte contre-insurrectionnelle, le commandant au sol est toujours responsable de la gestion des conséquences politiques des tirs interarmées. Lors d'un combat rapproché, il ou elle ajoutera le facteur du risque pour les troupes à l'équation. Ainsi, les commandants des manœuvres devraient contrôler ces zones de destruction. Toutefois, pour les opérations approfondies, le commandant en charge des opérations aériennes sera presque toujours en meilleure position (grâce aux informations de la composante des opérations spéciales) pour déterminer le risque militaire inhérent à une mission. Dans tous ces cas de figures, une équipe interarmées réunie en un seul lieu, à l'instar de l'équipe réunie au troisième étage du Palais de la Victoire, devrait gérer le processus pour les commandants responsables.

Conclusion

Le général Metz n'est pas le seul à être enthousiaste à propos du partenariat actuel entre les forces terrestres et les forces aériennes. Durant le séminaire sur les tirs et les effets interarmées qui a eu lieu à Fort Sill dans l'Oklahoma en 2005, de nombreux intervenants ont mis l'accent sur l'interdépendance entre les tirs et les manœuvres. Le mémorandum adressé par la Rand Corporation à l'ancien secrétaire de la défense Rumsfeld a souligné « l'interdépendance croissante entre les forces aériennes et les forces terrestres », remarquant en parti-

culier comment « les opérations aériennes ont réduit de manière significatives les coûts et les risques des opérations terrestres » ¹⁷ en Irak. Des événements récents ont montré que la vision interarmées s'est enracinée encore plus profondément dans les opérations actuelles. Les personnels de l'armée de terre et de l'armée de l'air ont cimenté leur partenariat dans le cadre du JFEC et de l'ASOC du MNC-I. La confiance et le rapprochement qu'ils ont développés se sont élargis jusqu'à englober tous les acteurs impliqués dans la mise au point des tirs et des effets interarmées en Irak. Le DASC des marines, l'ASOC de Bagdad et l'ASOG du Qatar ont géré conjointement une guerre aérienne qui a facilité la victoire à Falloujah. Le CAOC à son tour a dirigé un procédé qui a fonctionné par le biais du JFEC et des FSE au niveau tactique pour favoriser l'impact non létal des forces aériennes sur les élections irakiennes.

Parce que nombre de ces éléments ne s'étaient jamais entraînés ensemble, ils se sont quelques fois heurtés à des embûches. Les soldats, les marins, les marines et les aviateurs devraient travailler ensemble pour venir à bout de ces lacunes. Comme l'a soutenu le mémorandum de la RAND Corporation « l'aviation à ailes fixes devrait être mieux intégrée aux forces terrestres, par le biais d'une amélioration du réalisme des exercices et l'augmentation de la fréquence des entraînements interarmées ». ¹⁸ Simultanément, les différents services peuvent œuvrer à la création d'un procédé interarmées de retour d'expérience qui soit plus efficace, au développement de politiques innovantes d'attribution des affectations interarmées et à la mise au point de la doctrine d'appui au tir qui se développe depuis peu. Ceci permettrait aux futurs commandants de comprendre comment les manœuvres et les tirs se favorisent mutuellement. Ainsi, ils pourront commencer chaque opération interarmées avec leurs meilleurs joueurs dans l'équipe de départ. □

Notes

1. Général de corps d'armée de terre Thomas F. Metz au général de corps d'armée aérienne Walter E. Buchanan III, lettre, 9 février 2005.
2. Présentation du III^{ème} Corps. Diapositive disponible au bureau du général commandant, III^{ème} Corps, Fort Hood, Texas.
3. Pour plus de détail sur l'organisation du JFEC, voir Patricia Slayden Hollis, "Part 1: Joint Effects for the MNC-I in OIF II" (1^{ère} Partie : Effets interarmées pour le MNC-I durant l'opération *Iraqi Freedom II*) [Entretien avec le général de brigade Richard P. Formica], *Field Artillery*, Mai-Juin 2005, 5-9, http://sill-www.army.mil/famag/2005/MAY_JUN_2005/PAGE5-9.pdf.
4. Ibid., 7-8.
5. Règlement de l'armée de terre 15-6, *Procedure for Investigating Officers and Boards of Officers* (Procédés d'enquêtes auprès d'officiers et de conseils d'officiers), 30 octobre 1996.
6. Lieutenant colonel John T. Ryan, ancien commandant, 2^{ème} bataillon, 12^{ème} régiment de cavalerie, courriel adressé à l'auteur, 19 mai 2005. Le terme *sparkled* (faire briller) fait référence à une technique de marquage visible à l'aide d'appareils de vision nocturne.
7. Lieutenant colonel Gary Kling (présentation, *Naval Amphibious Base Little Creek*, Norfolk, VA, 11 mai 2005) ; et idem courriel à l'auteur, 19 mai 2005.
8. Capitaine Joseph A. Katz, "Afghanistan: The Role of 'Show-of-Presence' Aircraft in the First Democratic Elections," (Afghanistan : le rôle « d'acte de présence » des aéronefs dans les premières élections démocratiques). *Field Artillery*, janvier-février 2005, 15, http://sill-www.army.mil/famag/2005/JAN_FEB_2005/PAGE15-17.pdf.
9. Notes de l'auteur durant le briefing, Californie. 10 janvier 2005.
10. 3^{ème} BCT, TACP de la première division d'infanterie à l'ASOC du MNC-I, chat électronique, 30 janvier 2005. Journaux sous fichiers disponibles au 712^{ème} escadron d'appui aérien, Fort Hood, Texas. La citation n'est pas classée, mais les bases de données et les journaux (*log*) sont classés secrets. *Air Support Operations Squadron*, Fort Hood, Texas.
11. Colonel Michael Formica à l'auteur, courriel, 25 mai 2005.
12. Voir les commentaires du colonel Formica ci-dessus. Il est significatif que le colonel Michael Formica avait un lieutenant colonel très expérimenté qui servait au poste de ALO durant les opérations de Falloujah en novembre. Il a ensuite recruté deux capitaines de l'armée de l'air pour les opérations de suivi.
13. Colonel Lawrence Roberts à l'auteur, courriel, 18 Avril 2006.
14. James A. Thomson à Donald H. Rumsfeld, mémorandum, 7 février 2005.
15. Ibid.
16. Bruce R. Pirnie et al., *Beyond Close Air Support: Forging a New Air-Ground Partnership*, (Au delà de l'appui aérien rapproché : forger un nouveau partenariat air-sol), rapport RAND MG-301-AF (Santa Monica, CA: RAND Corporation, 2005), 86, 83, 85, http://www.rand.org/pubs/monographs/2005/RAND_MG301.pdf.
17. Thomson à Rumsfeld, memorandum.
18. Ibid.

La rébellion doit pouvoir compter sur une population amie, non point activement engagée, mais suffisamment complice pour ne pas révéler à l'ennemi les mouvements des rebelles. On peut mener une rébellion à son terme avec 2 % de la population organisés en force de frappe et 98 % de sympathisants passifs. Les actifs doivent faire preuve de qualités certaines de vitesse, d'endurance, de mobilité et être indépendants des artères de ravitaillement. (...) Il faut attaquer là où l'ennemi ne se trouve pas. Ces principes : mobilité, sécurité (refus d'offrir des cibles à l'ennemi), temps, doctrine (il faut se faire un ami de chaque homme) étant acquis, la victoire reviendra aux insurgés car les facteurs algébriques finissent par emporter la décision. La perfection des moyens comme celle de l'intelligence s'usera en vain contre eux.

T.E. Lawrence
« Guérilla dans le désert »

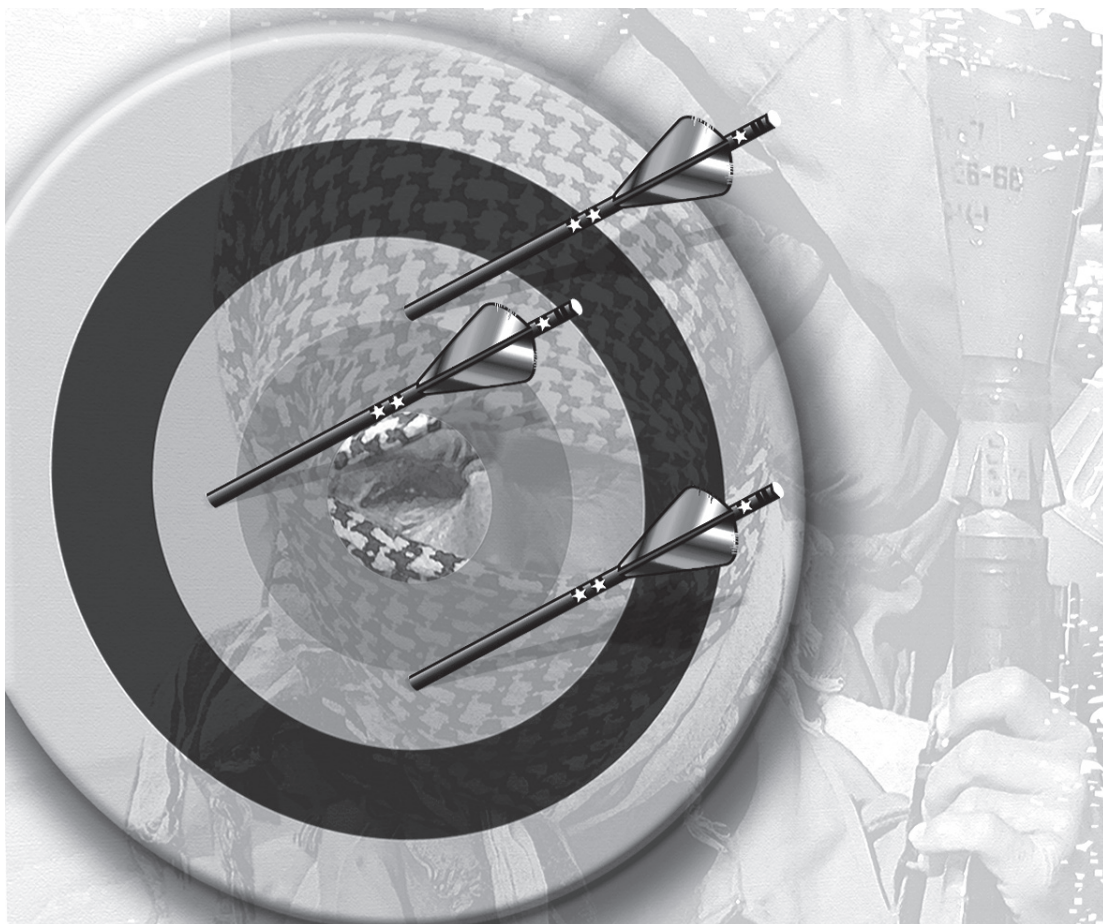
Abréviations et acronymes

ALO	<i>Air Liaison Officer</i> (Officier de liaison aérienne du corps)
ALSAC	<i>Air Land Sea Application Center</i> (Centre d'application air-terre-mer)
ASOC	<i>Air Support Operations Center</i> (Centre des opérations d'appui aérien)
ASOG	<i>Air Support Operations Group</i> (Groupe d'opérations d'appui aérien)
BCT	<i>Brigade Combat Team</i> (Equipe de combat de la 39 ^{ème} brigade)
CAOC	<i>Combined Air Operation Center</i> (Centre multinational des opérations aériennes).
CAS	<i>Close Air Support</i> (Appui aérien rapproché)
CFACC	<i>Combined Force Air Component Commander</i> (Commandant de la composante aérienne des forces interalliées).
DASC	<i>Direct Air Support Center</i> (Centre d'appui aérien direct)
EBALO	<i>Enlisted Battalion Air Liaison Officer</i> (Sous officier incorporé de liaison aérienne du bataillon)
EWS	<i>Expeditionary Warfare School</i> (Ecole de combat expéditionnaire)
FSE	<i>Fire Support Element</i> (Eléments d'appui au tir)
GFAC	<i>Ground Forward Air Controller</i> (Contrôleurs aériens avancés au sol)
JFEC	<i>Joint Fire and Effect Cell</i> (Cellule des tirs et des effets interarmées)
JTAC	<i>Joint Terminal Attack Controller</i> (Contrôleurs interarmées d'attaques terminales)
MARDIV	(Corps des marine)
MNC-I	<i>Multinational Corps-Iraq</i> (Corps multinational en Irak)
MTTP	<i>Multi-service Tactics, Techniques and Procedures</i> (Tactiques, techniques et procédures multiservices)
NTISR	<i>Non Traditional Intelligence, Surveillance and Reconnaissance</i> (Renseignement, surveillance et reconnaissance non traditionnels)
TACP	<i>Tactical Air Control Party</i> (Groupe de contrôle aérien tactique)
TIC	<i>Troops in Contact</i> (Troupes en contact)
UAV	<i>Unmanned Aerial Vehicle</i> (Aéronef sans pilote)

Le paradoxe de la puissance aérienne irrégulière

PAR LE COMMANDANT BENJAMIN R. MAITRE, USAF

Résumé de l'éditeur : Le commandant Maitre élucide la dichotomie dont l'armée de l'air américaine doit faire face : elle est entraînée, équipée et expérimentée pour mener une guerre conventionnelle mais elle doit en même temps affronter des guerres irrégulières. Se basant sur les deux concepts du conflit armé du théoricien Edward Luttwak : l'usure (orientation vers l'intérieur) et les manœuvres relationnelles (une perspective vers l'extérieur), il préconise l'intégration d'une perspective de force aérienne irrégulière au sein de l'armée de l'air au lieu d'une transformation fondamentale de celle-ci. Dans cette optique, il suggère de sortir les aviateurs du créneau de la « liste de contrôle » et de les habituer aux réalités de l'environnement opérationnel et mondial.



La force aérienne des Etats-Unis a franchi le 21^{ème} siècle au rang de puissance aérienne la plus capable de l'histoire. Dans la foulée du succès de la campagne aérienne dans l'opération *Desert Storm*, la force aérienne a été considérée comme une force dominante probable dans tous les conflits à venir.¹ Toutefois, les récentes opérations en Afghanistan et en Irak ont remis cette affirmation en question. En effet, les ressources aériennes technologiquement supérieures vont aujourd'hui au devant de défis significatifs face à des ennemis dispersés et souvent invisibles. C'est pourquoi le secrétariat de la défense a diligenté la création d'une capacité de « guerre irrégulière » afin de s'adapter au conflit moderne.² En définitive, la force aérienne doit répondre à la question suivante : comment doit-elle procéder pour affronter avec succès un adversaire irrégulier ?

La conceptualisation de la force aérienne irrégulière revêt un caractère paradoxal. Elle repose dans une large mesure sur l'utilisation d'armes complexes visant à attaquer avec précision des objectifs bien définis pour atteindre les effets escomptés ; il s'agit donc littéralement de *mettre dans le mille*. A l'inverse, la guerre irrégulière implique des opérations contre des acteurs et opposants non étatiques qui brouillent les pistes pour ne pas différencier les combattants des innocents. La guerre irrégulière gravite donc autour de la question suivante : *où est la cible ?* Cet article avance que si la force aérienne technologiquement évoluée favorise une perspective orientée sur l'intérieur visant à optimiser le fonctionnement du système d'armement pour atteindre les objectifs escomptés, les défis représentés par la guerre irrégulière nécessitent une perspective tournée vers l'extérieur visant à prendre d'assaut la définition de l'existence d'opposants. Ce paradoxe réside dans l'association de ces deux concepts contradictoires dans la perspective intégrée de la puissance aérienne irrégulière.

Définir la guerre irrégulière

Toute conceptualisation de la force aérienne irrégulière passe inéluctablement par l'analyse

préalable de la guerre irrégulière au sens large. Selon le 2006 *Quadrennial Defense Review Report* (rapport quadriennal sur la défense) : « la guerre irrégulière est devenue la principale forme de guerre opposant les Etats-Unis, ses alliés et ses partenaires ; par conséquent, la direction empruntée doit tenir compte des opérations étendues, de longue durée, notamment la guerre non conventionnelle, la défense interne à l'étranger, le contre-terrorisme, la contre-insurrection et les opérations de stabilisation et de reconstruction. »³ Le mandat du rapport quadriennal sur la défense visant à mettre sur pied une capacité de guerre irrégulière définit ce terme comme des « opérations où l'ennemi n'est pas une force militaire régulière d'un Etat-nation. »⁴ Par conséquent, la guerre irrégulière correspond à une certaine définition uniquement dans la mesure où elle réside hors des « conventions » de la guerre conventionnelle. Les adversaires irréguliers tels que ceux rencontrés au cours des opérations en Afghanistan et en Irak recourent à la guérilla, à l'insurrection et au terrorisme pour attaquer les forces américaines et alliées.⁵ La réalisation de définitions claires des termes y afférents simplifie les débats sur la guerre irrégulière.

Insurrection – Mouvement organisé visant à renverser un gouvernement en place par l'utilisation de la subversion et du conflit armé.⁶

Guérilla – Opérations militaires et paramilitaires dirigées en territoire détenu par l'ennemi ou hostile par des forces irrégulières essentiellement autochtones... Cf. guerre non conventionnelle.⁷

Guerre non conventionnelle – Large éventail d'opérations militaires et paramilitaires, généralement de longue durée, essentiellement réalisées via, avec ou par des forces autochtones ou subrogatoires qui sont organisées, entraînées, équipées, soutenues et dirigées à des degrés divers par une source externe. Elle inclut notamment la guérilla, la subversion, le sabotage, les services de renseignement et le rétablissement soutenu par voie non conventionnelle. Également appelée GNC (*Unconventional Warfare* – UW).⁸

Bien que ces termes constituent des concepts indépendants, ils contiennent des composants communs qui définissent le principe de base de la guerre irrégulière : une lutte pour le contrôle d'une population donnée, par la contrainte et/ou le soutien ; dans une zone donnée, qu'il s'agisse d'une nation ou d'une région géopolitique définie selon d'autres critères. Lorsque la guerre irrégulière s'inscrit dans une lutte fondamentale pour le contrôle, et donc pour l'existence, il convient d'observer que sa dimension militaire constitue un maillon du conflit dans sa totalité et non une simple définition. Comme l'indique un ancien membre de la commission américaine sur la sécurité nationale : « La certitude que les catégories de guerre vont continuer de se mélanger fait partie des rares théories qui suscitent le consensus des analystes militaires. »⁹ La guerre irrégulière n'est pas seulement une méthodologie opérationnelle ; c'est la vision du conflit dans son ensemble.

En quoi la guerre irrégulière est-elle différente sur le plan conventionnel ? Le théoricien politico-militaire Edward Luttwak a étudié la relation dichotomique entre ces deux visions. Il avance que l'essence même du conflit armé s'articule autour de deux concepts distincts : l'usure et les manœuvres relationnelles.¹⁰ Par définition, le recours à l'*usure* vise à vaincre un adversaire par le biais d'une supériorité numérique ou qualitative. Une force orientée sur l'usure s'efforcera donc de maximiser son administration et ses procédures internes afin de diriger le plus efficacement possible ses opérations sur le champ de bataille. On peut dès lors considérer la perspective de l'usure comme orientée vers l'intérieur en ce sens où elle maximise les processus internes et minimise l'adaptation aux facteurs externes, étant donné que toute modification à large échelle gênera l'efficacité, diminuera l'avantage d'une force et augmentera les risques.¹¹

A l'inverse, les *manœuvres relationnelles* embrassent des capacités adaptatives en réponse à l'environnement extérieur. Dans la mesure où une force reposant sur une manœuvre relationnelle ne dispose pas des ressources suffisantes pour remporter sa confrontation armée directe avec l'ennemi, elle doit plutôt essayer

de modifier ses capacités au sein du contexte opérationnel, exploitant toute contrainte imposée à l'adversaire par l'environnement. Le concept de manœuvre relationnelle est intrinsèquement novateur puisqu'il favorise une structure adaptative. La manœuvre relationnelle peut être considérée comme orientée sur l'extérieur étant donné qu'elle aspire à jauger les faiblesses de l'adversaire au sein de l'environnement. Les forces orientées de la sorte adaptent ensuite leurs propres capacités afin de compenser l'infériorité quantitative.¹²

Bien que toutes les forces armées intègrent des éléments participant de l'usure et des manœuvres relationnelles, la mesure dans laquelle ils favorisent l'une ou l'autre est largement tributaire du contexte sociétal. Ainsi, les nations puissantes comme les États-Unis sont plus portées sur l'usure étant donné qu'elles disposent des ressources nécessaires pour s'engouffrer dans une lutte ouverte avec l'adversaire. En revanche, les opposants de moindre envergure comme les insurgés et les terroristes favorisent les manœuvres relationnelles car ils ne peuvent pas se permettre d'attaquer l'ennemi sur un champ de bataille ouvert.¹³ Ils s'efforcent davantage d'engager l'ennemi qui leur est supérieur en employant des méthodes indirectes pour frapper là où il s'y attend le moins en appliquant des méthodes qui s'écartent des opérations militaires conventionnelles. Les adversaires irréguliers, qu'il s'agisse des guérillas, insurgés ou terroristes, ne luttent pas de manière non conventionnelle parce qu'ils l'ont choisi, mais parce qu'opter pour la voie conventionnelle reviendrait à enclencher leur propre autodestruction.

L'application des concepts d'usure et de manœuvres relationnelles en fonction du degré d'intensité des conflits démontre les avantages de la manœuvre relationnelle dans la guerre irrégulière. Au fur et à mesure que la guerre devient « moins intense », le nombre de forces sur le terrain baisse ; les cibles sont donc moins bien définies, plus dispersées et plus difficiles à quantifier.¹⁴ La probabilité d'utiliser une puissance de feu supérieure pour régler le conflit de manière décisive s'estompe, tandis que l'ennemi dispose de plus en plus d'opportunités pour exploiter les fai-

blesses structurelles de l'autorité établie. Et comme la nature du conflit tend à s'éloigner de la guerre conventionnelle, le vent tourne progressivement en faveur de l'adversaire irrégulier, étant donné que « même nos munitions à guidage de précision les plus précises ne peuvent renverser une atmosphère de terreur ou un climat de subversion. »¹⁵

Il semble que la conduite d'une autre forme de guerre constitue une simple question d'adaptation. Toutefois, l'histoire nous prouve le contraire comme l'illustre l'adhérence initiale rigide aux perspectives internalisées de la force aérienne américaine pendant les opérations au Vietnam. « A la suite de l'indépendance en 1947, les dirigeants de la force aérienne américaine ont conçu un modèle de puissance aérienne qui deviendra une véritable référence au combat... Mais même convertis à cette nouvelle doctrine, les aviateurs ont été hermétiques à toute adaptation des principes fondamentaux de la théorie de la force aérienne tels qu'ils les concevaient, et ce afin de répondre aux nouvelles exigences comme la guerre limitée et de guérillas. »¹⁶ Toute organisation conventionnelle orientée sur l'usure requiert une perspective orientée vers l'intérieur qui intègre des structures complexes afin d'optimiser les processus et compétences. Par définition, les structures complexes inhibent l'innovation car l'innovation entraîne le changement, et le changement à son tour touche les principes fondamentaux de la structure organisationnelle proprement dite.¹⁷ La logique qui limite l'innovation dans les structures complexes s'applique également aux technologies complexes qui influencent grandement la définition des capacités de la force aérienne. La nature profonde des ressources technologiquement supérieures nécessite un opérateur orienté vers l'intérieur. Cette nature s'oppose à la perspective orientée vers l'extérieur de la guerre irrégulière.

Explorer la force aérienne moderne

La force aérienne a entrepris des démarches significatives pour orienter sa position au regard

des développements dynamiques dans les affaires mondiales. La doctrine fondatrice du service illustre l'évolution de la doctrine de la force aérienne au cours des six dernières années :

La « vision américaine de la guerre » a longtemps été décrite comme une guerre basée soit sur une stratégie d'annihilation ou d'usure et orientée sur l'attaque de l'ennemi en combat rapproché afin de déclencher une bataille décisive. Utilisées à bon escient, les forces aérienne et spatiale offrent à nos dirigeants des alternatives aux options d'annihilation et d'usure.¹⁸

L'évolution de la doctrine vise à façonner la perspective des membres de la force aérienne à l'égard de la puissance aérienne. Vu la tendance du conflit moderne à pencher vers la guerre irrégulière, quelles sont donc les principales caractéristiques de l'aviateur militaire moderne ?

Le concept du « comportement d'aviateur » permet de se déporter au-delà du simple fait de piloter un appareil pour atteindre un objectif visé. Le comportement d'aviateur est une vision multifacettes associant des aptitudes cognitives et physiques dans un environnement fondamentalement étranger – l'homme n'a pas d'ailes. Sur le plan de la qualité personnelle comme de l'aptitude acquise, le comportement d'aviateur peut se définir comme suit :

L'utilisation continue du bon sens et d'aptitudes aiguisées pour accomplir les objectifs d'une mission. Cette continuité réside dans une discipline de vol intransigeante. Elle est le fruit de l'acquisition systématique d'aptitudes et de la possession de grandes compétences. Enfin, le comportement d'aviateur intègre un dernier élément, en l'occurrence un degré élevé de conscience situationnelle, lequel découle de la connaissance de soi-même, de l'équipe, de l'appareil, de l'environnement et de l'ennemi.¹⁹

On peut supposer que le « bon sens » constitue une qualité nécessaire à tout militaire professionnel, au même titre que le besoin « d'acquisition d'aptitudes et de possession de compétences ». Même si ces concepts entraînent des applications spécifiques lorsqu'il s'agit de piloter un appareil, le terme *discipline de vol* est propre à l'aviateur et

joue un rôle majeur au sein de la force aérienne moderne.

La discipline de vol repose sur le respect scrupuleux des caractéristiques de vol d'un avion, de ses limites opérationnelles et du domaine de vol acceptable. Elle passe par la conscience de soi de l'aviateur et est renforcée par le respect de la politique opérationnelle et réglementaire.²⁰ Ces variables sont particulièrement d'application dans le cadre de leur relation avec l'utilisation à bon escient d'appareils modernes technologiquement avancés. Les systèmes complexes requièrent des méthodes complexes. A cet égard, la liste de contrôle des membres d'équipage constitue un bel exemple de méthodologie des procédures. Pendant le raid sur le camp de détention de Son Tay au Nord du Vietnam le 21 novembre 1970, « par la force des choses, [les pilotes] avaient mis au point une liste de contrôle de raid complète unique en son genre. En la réalisant en mode aéroporté, [ils] se sont assurés que tous les systèmes et équipements de l'appareil étaient bien réglés, opérationnels et disponibles à tout moment pour répondre aux besoins du vol ». ²¹ Plus l'appareil et les missions deviennent complexes, plus les procédures opérationnelles associées deviennent structurées et méthodiques.

Les aviateurs sont orientés sur l'intérieur en vue d'optimiser les performances afin d'accomplir une mission particulière. La réussite d'une guerre irrégulière passe par une orientation vers l'extérieur, gage d'une adaptation à l'environnement opérationnel. Les Etats-Unis ont déjà appris à recourir à la force aérienne dans un contexte irrégulier. Comme indiqué précédemment, au début de l'engagement américain au Sud-est de l'Asie à la fin des années 1950 et dans les décennies suivantes, la vision de la force aérienne était solidement enracinée dans une perspective de guerre froide, à savoir l'application stratégique de plateformes de frappe contre un adversaire bien défini. « La force aérienne des Etats-Unis péchait indéniablement par son incapacité à imaginer la force aérienne hors du schéma classique des attaques stratégiques. » ²² Au début, les services militaires avaient tendance à considérer le conflit au

Vietnam comme une guerre conventionnelle effectuée à échelle réduite tout en utilisant les armes de manière habituelle.

Ces mêmes moyens ont été confrontés à des défis de taille dans le domaine irrégulier, « où l'unique juxtaposition de contraintes politiques et opérationnelles joue invariablement un rôle majeur dans la mise en œuvre de la force aérienne. » ²³ La nature prolongée de la guerre du Vietnam a permis aux efforts progressifs de recentrer l'utilisation de la force aérienne sur les évolutions rencontrées sur le champ de bataille. La tendance naturelle à s'appuyer sur un bombardement stratégique pour contraindre le Nord à déposer les armes a partiellement été supplantée par des options tactiques ciblées visant un appui aérien rapproché et des opérations d'interdiction à la fois au Sud du Vietnam du sud et le long de la frontière avec le Laos et le Cambodge. Dans la mesure où les efforts des différents aviateurs ont permis une adaptation au champ de bataille, ces aviateurs ont été capables de réussir et de surmonter une « mentalité propice aux listes de contrôle » qui leur collait à la peau. Pour autant, ces ajustements étaient variés et localisés ; le service présentait toujours un manque flagrant quant à un « accord sur le modus operandi de la force aérienne, sa relation avec d'autres instruments de contre-insurrection et les étapes pratiques à franchir pour contribuer à la victoire ultime. » ²⁴ Le résultat était et continue d'être le paradoxe identifié au début de cet article : l'intégration évasive des variables contradictoires de la force aérienne moderne et de la guerre irrégulière.

Des défis similaires attendent le pilote de chasse dans les conflits actuels. Le recours à l'adaptation se traduit notamment en Irak par l'utilisation d'avions de combat dans un rôle non traditionnel de renseignements, de surveillance, de reconnaissance tout en fonctionnant en conjonction et en communication avec les unités au sol. ²⁵ Toutefois « non traditionnel » ne signifie pas « irrégulier ». Les opérations aériennes continuent à s'orienter sur l'utilisation de systèmes optimisés afin de mieux effectuer la détection, le suivi et la destruction des forces d'opposition. Même si les

modes d'utilisation de la force aérienne revêtent un caractère adaptatif, la perspective sous-jacente reste orientée vers l'intérieur. Il importe d'intégrer le fait que la guerre irrégulière est fondamentalement différente des opérations conventionnelles avec les conséquences que cela implique pour la force aérienne.

Au-delà du paradoxe

Au quotidien, le terme *connaissance situationnelle* – CS (*Situational Awareness* – SA) implique la compréhension de l'environnement d'un individu. Sur le plan aérien, la CS illustre la mesure dans laquelle un aviateur est capable de traiter des informations extérieures tout en poursuivant les tâches routinières nécessaires à la continuité du vol. Les manuels sur l'aviation indiquent que « l'aspect le plus important de la compréhension de la connaissance situationnelle... réside dans la liste des étapes à entreprendre pour rentrer au bercail en toute sécurité si la CS venait à disparaître. »²⁶ Cette définition présente avant tout la connaissance situationnelle comme un processus de compte rendu visant à corriger toute déviation du vol. Toutefois le concept peut également être étendu pour garantir la conformité dans un contexte opérationnel complet :

Il convient de rappeler qu'il existe une grande différence entre le simple fait de percevoir quelque chose et celui de le remarquer. Tout [être humain primitif] qui se trouverait par exemple dans les rues d'une ville américaine verrait les feux de circulation exactement comme vous le faites, voire mieux. Mais il les négligerait probablement pour porter son regard vers l'insigne en néons clignotants, les phares des voitures ou tous types d'autres indices qui sont plus impressionnants mais bien moins importants ; car il ne saisirait pas la réelle signification des feux de circulation. En revanche, nous voyons les panneaux de signalisation, même avec une vue dégradée et en pensant à autre chose, car nous les cherchons et comprenons instantanément leur signification. Même s'ils n'attirent pas forcément l'attention, nous savons qu'ils sont importants.²⁷

En mettant en évidence le fonctionnement des gens au sein d'un environnement donné, la citation ci-dessus décrit comment la connaissance situationnelle s'applique à la perspective de la guerre irrégulière. Elle n'émane pas d'un ouvrage consacré à la guerre irrégulière, mais bien d'une définition de « l'instinct de vol » avancée en 1944 dans *Stick and Rudder: An Explanation of the Art of Flying* (Manche et gouvernail : Explications sur l'art de voler) de Wolfgang Langewiesche.²⁸ Loin d'être un nouveau concept, le rôle étendu de la connaissance situationnelle en tant qu'élément allant au-delà de la proximité immédiate d'un appareil a été établi par le passé. Il est possible de renforcer la connaissance situationnelle pour permettre une perspective orientée sur la guerre irrégulière dans la force aérienne moderne.

Contrairement à l'ajout de quelques objets sur une liste de contrôle, l'extension de la définition de CS n'est pas une sinécure. Procéder de la sorte reviendrait à renier le principe fondamental de la force aérienne irrégulière en tant que perspective conceptuelle, par opposition au franchissement d'une nouvelle étape dans les tâches à accomplir pour utiliser les ressources aériennes à bon escient. La culture d'une connaissance situationnelle et d'un comportement d'aviateur dans un contexte de guerre irrégulière constitue un processus qui doit s'opérer en permanence pendant la carrière d'un aviateur. Cet article n'a pas pour vocation de déterminer un processus systématique pour créer une force aérienne irrégulière, encore moins une « force aérienne irrégulière ». Une telle issue n'est pas souhaitable car la création de nouvelles capacités ne signifie pas automatiquement la suppression du besoin des capacités établies. Toutefois les opérations en cours dans la lutte mondiale contre le terrorisme ont démontré que la force aérienne sera confrontée à des défis internes, notamment dans le domaine de la guerre irrégulière. Deux concepts fondamentaux permettent d'intégrer une perspective de force aérienne irrégulière au sein de l'armée de l'air.

Le premier part du principe que les fondateurs de la force aérienne irrégulière doivent rester profondément ancrés dans les compé-

tences aéronautiques. Quel que soit le degré de perfection de la perspective irrégulière, toute répétition de la force aérienne irrégulière échouera à moins que les aviateurs puissent utiliser efficacement leur équipement. Par conséquent, la formation doit s'orienter sur l'utilisation des systèmes d'armement modernes ; les membres d'équipage doivent se familiariser non seulement avec les appareils proprement dits, mais aussi avec les capacités technologiques qui caractérisent ces ressources. De même, l'aviateur moderne doit être habitué à l'environnement opérationnel. Rien ne peut remplacer la présence sur le terrain. Les exercices multilatéraux, les déploiements outre-mer et affectations-échanges à l'étranger offrent à tous les aviateurs l'exposition dont ils ont besoin pour dépasser les limites théoriques de la perspective opérationnelle et l'adapter aux réalités de l'environnement mondial.

Le deuxième repose sur l'éducation efficace de l'aviateur. Pour mener une guerre irrégulière, l'aviateur moderne doit être capable de percevoir les actions et opérations au sein du contexte global du conflit. Une telle aptitude résulte d'une éducation incluant les études régionales, l'analyse des utilisations historiques de la force aérienne dans le conflit irrégulier et une exposition aux débats socio-

politiques qui définissent l'arène globale dynamique actuelle. En recevant une éducation concernant le contexte varié qui définit le conflit moderne, l'aviateur militaire sera en mesure d'évaluer au mieux les contingences auxquelles la formation à elle seule ne peut apporter de solution. La connaissance du « pourquoi » d'une situation permettra l'application fructueuse du « comment » dans des circonstances imprévues.²⁹

Les efforts actuellement déployés dans les opérations *Enduring Freedom* et *Iraqi Freedom* illustrent la nécessité d'intégrer tous les aspects de la force aérienne dans la lutte contre les adversaires irréguliers. Pour « mettre dans le mille », il faut d'abord trouver la cible. A l'heure où les engagements asymétriques et les adversaires élusifs sont légion, il convient de connaître précisément le profil de l'adversaire recherché. Si la force aérienne moderne nécessite une orientation vers l'intérieur pour utiliser les ressources aérospatiales technologiquement avancées, la guerre irrégulière nécessite une perspective vers l'extérieur qui identifie la vraie nature de l'adversaire irrégulier. Le paradoxe de la force aérienne irrégulière nécessite que la force aérienne actuelle porte son regard bien au-delà du tableau de commande si elle veut engager avec succès les ennemis de demain. □

Notes

1. American Enterprise Institute for Public Policy Research (Institut de l'entreprise américaine pour la recherche sur les politiques publiques), *Panel One: The Air Force in U.S. Military Strategy* (Tableau un : La force aérienne dans la stratégie militaire américaine), Conférence (commentaires de synthèse), 11 octobre 2005, <http://www.aei.org/events/filter.,eventID.1153/summary.asp> (consulté le 1^{er} février 2007).

2. Secrétariat de la défense, *Quadrennial Defense Review Report* (Rapport quadriennal de la défense), (Washington, DC : auteur, 6 février 2006).

3. *Ibid.*, 36.

4. *Ibid.*, 11. An *Irregular Warfare Joint Operating Concept* (Un concept opérationnel interarmées sur la guerre irrégulière) qui définit ce terme est actuellement en cours de développement au sein du secrétariat de la défense. Il

convient d'observer que la base de ce document est davantage de nature descriptive que prescriptive.

5. *Ibid.*, 19.

6. Secrétariat de la défense, *Joint Publication (JP) 1-02: Department of Defense Dictionary of Military and Associated Terms*, (Publication interarmées 1-02 : Dictionnaire de terminologie militaire et des termes y afférents du département de la défense), (Washington, DC : Auteur, 12 avril 2001 tel qu'amendé le 5 janvier 2007), 263.

7. *Ibid.*, 229.

8. Secrétariat de la défense, *JP 1-02*, 558. Cf. *JP 3-05*. Le terme de guerre non conventionnelle sert à illustrer le concept de guerre irrégulière, la guerre non conventionnelle est différente de la guerre irrégulière. La guerre non conventionnelle s'effectue en soutenant une force autochtone ; la guerre irrégulière et la contre-insurrection constituent une forme globale de conflit.

9. Frank G. Hoffman, "Complex Irregular Warfare: The Next Revolution in Military Affairs" (La guerre irrégulière complexe : la prochaine révolution dans les affaires militaires), *Orbis* 50, no. 3 (été, 2006) : 398.

10. Edward N. Luttwak, "Notes on Low-Intensity Warfare" (Notes sur la guerre à faible intensité), *Parameters*, (décembre, 1983) : 336.

11. Ibid. Peut-être la formule ultime de la guerre « d'usure » a-t-elle été prononcée sur le front occidental de la première guerre mondiale ; un conflit impliquant plusieurs technologies « avancées », qui inclut la première utilisation à large échelle de mitrailleuses, de blindés autopropropulsés et de sous-marins.

12. Ibid., 337. La mesure dans laquelle l'avantage technologique remplace la supériorité quantitative constitue un élément discutable en l'espèce puisque l'adversaire, en fonction de la manœuvre relationnelle, ne disposera probablement d'aucune des deux.

13. Ibid.

14. Ibid.

15. Ibid.

16. James S. Corum et Wray R. Johnson, *Airpower in Small Wars: Fighting Insurgents and Terrorists* (La force aérienne dans les « petites guerres » : Combattre les insurgés et les terroristes), (Lawrence, KS: University Press of Kansas, 2003), 270.

17. Hy S. Rothstein, *Afghanistan & the Troubled Future of Unconventional Warfare* (L'Afghanistan et l'avenir incertain de la guerre non conventionnelle), (Annapolis, MD: Naval Institute Press, 2006), 3.

18. Force aérienne des Etats-Unis, *Air Force Doctrine Document (AFDD) 1: Air Force Basic Doctrine* (Document de doctrine de la force aérienne 1 : doctrine de base de la force aérienne), (Washington, DC : Auteur, 17 novembre 2003), ix.

19. Tony Kern, *Darker Shades of Blue: The Rogue Pilot* (Ombres bleu foncé : le pilote solitaire), (New York: McGraw-Hill, 1999), 212, fig. 11-1.

20. Louise Ebbage et Phil D. Spencer, *Airmanship Training for Modern Aircrew* (Formation sur le comportement d'aviateur pour les membres d'équipage modernes), (Bristol, Royaume-Uni: BAE Systems Advanced Technology, 2004), Base de données DTIC-STINET (consulté le 31 janvier 2007), 6.

21. William A. Guernon Jr., *Secret and Dangerous: Night of the Son Tay POW Raid* (Secret et dangereux : La nuit du raid sur le camp de détention de Son Tay), (Framingham, MA: Freedom Digital Printing, 2002), 31.

22. Corum et Johnson, *Airpower in Small Wars* (la force aérienne dans les « petites guerres », 270.

23. Ibid., 274.

24. Ibid.

25. John A. Tirpak, "Eyes of the Fighter" (L'œil du combattant), *Air Force Magazine* 89, no. 1 (janvier 2006).

26. Kern, *Darker Shades of Blue* (Ombres bleu foncé), 219.

27. Wolfgang Langewiesche et Leighton Collins, *Stick and Rudder, an Explanation of the Art of Flying* (Manche et gouvernail : Explications sur l'art de voler), New York: McGraw-Hill Inc., 1944), 72.

28. Ibid.

29. Général Peter Schoomaker, chef d'état-major de l'armée américaine : "Train for certainty, Educate for uncertainty" (Former pour la certitude, éduquer pour l'incertitude), *Defense Subcommittee Hearing on FY05 Army Budget* (Audition de la sous-commission de la défense sur le budget de l'armée), budget militaire, année fiscale 2005 : 3 mars 2004), <http://appropriations.senate.gov/hearings/record.cfm?id=218624> (consulté le 1^{er} février 2007).

Un pays n'est pas conquis et pacifié quand une opération militaire y a décimé les habitants et courbé toutes les têtes sous la terreur ; le premier effroi calmé, il germera dans la masse des ferments de révolte que les rancunes accumulées par l'action brutale de la force feront croître encore.

Général Gallieni
Instructions fondamentales du 22 mai 1898

La doctrine manquante de l'armée de l'air des Etats-Unis

Comment l'armée de l'air des Etats-Unis ignore-t-elle la contre-insurrection ?

PAR LE LIEUTENANT COLONEL KENNETH BEEBE, USAF

Note de l'éditeur : Les vœux du commandant Beebe et de nombreux aviateurs, militaires et civils, de mettre noir sur blanc une doctrine qui conduira la force aérienne américaine à vaincre les prochaines batailles contre-insurrectionnelles viennent d'être exaucés. L'armée de l'air a publié le 1^{er} août 2007 Air Force Doctrine Document 2-3 – AFDD 2-3 (Document doctrinaire de l'armée de l'air), intitulé Irregular Warfare (guerre irrégulière). Le document Air Force Doctrine Document 2-3.1 – AFDD 2-3.1, intitulé Foreign Internal Defense (Défense interne à l'étranger) a para le 15 septembre 2007.

Si l'on tient compte, d'une part, de ce que les militaires américains ont une vaste expérience de l'emploi de la puissance aérienne contre des insurgés, et, de l'autre, que les Etats-Unis seront presque certainement impliqués dans des luttes contre-insurrectionnelles et contre-terroristes et qu'ils apporteront sans aucun doute à l'avenir leur aide à d'autres nations combattant contre des adversaires irréguliers, le manque d'attention des écoles militaires et l'absence de doctrine sur ce sujet sont tout simplement scandaleux. En particulier, tant dans son système d'instruction que dans sa doctrine, l'armée de l'air tend à ignorer et à minimiser les opérations aériennes dans les « petites guerres ».¹

De nombreux futurologues spéculent sur la fin de l'ère des conflits majeurs contre des adversaires de force égale, tout au moins dans un avenir prévisible,² en prédisant plutôt des conflits de basse intensité, un champ doctrinal mieux connu sous l'appellation d'*opérations militaires autres que la guerre* ou *opérations de stabilisation et d'appui*. Or après avoir renversé le régime de Saddam Hussein lors de l'opération *Iraqi Freedom* dans une bataille

conventionnelle rondement menée, le Pentagone s'est vite trouvé face à une insurrection ferme et résolue en Iraq. En réalité, certains auteurs soutiennent que la guerre globale contre le terrorisme n'est autre qu'une bataille contre une insurrection globale.³ Si c'est à ce type de guerre que les militaires américains doivent être de plus en plus confrontés à l'avenir, mieux vaudrait étudier la doctrine de la contre-insurrection (COIN) pour apprendre comment la combattre.

Malheureusement, même s'il semble qu'à l'avenir la contre-insurrection deviendra toujours plus répandue, l'armée de l'air ne dispose d'aucune doctrine exploitable pour appréhender cette mission émergente qui lui incombe. Or si l'on compare la rédaction d'une doctrine à la création de nouvelles organisations ou à l'achat de nouveaux systèmes d'armement, il est clair que cela coûte très peu pour un impact maximal. Selon le colonel en retraite de l'armée de l'air américaine, Dennis Drew : « Dans une large mesure, l'armée de l'air américaine a ignoré les insurrections autant que faire se peut, en préférant les concevoir comme une version réduite des guerres conventionnelles. »⁴ Alors, pour préparer l'avenir, l'armée

de l'air doit davantage orienter sa doctrine et forcer sa structure pour y inclure le volet COIN, plutôt que de continuer à se focaliser exclusivement sur des opérations conventionnelles majeures, qui se développeront probablement de moins en moins.

Cet article examine donc la doctrine COIN de l'armée de l'air des Etats-Unis, ou, pour mieux dire, son manque de doctrine, en passant d'abord en revue la doctrine actuelle en la matière, puis en analysant quels types de problèmes la doctrine COIN peut aider à résoudre, et enfin, en revenant sur le cas du conflit au Vietnam, où l'armée de l'air des Etats-Unis a dû faire face à une insurrection, mais où elle n'a ni consigné par écrit ni conservé la doctrine apprise des événements.

Le but d'une doctrine est de codifier les expériences du passé pour mieux nous préparer à combattre les conflits présents et futurs. Le document doctrinal 1 de l'armée de l'air (*Air Force Doctrine Document – AFDD 1*), sur la doctrine de base de l'armée de l'air des Etats-Unis (*Air Force Basic Doctrine*), établit : « *La doctrine spatiale et aérienne entérine les croyances officiellement sanctionnées, les principes de guerre et la terminologie qui décrivent et orientent l'utilisation correcte des forces aériennes et spatiales dans les opérations militaires. C'est-à-dire ce que nous sommes parvenus à comprendre, en nous basant sur l'expérience acquise à ce jour. L'armée de l'air promulgue et enseigne cette doctrine dans un cadre commun de référence sur le meilleur moyen de préparer et d'employer les forces aériennes et spatiales. En conséquence, la doctrine modèle la manière dont l'armée de l'air organise, forme, équipe et soutient ses forces* » (phrase en italique dans l'original).⁵ Ainsi un militaire sans doctrine COIN manque également d'orientation sur la meilleure façon de préparer et d'employer ses forces, de même que sur la façon de les organiser, de les former, de les équiper et de les soutenir dans des conflits de cette nature. Le manque d'une doctrine COIN nous suggère que l'armée de l'air des Etats-Unis ne juge pas la matière suffisamment importante pour l'inclure dans sa doctrine, ce qui reviendrait à dire qu'elle se prépare aux guerres qu'elle

préfererait combattre plutôt qu'à celles qu'elle devra vraisemblablement mener.

Dès ses débuts, l'armée de l'air américaine a concentré sa doctrine sur les guerres conventionnelles à large échelle, pour passer ensuite à la doctrine nucléaire, en s'intéressant dans tous les cas à des conflits d'intensité majeure. Dans la période de l'entre-deux-guerres, la doctrine émergente du service aérien de l'armée (*Army Air Service*) et du corps aérien de l'armée de terre (*Army Air Corps*) s'est largement focalisée sur les bombardements stratégiques, en insistant sur la nécessité d'instaurer un service aérien distinct.⁶ Puis, dans les décennies qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, la doctrine de la force aérienne a été dominée par la prise en compte de la guerre nucléaire. L'examen par le colonel Drew de la doctrine de l'armée de l'air des Etats-Unis lors de la guerre du Vietnam a montré l'existence d'une doctrine COIN brièvement saisie dans un manuel de terrain de l'armée de terre américaine, opérations aériennes tactiques, guerre aérienne spéciale (*Army Field Manual 2-5, Tactical Air Operations, Special Air Warfare*), publié en mars 1967. Pour autant, vers la moitié des années 70, la doctrine COIN avait pour ainsi dire disparu.⁷ Malheureusement, comme la situation l'a montré au tout début du conflit au Vietnam et aujourd'hui en Irak, c'est lorsque l'on a davantage besoin de disposer d'une doctrine sur la meilleure façon d'utiliser les forces aériennes et spatiales en cas de contre-insurrection que celle-ci fait le plus défaut. L'un des rôles des forces aériennes et spatiales en cas de contre-insurrection est de soutenir les troupes terrestres ainsi que les gouvernements et autres agences en place. Or il semble que l'armée de l'air tend à négliger les situations où elle devrait tenir son rôle essentiel de soutien.

Que dit vraiment la doctrine de l'armée de l'air sur le volet COIN ? Le document doctrinal actuellement en vigueur (*Air Force Doctrine Document – AFDD 2*), intitulée organisation et emploi de la puissance aérospatiale (*Organization and Employment of Aerospace Power*), ne fait aucune référence ni aux insurrections ni aux contre-insurrections.⁸ Toutefois, la version actuelle de ce chapitre de l'AFDD 2 inclut la définition de *soutien à la contre-insurrection*

dans la publication interarmées (*Joint Publication – JP 3-0*), Doctrine pour les interarmées (*Doctrine for Joint Operations*), publiée le 10 septembre 2001.⁹ Pour autant, il n'est fait aucune mention quant à la compréhension de ce que doit ou devrait être le rôle de la puissance aérienne et spatiale dans ce type d'opérations. Il ne détaille aucune des missions qui devraient être celles de l'armée de l'air pour soutenir les contre-insurrections; ni aucun des effets importants que pourraient générer des plates-formes spatiales et aériennes, pas plus que la façon dont la puissance aérienne et spatiale devrait être organisée et utilisée dans sa mission de soutien à la contre-insurrection.

Un autre maillon doctrinal se trouve dans le chapitre AFDD 2-3, où il est question des opérations militaires autres que la guerre (*Military Operations Other Than War – MOOTW*)¹⁰, un sigle-valise créé par le jargon militaire américain pour y fourrer tous les types de conflits d'une intensité mineure, soit, en d'autres mots, autres que des guerres conventionnelles majeures ou qu'un conflit nucléaire.¹¹ Par ailleurs, l'AFDD 2-3 mentionne le soutien à la contre-insurrection dans le contexte de la défense interne à l'étranger (*Foreign Internal Defense – FID*) plutôt que dans un volet doctrinal digne d'être pris en considération de façon distincte. Donc, la partie doctrinale qui traite la contre-insurrection de plus près se trouve au chapitre AFDD 2-3.1, de la version du FID du 10 mai 2004, mais, là encore, la doctrine n'aborde la question de la contre-insurrection que par la marge.

La publication interarmées (JP 1-02), au chapitre *Department of Defense Dictionary of Military and Associated Terms* (Dictionnaire des termes militaires et associés du département de la défense), version du 12 avril 2001 (modifiée le 31 août 2005), définit la *défense interne à l'étranger* comme la « participation par les instances civiles et militaires d'un gouvernement à tout programme d'intervention pris par un autre gouvernement pour libérer et protéger ses sociétés contre la subversion, l'anarchie et l'insurrection. » Malheureusement, l'expression de *défense interne à l'étranger* (FID) dissimule pour la plupart le fait que la contre-

insurrection (COIN) fait également partie des objectifs de cette mission. En effet, le sigle COIN, autrefois répandu, a largement disparu aussi bien de la littérature interarmées que de celle de l'armée de l'air, pour être remplacé par le sigle-valise FID¹², dont l'objectif principal se focalise sur le soutien apporté à d'autres gouvernements. Donc l'un des problèmes soulevés par cette interprétation étroite de ce qu'est la COIN réside dans la nécessité grandissante pour les forces militaires américaines de mener des opérations de contre-insurrection, dans leur propre droit et dans le cadre de leur combat contre tout extrémisme global ou transnational, ou encore pour mener des opérations de stabilisation. Dans la lutte contre une insurrection globale, il n'est pas sûr que l'on puisse toujours s'appuyer sur une nation hôte. En Irak, par exemple, le gouvernement est incapable de combattre efficacement l'insurrection de sa seule initiative. Par conséquent, les militaires américains jouent là un rôle majeur en combattant directement la contre-insurrection plutôt qu'en effectuant des actions de soutien, tel que pris en compte dans la doctrine FID. De plus, dans des cas comme l'Irak et l'Afghanistan, où la nation soutenue n'a pratiquement aucune force aérienne, l'armée américaine pourrait être la seule source d'appui aérien pour les forces autochtones. Par conséquent, la doctrine devrait se focaliser davantage sur le rôle actif joué dans la contre-insurrection plutôt que sur le rôle limité abordé dans le cadre de la FID. Et là encore, l'armée de l'air ne dispose d'aucune autre doctrine pour étayer ses efforts dans le volet COIN que les brefs aperçus mentionnés dans AFDD 2-3.1.

Donc, à ce stade de notre examen, il vaut peut-être la peine de se demander si l'armée de l'air a réellement besoin d'avoir sa propre doctrine COIN. Après tout, une insurrection n'est-elle pas qu'une version à l'échelle réduite d'une guerre totale ? Un mode de penser malheureusement répandu, et pas seulement dans l'armée de l'air. Les combats actuels en Irak opposent des insurgés déterminés aux forces terrestres américaines et de la coalition, ces forces qui mènent essentiellement des opérations conventionnelles de ratissage au

sol pour détecter et débusquer les insurgés, à l'aide d'unités blindées patrouillant les rues dans certaines zones de Bagdad. Pour autant, les divergences entre des opérations COIN et une guerre conventionnelle ne sont pas que des différences d'échelle. Le document inter-armées JP 1-02 définit la *contre-insurrection* comme les « actions militaires, paramilitaires, politiques, économiques, psychologiques et civiles menées par un gouvernement pour faire échec à l'insurrection » (c'est moi qui souligne). Les opérations militaires doivent donc s'inscrire dans une stratégie équilibrée visant à rétablir la sécurité et la légitimité. Selon le colonel Drew, les « insurrections... sont fondamentalement différentes des guerres conventionnelles par au moins cinq aspects. » Ces différences sont le temps, la « dualité » civile-militaire, la tactique, la logistique et les centres de gravité.¹³ Comme l'ont observé James S. Corum et Wray R. Johnson dans leur livre *Airpower in Small Wars* (La force aérienne dans les petites guerres), « D'un point de vue général, rarement les guérillas et les terroristes représentent des cibles substantielles pour une attaque aérienne, et plus rarement encore il y a des chances pour que la puissance aérienne soit employée dans des campagnes de bombardement stratégiques ou des raids de grande envergure. Il en résulte que c'est l'utilisation *indirecte* de la force aérienne, à savoir l'emploi de l'aviation pour des interventions de reconnaissance, de transport, des opérations psychologiques ou de communication, qui s'est avérée être la plus utile »¹⁴ (c'est moi qui souligne). Il est clair que l'utilisation de la puissance aérienne dans les missions davantage préconisées par la doctrine – telles que l'opposition aérienne, l'interdiction aérienne ou les attaques stratégiques –, n'est le plus souvent que très marginale en matière de contre-insurrection. En réalité, pour les interventions COIN véritablement utiles, telles que l'appui aérien rapproché (*Close Air Support* – CAS), nous ne pourrions pas nous contenter d'appliquer une doctrine « rédigée pour s'appliquer à un théâtre de guerre majeure. »¹⁵ Malheureusement, faute d'une doctrine élaborée de façon spécifique pour traiter la

contre-insurrection, c'est toujours ce qui finit par se passer.

Quelles sont les missions auxquelles pourrait contribuer la force aérienne et spatiale dans le cadre d'une contre-insurrection ? Ces missions sont-elles pertinentes dans le cadre d'une contre-insurrection ? L'absence d'une doctrine en la matière n'a rien à voir avec l'absence d'applicabilité de la force spatiale ou de la force aérienne. Il est indubitable que certains types de missions sont pertinents : surveillance et reconnaissance, interdiction de survol du champ de bataille, appui aux communications, appui aérien rapproché (CAS).¹⁷ Autant de missions qui servent essentiellement d'appui au commandement des forces terrestres, mais aussi aux commandements des forces d'opérations spéciales ou des forces conventionnelles. L'armée de l'air peut en outre jouer un rôle déterminant dans le contrôle aérien et les programmes de défense interne à l'étranger (FID), afin de former et d'équiper les forces aériennes autochtones.¹⁸ En fait, l'aviation effectue nombre de ces missions aujourd'hui en Irak et en Afghanistan, sans toutefois disposer d'une doctrine cohérente définissant le rôle des forces aériennes dans le cadre d'une contre-insurrection.¹⁹ Il est clair qu'on pourrait s'y prendre autrement pour obtenir de meilleurs résultats. Il serait donc temps de tirer les leçons de la guerre contre-insurrectionnelle, tant au niveau de la doctrine que du cadre TTP (tactiques, techniques et procédures).

Parmi les problèmes qu'une doctrine robuste pourrait aider à clarifier : quels sont les effets que la force aérienne et spatiale peut et devrait avoir ? Cela aiderait-il à déterminer le type de formation et de ressources humaines nécessaires en matière de contre-insurrection ? Les programmes d'éducation et de formation pour les officiers et les soldats devraient donc être mis à jour pour prendre en considération l'insurrection et le rôle de la force aérienne et spatiale dans un cadre contre-insurrectionnel. Quant à la formation destinée à nos spécialistes du renseignement, elle pourrait inclure un enseignement spécifique portant sur les insurgés et leurs méthodes opérationnelles. Nous devrions développer des TTP, ainsi que la for-

mation correspondante à l'intention de nos aviateurs, pour qu'ils soient en mesure de fournir l'appui nécessaire aux forces terrestres menant des opérations COIN.²⁰ Il faudrait peut-être aussi envisager de développer de nouveaux codes descriptifs des spécialités de l'armée de l'air pour qu'ils englobent la contre-insurrection, et augmenter le nombre des personnels ayant la contre-insurrection au nombre de leurs missions.

Les décisions sur la fourniture du type de systèmes d'armement pourraient et devraient être influencées par la doctrine COIN. Naturellement, pour les missions indiquées plus haut, des appareils optimisés pour des combats air-air seraient bien moins utiles que lorsqu'ils sont déployés dans des opérations conventionnelles contre un adversaire de force égale. De même, les systèmes essentiellement utilisés pour détruire les défenses aériennes ennemies n'auraient que peu d'usage, les insurgés disposant rarement de défenses aériennes sophistiquées, puisque leurs équipements se limitent en général à des dispositifs d'artillerie antiaérienne à viseur optique et des lance-missiles mobiles à guidage infrarouge. L'idéal ce sont des appareils et des systèmes optimisés pour l'appui rapproché aux forces terrestres.²¹ Des hélicoptères et des aéronefs de transport aérien capables d'atterrir sur des pistes courtes et improvisées, seraient bien plus utiles que des appareils de transport nécessitant de grands aérodromes et des installations fixes. Des moyens ISR réactifs et peu détectables pour mener des opérations de renseignement, de surveillance et de reconnaissance permettraient d'améliorer les niveaux de persévérance et produiraient de meilleurs effets que les systèmes conçus pour balayer rapidement un champ de bataille occupé par des formations ennemies aux effets importants. Les armements devraient également refléter la nature des combats, car ceux qui produisent des effets collatéraux importants sont dans ce cas moins utiles que des bombes de petit calibre (inférieures aux bombes de 250 livres d'un diamètre réduit actuellement développées). Actuellement, les seules munitions de faible puissance à guidage de précision dont dispose l'armée de l'air sont

les AGM-114 Hellfire (qui arment les drones RQ-1 Predator), les canons de 105 mm/40 mm (embarqués sur les AC-130s), et les AGM-65 Maverick (qui équipent uniquement les A-10). Peuvent également être développés d'autres types d'armes et de systèmes pertinents pour appuyer les interventions COIN.²² Mais sans une doctrine cohérente établissant l'appui COIN par la puissance aérienne et spatiale, l'armée de l'air des Etats-Unis continuera à financer et acheter des systèmes mieux appropriés à d'autres types de conflits.

Outre identifier les effets notables, la doctrine devrait aussi aider à déterminer les meilleurs moyens d'organiser l'utilisation des forces aériennes et spatiales. Compte tenu du type d'appui rapproché nécessaire dans les opérations COIN, le contrôle centralisé des forces aériennes et spatiales n'est pas toujours le plus approprié s'il n'est pas assez réactif pour faire face aux nécessités du commandement des forces terrestres. En réalité, pour avoir des forces plus réactives, il est nécessaire de parvenir à un plus haut degré d'intégration au niveau tactique, aussi bien pour décider les mouvements de troupes que les opérations de feu aéroportées. La doctrine devrait donc aider à déterminer, d'une part, les meilleures méthodes d'intégration avec les forces appuyées, et, de l'autre, à quels échelons il est nécessaire d'avoir des officiers de liaison et des planificateurs. Comme le remarque un auteur : « Nous déléguons habituellement nos responsables des liaisons-air à des niveaux relativement élevés de commandement-sol en nous basant sur la taille de l'unité-sol plutôt que sur le besoin d'une couverture aérienne adéquate. »²³

L'absence de doctrine pertinente à l'intention de la force aérienne et spatiale n'est pas due à un manque d'expérience en matière de COIN, puisque de nombreux cas témoignent de la façon dont la puissance aérienne de l'armée de l'air et d'autres services a été employée par le passé.²⁴ Pour citer un exemple, le corps des marines a démontré dès 1927 l'efficacité de l'aviation contre les insurgés au Nicaragua.²⁵ De même lors de l'appui des forces américaines à la République des Philippines pour contrer la rébellion Huk de

1946 à 1956.²⁶ Les Etats-Unis ont également fourni leur soutien au gouvernement du Salvador pendant les années 80 et lors de la guerre civile de 1992.²⁷ Par ailleurs, même si ce n'est pas le plus récent, l'exemple le plus frappant nous vient de la guerre du Vietnam, lorsque les Etats-Unis ont lutté au côté du Sud-Vietnam pour combattre une insurrection majeure. Et même s'il faut être prudent en essayant de faire des comparaisons directes entre les combats dans la jungle du Vietnam dans les années 60 et ceux qui se déroulent aujourd'hui dans les agglomérations urbanisées en Irak, l'expérience devrait pourtant être riche en enseignements.

En dépit des expériences passées du Vietnam, les Etats-Unis ne sont pas préparés à conduire des opérations COIN en Afghanistan et en Irak.²⁸ Le lieutenant colonel David Dean de l'armée de l'air américaine, décrit le développement des forces COIN de l'armée de l'air à l'époque du Vietnam.²⁹ Dans le milieu des années 50, tandis que les Français combattaient pour anéantir l'insurrection vietnamienne, le vice-chef d'état major de l'armée de l'air, préoccupé par la pertinence de l'emploi de l'aviation, a soulevé la question de savoir « si les forces aériennes ne pouvaient pas faire autre chose que de mener des opérations de représailles massives, notamment en cas de guerre majeure. »³⁰ Pourtant ce n'est qu'en 1961 qu'une unité COIN de l'armée de l'air entra en action, lorsque le président Kennedy chargea directement les services militaires de développer des forces COIN, avec le détachement du 4400^e escadron d'entraînement d'équipe de combat (*Combat Crew Training Squadron – CCTS*). Puis, suite à des pressions ultérieures du président, en 1962, l'armée de l'air des Etats-Unis créa le centre de guerre aérienne spéciale (*Special Air Warfare Center – SAWC*), situé à la base aérienne d'Eglin, en Floride, qui absorba le 4400^e CCTS. Le SAWC conduisit plusieurs opérations au Vietnam et dans les pays environnants jusqu'en 1968, avant d'être refondu dans les forces d'opérations spéciales (*Special Operations Forces – SOF*) de l'armée de l'air des Etats-Unis. Après la guerre du Vietnam, l'intérêt porté à la notion de COIN s'évanouit rapidement, et en 1974 l'armée de l'air

abolit les SOF.³¹ Pourtant, malgré sa durée de vie plutôt réduite, le 4400^e CCTS, le SAWC et les SOF de l'armée de l'air ont fait de grands progrès dans le développement de tactiques, techniques et procédures (TTP) inhérentes à une guerre COIN. Quoiqu'il en soit, du fait qu'elles développèrent beaucoup de ces TTP « sur le tas », les SOF ne furent pas à même de faire avancer les choses autant qu'elles auraient pu et opérèrent essentiellement comme une unité aérienne conventionnelle plutôt que comme une force COIN. Dans l'analyse qu'il tire des leçons du SAWC, le colonel Dean déclare : « Dans ce cas, l'importance de la doctrine doit être soulignée. Le manque de doctrine et la brève période de temps écoulée entre la création du SAWC et ses premières opérations sont les clés du problème, le tout ayant débouché sur une utilisation impropre de ce type spécifique d'organisation... S'aventurer sur le terrain de la contre-insurrection sans un guide adéquat n'a fait que favoriser l'utilisation des tactiques conventionnelles de la force aérienne. »³²

Malheureusement, la doctrine de l'armée de l'air persiste virtuellement à ignorer la notion de COIN, en n'ayant pas véritablement fait d'effort, spécialement ces derniers temps, pour reconnaître qu'il s'agit d'un type distinct de guerre, et encore moins pour en mettre au point la doctrine afférente. Alors que l'armée de l'air a créé en 1994 un escadron spécial pour mener les opérations de défense interne à l'étranger (FID), le 6^e escadron d'opérations spéciales (*Special Operations Squadron – SOS*) a largement été gêné dans l'accomplissement de sa mission par les difficultés rencontrées pour obtenir les appareils et les ressources humaines dont il avait besoin.³³ Donc, même si ce 6^e escadron était le seul correctement équipé en hommes et en matériels, et même si les notions de FID et de COIN peuvent sembler corrélées, la doctrine et les TTP développées pour les opérations FID ne sont probablement pas appropriées au concept de COIN. Dans d'autres opérations spéciales de l'armée de l'air, comme l'a observé en 1984 le colonel de l'armée de l'air, Kenneth J. Alnwick, les objectifs poursuivis se sont déplacés considérablement, « des missions traditionnelles des

SOF dans la contre-insurrection, la construction nationale et la guerre psychologique, vers des opérations spéciales menées derrière les lignes ennemies, soit davantage des réminiscences de la deuxième guerre mondiale plutôt que des expériences des deux dernières décennies. »³⁴ Même avec une organisation de l'armée de l'air liée plus étroitement au SAWC et en tenant compte des efforts passés en matière de COIN, les meilleures façons d'utiliser la puissance aérienne et spatiale dans un tel environnement n'ont pas été véritablement prises en compte.

Ainsi, il est clair que l'absence d'une doctrine inhérente à la guerre COIN a représenté un problème dans le passé. Et même aujourd'hui, malgré une insurrection majeure en cours en Irak, l'armée de l'air américaine doit encore commencer à mettre par écrit une doctrine COIN. En revanche, elle continue à se focaliser presque exclusivement sur des opérations de combat majeures ou des

situations où seule l'aviation peut être décisive. La puissance aérienne a déjà été utilisée pour appuyer la lutte contre les insurgés en Afghanistan et en Irak. Nous devons donc tirer les retours d'expérience et mettre noir sur blanc une doctrine qui nous conduira à vaincre la prochaine bataille. La doctrine est un élément essentiel. C'est le socle sur lequel apprendre à organiser et utiliser la force aérienne et spatiale, sur lequel comprendre quelles sont les missions pertinentes et celles qui ne le sont pas, et quels sont les impacts que doivent avoir nos aviateurs et nos systèmes. Grâce à son engagement en Irak et en Afghanistan, et avant que la mémoire ne s'estompe, l'armée de l'air des Etats-Unis tient là une occasion en or de rédiger et publier un guide clair et sans ambiguïtés sur le rôle que doit tenir la force aérienne et spatiale dans un cadre contre-insurrectionnel. □

Le camp Fallujah en Irak

Notes

1. James S. Corum et Wray R. Johnson, *Airpower in Small Wars* (La puissance aérienne dans les « petites guerres »), (Lawrence, KS: University Press of Kansas, 2003), 4.

2. Voir par exemple Thomas P. M. Barnett, *The Pentagon's New Map: War and Peace in the Twenty-first Century* (Nouvelle cartographie du Pentagone : guerre et paix au XXI^e siècle), (New York: G. P. Putnam and Sons, 2004) ; Ralph Peters, *Beyond Terror: Strategy in a Changing World* (Au-delà de la terreur : la stratégie dans un monde en pleine mutation), (Mechanicsburg, PA: Stackpole Books, 2002) ; ou Samuel P. Huntington, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order* (Choc des civilisations et remodelage de l'ordre mondial), (New York: Touchstone, 1996).

3. Voir Grant R. Highland, "New Century, Old Problems: The Global Insurgency within Islam and the Nature of the War on Terror" (Siècle nouveau, vieux problèmes : l'insurrection mondiale au sein de l'Islam et la nature de la guerre terroriste), Chairman de l'état-major interarmées, *Strategy Essay Competition*, 2 (Washington, DC: National Defense University, 2003), 17-30, <http://www.au.af.mil/au/awc/awcgate/ndu/highland.htm> ; Capitaine Matthew W. Lacy, USAF, "Al Qaeda's Global Insurgency: Airpower in the Battle for Legitimacy" (L'insurrection globale d'Al Qaeda : la puissance aérienne et la bataille pour la légitimité), *Chronicles Online Journal*, 16 juillet 2003, <http://www.airpower.maxwell.af.mil/airchronicles/cc/lacy.html>.

4. Dennis M. Drew, "U.S. Airpower Theory and the Insurgent Challenge: A Short Journey to Confusion" (La théorie de la force aérienne américaine et le défi de l'insurrection :

un voyage dans la confusion), *Journal of Military History* 62 (octobre 1998) : 809.

5. Document doctrinal de l'armée de l'air (*Air Force Doctrine Document – AFDD*) n° 1, *Air Force Basic Doctrine* (Doctrine de base de l'armée de l'air), 17 novembre 2003, 3.

6. Pour consulter une discussion pertinente sur la théorie des bombardements diurnes de précision à haute altitude développée dans le cadre d'une stratégie en quatre volets, qui définit la nécessité de mettre sur un pied d'égalité les composantes armée de terre et marine, voir le lieutenant colonel Peter R. Faber, "Interwar US Army Aviation and the Air Corps Tactical School: Incubators of American Airpower" (L'aviation de l'armée américaine dans l'entre-deux-guerres et l'école tactique du corps aérien : incubateurs de la puissance aérienne américaine), in *The Paths of Heaven, The Evolution of Airpower Theory* (Les chemins du paradis : l'évolution de la théorie de la force aérienne), ed. colonel Phillip S. Meilinger (Maxwell AFB, AL: Air University Press, 1997), 183-238.

7. Drew, "U.S. Airpower Theory" (Théorie de la force aérienne des Etats-Unis), 823.

8. AFDD 2, *Organization and Employment of Aerospace Power* (Organisation et utilisation de la force aérienne), 17 février 2000.

9. AFDD 2, "Organization and Employment for Air and Space Operations" (Organisation et utilisation en vue d'opérations aérienne et spatiale), ébauche de coordination au plus haut niveau, version 8G, 10 janvier 2006.

10. Le chapitre AFDD 2-3, dont l'élimination est prévue lors de la publication de la prochaine version d'AFDD 2, n'est pas destiné à être remplacé. Echange de courriels entre l'auteur et M. Bob Poyner, de l'*Air Force Doctrine Center*, Maxwell AFB, AL, 4 février 2005.

11. MOOTW pourrait être remplacé par la terminologie de l'armée de terre *stability operations and support operations* (opérations de stabilisation et opérations d'appui) dans les éditions futures de la doctrine interarmes et de l'armée de l'air. L'*Army Field Manual* – FM, (Manuel de terrain de l'armée de terre) 3-07, *Stability Operations and Support Operations* (Opérations de stabilisation et opérations d'appui), février 2002, a remplacé le document FM 100-20/AF Pamphlet (PAM) 3-20, *Military Operations in Low-Intensity Conflict* (Opérations militaires dans des conflits de basse intensité), décembre 1990.

12. La notion COIN s'inscrit dans la partie doctrinale qui traite de la défense interne à l'étranger (FID), qui fait elle-même partie des MOOTW. Est-il possible de dissimuler encore plus complètement la notion COIN ?

13. Drew, "U.S. *Airpower Theory*" (Théorie de la force aérienne des Etats-Unis) 810–11.

14. Corum & Johnson, *Airpower in Small Wars* (La puissance aérienne dans les « petites guerres »), 8.

15. Le chapitre AFDD 2-1.3, *Counterland*, 27 août 1999, énonce par exemple : « Bien que ce document ait été rédigé pour s'appliquer à un théâtre de guerre majeure (*Major Theater Warfare* – MTW), les bases d'une contre-frappe terrestre s'appliquent tout aussi bien à l'application de la force aérienne et spatiale contre des forces de surface dans des opérations de contingence plus limitées. » (v).

16. Thomas R. Searle, "Making *Airpower Effective against Guerrillas*" (Rendre la force aérienne efficace contre les guérillas), *Air and Space Power Journal* 18, n° 3 (Automne 2004) : 13–14. M. Searle observe que la 3^e division de l'infanterie militaire avait retiré son escadron chargé des opérations d'appui aérien après la chute de Bagdad parce qu'aucun leader de la division ni de l'aviation ne savait comment la force aérienne et spatiale pouvait apporter sa contribution.

17. Les missions de mobilité englobent très certainement un transport réactif des troupes par hélicoptère, un rôle que l'armée de l'air des Etats-Unis a presque totalement abandonné.

18. En Irak de vastes zones, bien que très peu peuplées, abritent encore des infrastructures vitales, telles que des pipelines ou des sources d'énergie. Dans le passé, l'aviation a montré qu'elle pouvait patrouiller et contrôler des régions aussi vastes, afin de libérer les forces terrestres pour qu'elles puissent opérer davantage dans des zones où la densité de population est plus intense. Voir par exemple Corum & Johnson, *Airpower in Small Wars* (La puissance aérienne dans les « petites guerres »), chapitre 2.

19. Aux imperfections doctrinales vient s'ajouter la pénurie des informations disponibles au plan opérationnel. L'*Air Force Doctrine Center Handbook* – AFDCH (Manuel du centre de doctrine de l'armée de l'air), chapitre 10-01, intitulé *The Air and Space Commander's Handbook for the JFACC* (Manuel du commandement aérien et spatial à

l'intention du commandant de l'élément aérien de la force interarmées), édition du 16 janvier 2003, n'aborde absolument pas le rôle de la force aérienne dans un cadre COIN. Il se focalise clairement sur un type de conflit conventionnel majeur.

20. Pour toute information supplémentaire sur les aviateurs, consulter l'*Air Force Policy Directive* (AFPD) 10-35, *Battlefield Airmen*, 4 février 2005.

21. Même s'il n'est pas nécessaire de préconiser tel ou tel système spécifique d'armement (l'enjeu clé, ce sont les effets produits), des appareils tels que les AC-130 et les A-10 seraient d'une grande efficacité pour ce type de mission, sans oublier l'effet psychologique important de ces armements en action. L'utilisation de bombardiers et d'avions de combat est sans aucun doute très efficace dans ce rôle, de même que celle de drones du type RQ-1 Predator.

22. Voir par exemple Searle, « *Making Airpower Effective against Guerrillas* » (Rendre la puissance aérienne efficace contre les guérillas), 5.

23. *Ibidem*, 4.

24. Corum & Johnson, *Airpower in Small Wars* (La puissance aérienne dans les « petites guerres »). Ce livre présente une fantastique étude sur la façon dont l'utilisation de la puissance aérienne a été couronnée de succès ou non dans le cadre de conflits passés de basse intensité.

25. Max Boot, "The *Savage Wars of Peace: Small Wars and the Rise of American Power*" (Les guerres sauvages de la paix : les guerres de basse intensité et l'essor de la puissance américaine), (New York: Basic Books, 2002), 238–39.

26. Corum & Johnson, *Airpower in Small Wars* (La puissance aérienne dans les « petites guerres »), 110–38.

27. *Ibidem*, 327-49.

28. Cela ne veut pas dire que seule l'armée de l'air des Etats-Unis n'était pas préparée à combattre une insurrection en Irak. Même si l'armée de terre va devoir (ré)apprendre « à la dure » comment mener des opérations COIN.

29. Lieutenant colonel David J. Dean, *The Air Force Role in Low-Intensity Conflict* (Le rôle de la force aérienne dans un conflit de basse intensité), (Maxwell AFB, AL: Air University Press, octobre 1986).

30. *Ibidem*, 87.

31. *Ibidem*, 87-98.

32. *Ibidem*, 99.

33. Lieutenant colonel Wray R. Johnson, "Whither *Aviation Foreign Internal Defense?*" (Quelle aviation pour la défense interne à l'étranger ?), *Airpower Journal* 11, n° 1 (Printemps 1997) : 66–85. Même si nous donnons pour acquis que les choses ont évolué depuis que Johnson a écrit cet article, force est de constater que les capacités globales restent limitées.

34. Colonel Kenneth J. Alnwick, "Perspectives on *Air Power at the Low End of the Conflict Spectrum*", (Perspectives de la force aérienne dans tous les types de conflits de basse intensité), *Air University Review* 35, n° 3 (mars-avril 1984) : 17–28.

Lorsqu'en prenant un repaire on pense surtout au marché qu'on y établira le lendemain, on ne le prend pas de la même façon

Croit-on que, lorsque chaque soldat sait que le village qu'il aborde sera celui qui va devenir sa garnison pendant des mois ou des années, il le brûle volontiers ? Que ses habitants seront ses aides, ses collaborateurs de demain, il les maltraite ? Non.

Croit-on qu'il ne faille pas plus d'autorité, de sang-froid, de jugement, de fermeté d'âme, pour maintenir dans la soumission, sans tirer un coup de fusil, une population hostile et frémissante, que pour la réduire à coups de canon une fois soulevée ?

Maréchal Lyautey
Lettres du Tonkin et de Madagascar – 1921

Air & Space Power, votre éditeur

Nous encourageons des manuscrits sur la doctrine aérienne et spatiale, la stratégie, l'histoire et les biographies des aviateurs pionniers.



AUPRESS

AIR UNIVERSITY PRESS
131 West Shumacher Avenue
Maxwell AFB AL 36112-6615

Pour demande de catalogue
ou information, appeler

334-953-2773/6136 DSN 493-2773/6136

Fax 334-953-6862 Fax DSN 493-6862

<http://aupress.maxwell.af.mil>

Un pas en arrière, deux en avant

Un cadre d'analyse pour la puissance aérienne dans les conflits limités

PAR LE LIEUTENANT COLONEL RONALD F. STUEWE JR., USAF

Résumé de l'éditeur : En dépit de son incontestable puissance, l'armée de l'air des Etats-Unis n'est pas optimisée pour les « guerres de faible intensité » – celles auxquelles participent des entités non étatiques ou des forces irrégulières comme combattants ennemis. Dans cet article, le commandant Stuewe analyse un exemple historique, celui de l'intervention de la Grande-Bretagne dans la crise de Malaisie occidentale en 1948–60 dans le cadre conceptuel d'un modèle d'insurrection. En se basant sur cet exemple, il réexamine le potentiel actuel d'amélioration de la conduite des opérations lors de guerres de faible intensité propre à l'armée de l'air.



Le plan de transformation de vols de l'armée de l'air des Etats-Unis (*U.S. Air Force Transformation Flight Plan – AFTFP*), publié initialement par la division des concepts d'avenir et de la trans-

formation de l'armée de l'air en novembre 2003 et mis à jour à la fin de 2004, documente les efforts en cours de transformation de l'arme, un processus « par lequel les forces armées obtiennent et maintiennent un avan-

tage asymétrique grâce à des modifications apportées aux concepts opérationnels, à la structure organisationnelle et/ou à des technologies qui améliorent de façon significative le potentiel de combat ou la capacité à satisfaire les besoins d'un environnement de sécurité changeant. »¹ D'après cette définition, cela fait des décennies que l'armée de l'air s'est engagée dans le processus de transformation et ses activités actuelles ne sont qu'une continuation de cette transformation.²

La dépendance persistante vis-à-vis de l'avantage technologique asymétrique de l'armée de l'air a également un aspect pernicieux. Le danger se manifeste par l'apparition d'adversaires compétents qui réalisent qu'« ils ne peuvent survivre dans l'environnement que notre potentiel technique a créé. L'ironie c'est que l'interaction de notre potentiel militaire sans égal et de la reconnaissance de ce fait par nos adversaires garantit que le caractère des guerres dans l'avenir sera tel que nos avantages technologiques "asymétriques" disparaîtront en grande partie. »³ Ce danger, combiné au désir exprimé par esprit de clocher par l'armée de l'air de revendiquer des droits hégémoniques en tant qu'arme de prédilection pour l'innovation technologique, diminue rapidement l'efficacité de l'arme aérienne pour conduire des opérations avec succès dans ce qui deviendra probablement la forme dominante de conflit dans l'avenir immédiat : les guerres de faible intensité.

Le terme *guerres de faible intensité* ne reflète pas les récentes tentatives de catégorisation de la guerre. Au contraire, il apparut à la fin du dix-neuvième siècle pour décrire « tout conflit contre des forces autres que régulières telles que guérilleros, bandits, tribus rebelles ou insurgés de différentes sortes. »⁴ Le terme ne se réfère pas à la dimension ni à la portée de la guerre mais plutôt au contexte politico-diplomatique dans lequel la guerre se déroule. Dans la mesure où ce sont des entités non étatiques et des forces autres que régulières qui participent aux guerres de faible intensité, on doit établir une distinction entre ce type de conflits et les guerres, quelle que soit leur ampleur, menées contre les forces armées régulières d'un état.⁵ Le danger auquel sera

confrontée l'armée de l'air de l'avenir réside dans le fait que la mise sur pieds d'une force à vocation technologique conçue pour participer à des conflits interétatiques de forte intensité crée par définition une force rien moins qu'optimale pour participer à des guerres de faible intensité.

Cela ne veut certainement pas dire que l'armée de l'air de l'avenir ne peut participer avec succès à des guerres de faible intensité. Le présent article s'efforce de démontrer que la clé de l'amélioration de l'*efficacité* de l'armée de l'air dans ce domaine réside dans la compréhension de la véritable nature des guerres de faible intensité. Il commence par prendre du recul pour analyser le contexte des guerres de faible intensité dans l'optique du modèle classique d'insurrection élaboré par Nathan Leites et Charles Wolf. La deuxième section applique ce modèle au célèbre effort de contre-insurrection mené par la Grande-Bretagne lors de la crise de Malaisie occidentale, en insistant particulièrement sur les succès et les échecs de la force aérienne vus dans l'optique de ce modèle. Pour terminer, il organise dans ses grandes lignes le potentiel distinctif actuel de l'armée de l'air et le restructure dans ce cadre pour donner à l'arme les moyens de faire deux pas en avant que lui donne la compréhension de ce dont elle a besoin dans le domaine opérationnel pour s'engager avec succès dans les guerres de faible et de forte intensités.

Le modèle de système de Leites et Wolf

En 1970, Nathan Leites et Charles Wolf, chercheurs à la RAND Corporation, publièrent "*Rebellion and Authority: An Analytic Essay on Insurgent Conflicts*" (Rébellion et autorité : une analyse des conflits insurrectionnels) qui visait à offrir une généralisation et une théorie applicables au concept d'insurrection et de contre-insurrection. La plus instructive de ces théories était l'élaboration d'un modèle permettant de décrire un mouvement insurrectionnel sous forme de système (voir la figure). Bien que traitant spécifiquement des

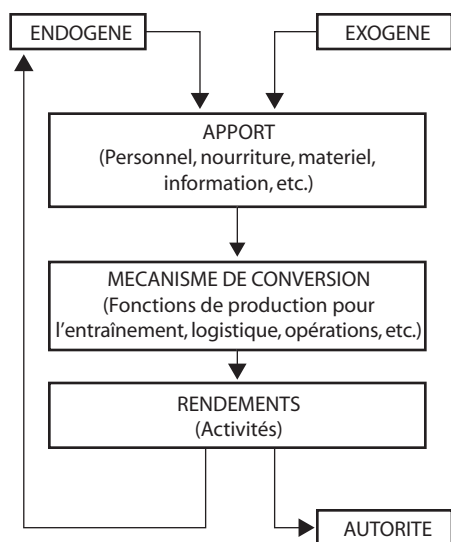


Figure. Un mouvement insurrectionnel sous forme de système. Nathan Leites et Charles Wolf Jr., *Rebellion and Authority: An Analytic Essay on Insurgent Conflicts* (Rebellion et autorité : une étude analytique des insurrections), (Santa Monica, Californie: RAND, 1970), 35.

insurrections, ce modèle de système se retrouve à juste titre sous la rubrique des guerres de faible intensité telles qu'elles ont été définies plus haut. La nature prolongée et sociopolitico-militaire des insurrections fait en effet de celles-ci la version des guerres de faible intensité la plus délicate à traiter pour la force aérienne.⁶ Ce modèle offre également une stratégie basée sur les vulnérabilités implicites des insurrections pour vaincre celles-ci. Nathan Leites et Charles Wolf identifient quatre méthodes principales de contre-insurrection. Avant de les analyser, il est toutefois nécessaire de comprendre le modèle de système lui-même.

Pour être globalement efficaces, les mouvements insurrectionnels « exigent que certaines contributions – obtenues de sources internes ou externes – soient converties en certains résultats, ou activités. »⁷ Ces contributions proviennent le plus souvent de l'environnement interne (endogène), à titre d'exemples, on peut citer les combattants non aguerris recrutés parmi la population et l'approvisionnement en produits alimentaires. Les paramè-

tres externes (exogènes) peuvent aller du financement à l'armement et aux relations publiques. Les insurgés obtiennent ces contributions en utilisant une combinaison de mesures persuasives et coercitives.

Les contributions brutes sont ensuite traitées par un mécanisme de conversion qui implique des fonctions de production telles que l'entraînement, l'équipement et le ravitaillement des insurgés. L'efficacité du système dépend souvent du degré d'organisation à ce niveau. Les systèmes élaborés, mis en lumière lors de l'examen de la crise de Malaisie occidentale, peuvent avoir des ramifications individuelles traitant des « questions de personnel, de financement et de logistique, ainsi que du renseignement, des télécommunications et des opérations. »⁸ C'est finalement le mécanisme de conversion qui produit les résultats obtenus par le système.

Les résultats de l'action des forces irrégulières peuvent être bien connus, comme par exemple le sabotage, les activités terroristes, les manifestations publiques et les attaques de faible intensité menées par des forces armées. Parmi les résultats plus mal connus, on peut citer les fonctions du ressort des autorités administratives et politiques telles que les programmes d'aide aux villages, l'enseignement, la formation et l'élaboration d'autres programmes d'organisation.⁹ L'important est que le cadre utilisé par Nathan Leites et Charles Wolf révèle quatre méthodes permettant de répliquer à la progression du système de l'insurrection. Il est possible d'influencer chacune de ces méthodes, jusqu'à un certain point, au moyen de la force aérienne.

La première méthode consiste à limiter les ressources disponibles en contrôlant le nombre des contributions aussi bien exogènes qu'endogènes et le coût de leur acquisition. Le contrôle de cet aspect logistique devrait apparemment incomber aux forces de police ou terrestres, mais le potentiel d'interdiction de la force aérienne peut se révéler approprié pour bloquer les contributions. La deuxième consiste à réduire le rendement des processus de production. Les camps d'entraînement des forces irrégulières – qui constituent des cibles fixes traditionnelles – représentent manifeste-

ment un objectif potentiel pour la force aérienne. De nombreux autres objectifs rencontrés dans les guerres de faible intensité ne se prêtent toutefois pas à des « attaques » employant des armes et des viseurs conventionnels. Parmi les exemples de blocage non létal de production, on peut citer la défoliation, le blocage des approvisionnements en produits alimentaires ou la destruction de ceux-ci et les tirs de harcèlement.

Le rôle traditionnel de contre-force d'une action militaire, qui est la troisième méthode d'opposition au système citée par Nathan Leites et Charles Wolf, prend pour cibles « les forces [adverses]... directement. C'est la mission traditionnelle des forces armées ; c'est celle qu'elles comprennent le mieux, qu'elles connaissent le mieux et qu'elles préfèrent généralement. »¹⁰ C'est en soi la méthode pour laquelle la force aérienne est la mieux adaptée. Encore une fois, cependant, elle n'exige pas nécessairement du tritonal ou de l'uranium appauvri. Au contraire, les moyens indirects d'affaiblissement des forces irrégulières deviendront probablement plus importants dans les guerres de faible intensité que dans les autres.¹¹ Les moyens indirects de contre-force tels que les opérations psychologiques (*Psychological Operations* – PSYOP), la surveillance et le renseignement rentrent dans une telle catégorie.

Pour terminer, la quatrième méthode implique la capacité à absorber les actions des irréguliers. Cela inclut les mesures passives telles que l'évacuation et le transfert de populations, ainsi que des mesures défensives. Peut-être encore plus que dans le rôle de contre-force direct, la force aérienne peut se révéler particulièrement efficace dans le rôle de défense active. Nathan Leites et Charles Wolf expliquent que

ce rôle de défense active peut en plus être mis en valeur grâce à des patrouilles aériennes qui maintiennent une surveillance 24 heures sur 24 et peuvent concentrer une puissance de feu considérable prête à l'emploi en cas d'attaque de guérilleros. Des aéronefs légers à temps d'attente de longue durée et des armements suffisants pour riposter efficacement à une attaque relativement peu acharnée de guérilleros peu-

vent représenter une composante importante dans ce type de système de défense active. Le principal objectif d'une telle force de police aérienne serait de représenter aussi bien le symbole que la réalité de la présence de [l'autorité] et de la protection qu'assure celle-ci.¹²

Le modèle d'insurrection élaboré par Nathan Leites et Charles Wolf offre un cadre général qui permet de comprendre la nature des guerres de faible intensité. Le système présenté ici forme le « moteur » qui permet à l'organisation d'obtenir des résultats. Bien que Leites et Wolf présentent plusieurs applications possibles de la puissance aérienne permettant d'affecter ce moteur, on peut analyser utilement le cadre dans le contexte d'un exemple historique de guerre de faible intensité dans laquelle la force aérienne joua un rôle important, même si ce fut un second rôle, dans le succès d'ensemble de la campagne.

La crise de Malaisie occidentale

La Grande-Bretagne intervint dans la crise de Malaisie occidentale entre 1948 et 1960 en réaction à un soulèvement du parti communiste malais (*Malayan Communist Party* – MCP). Après des revers initiaux, les Britanniques mirent en œuvre un vaste ensemble de programmes civils et militaires liés les uns aux autres dans le cadre d'un plan stratégique global, dont faisait partie le plan Briggs – une opération massive visant à isoler le MCP du reste de la population, dont l'élément le plus marquant fut la relocalisation de 400 000 à 500 000 squatters chinois dans de « nouveaux villages ». ¹³ En dépit de progrès substantiels accomplis au début de la crise, le MCP vit la dynamique lui échapper sous la pression du plan Briggs jusqu'en juillet 1960, lorsque la crise se termina officiellement.

L'expérience britannique en Malaisie occidentale constitue un exemple moderne d'effort réussi de contre-insurrection dans les guerres de faible intensité. A ce titre, elle a fait l'objet d'une analyse approfondie visant à déterminer comment une autre puissance occidentale fit face avec efficacité à une puissante insurrection. L'expérience des Britanniques

ques est naturellement devenue plus significative après les expériences que nous avons nous-même connues au Viêt-Nam.¹⁴

Cela ne veut certainement pas dire que la solution britannique représente la réponse typique aux problèmes de contre-insurrection dans les guerres de faible intensité ni qu'elle représente le seul exemple d'application de la force aérienne dans des conflits de ce type.¹⁵ En fait, la crise de Malaisie occidentale représentait une insurrection unique en son genre à plus d'un titre. Elle était tout d'abord « limitée aux résidents chinois en Malaisie occidentale, où ils représentaient une minorité qu'il était facile d'isoler de la population d'origine malaise, qui constituait la majorité. »¹⁶ En deuxième lieu, les Britanniques profitaient d'une structure politico-administrative qui leur permettait de combiner des unités militaires et civiles au sein d'une même organisation. Enfin, et c'est peut-être ce qui est le plus significatif, les insurgés chinois ne bénéficiaient d'aucun soutien extérieur. Dans le contexte du présent article, toutefois, la crise de Malaisie occidentale donne un aperçu des possibles utilisations inventives d'une composante aérienne peu importante mais flexible en soutien de l'effort politico-militaire général dans une guerre de faible intensité.¹⁷ Plus précisément, les efforts de la puissance force aérienne en Malaisie occidentale rentrent dans le cadre des quatre méthodes de riposte du modèle de système élaboré par Nathan Leites et Charles Wolf.

La péninsule malaise s'étendait sur plus de 130 000 kilomètres carrés – ce qui équivalait approximativement à l'état de Floride – dont les deux tiers étaient envahis par une jungle à triple couvert pratiquement impénétrable. La Royal Air Force (RAF) opérait à partir de six aérodromes principaux, dont un seul pouvait prendre en charge des bombardiers moyens. Les avions de la RAF consistaient en un mélange d'appareils à hélices datant de la deuxième guerre mondiale tels que le Spitfire et le bombardier Lincoln, d'avions à réaction modernes tels que le De Havilland Vampire et le bombardier Canberra, des appareils à voilure tournoyante et des avions de transport légers et moyens. En dépit de la grande diversité des

types employés, il n'y eut jamais plus de 15 escadrons de la RAF en Malaisie occidentale.¹⁸

De nombreux facteurs relatifs à la crise de Malaisie occidentale réduisirent la capacité de la RAF à mener des opérations de blocage des contributions – qui représentaient la première méthode de limitation de l'avance des insurgés élaborée par Leites et Wolf. Les conditions météorologiques défavorables, le terrain et l'épaisseur du feuillage dans la péninsule malaise, limitaient l'efficacité de la force aérienne dans son rôle traditionnel d'interdiction. Le facteur le plus restrictif pour l'interdiction, toutefois, était la nature insaisissable des guérilleros du MCP – si même on pouvait les dépister. On n'en veut pour preuve, par exemple, que les vaines tentatives d'interdiction des Tens Fook Loong et de la section autonome numéro 3 faites par les Britanniques. En dépit d'informations précises sur la position de l'ennemi, le largage de plus de 709 000 livres de bombes par les appareils de la RAF à l'occasion de nombreuses missions menées en 1956 se solda seulement par quatre tués parmi les forces ennemies.¹⁹

Le processus d'attaque de la production du système élaboré par Nathan Leites et Charles Wolf se révéla plus efficace que l'interdiction, principalement à cause de la contribution de la force aérienne à la défoliation lors de la campagne massive de blocage des approvisionnements en produits alimentaires du plan Briggs. Même sans pulvérisation aérienne, la force aérienne participa à ces efforts en observant les clairières qui, dans la jungle, signalaient les endroits cultivés par les guérilleros. Des tirs de harcèlement perturbèrent également le processus de production mais ils se firent aux dépens de la méthode traditionnelle d'emploi de la puissance aérienne en contre-force – la troisième méthode citée par Leites et Wolf. Il y a de bonnes raisons de penser que les « frappes aériennes responsables de moins de 10 pourcent des pertes ennemies totales. Cependant, les attaques aériennes obligèrent l'ennemi à se déplacer constamment et augmentèrent le nombre de contacts fructueux avec les forces terrestres. » D'après le général de corps d'armée Sir Harold Briggs, « L'appui aérien offensif jou[a] un rôle absolument vital dans la réali-

sation de l'objectif principal des forces de sécurité, qui consistait à saper le moral des forces hostiles et à remonter celui de la population civile. »²⁰

Les moyens directs d'exécution des opérations de contre-force connurent un succès limité quant à l'application de la force aérienne en Malaisie occidentale mais les moyens indirects se révélèrent vitaux. Les Britanniques menèrent des opérations psychologiques consistant en largages de tracts et en diffusions de messages enregistrés à partir d'avions. Plus de 70 pourcent des guérilleros du MCP qui se rendirent déclarèrent que ces « vols parlants » avaient joué un certain rôle dans leur décision.²¹ La reconnaissance aérienne se révéla également efficace: « Elle repéra 155 camps de guérilleros confirmés et 77 possibles, ainsi que 313 terrains cultivés, 31 remises en culture, 194 clairières défrichées probablement par les terroristes et fermes [amies] restées sous contrôle ennemi pendant une période de six mois en 1955. »²²

La quatrième et dernière méthode d'opposition au système impliquait l'utilisation de la force aérienne pour la défense active. L'idée exprimée par Nathan Leites et Charles Wolf consistant à « élargir la présence [de la police aérienne] et la protection » assurée par celle-ci constitua ce qui fut peut-être la contribution la plus déterminante de la puissance aérienne en Malaisie occidentale. Le docteur James S. Corum et le colonel Wray R. Johnson (c.f.), USAF expliquent : « En élargissant ainsi la présence du gouvernement et la protection assurée par lui à des zones isolées, les forces armées firent rapidement des zones rurales malaises un endroit inhospitalier pour l'[ennemi]. Ce fut en soutien de cet effort, plutôt que par des actions offensives directes, que la contribution de la RAF se révéla inestimable. »²³ La force de police aérienne en Malaisie occidentale se manifesta non seulement sous la forme d'un petit avion d'attaque comme l'avaient envisagé Leites et Wolf mais également sous celle des avions-cargos tactiques légers et moyens omniprésents des unités de transport aérien. Jouant également des rôles secondaires de transport, de droppage de matériel, d'évacuation sanitaire et même de commandement et contrôle,

la tâche d'approvisionnement par air devint indispensable.²⁴

La force aérienne joua par conséquent un rôle secondaire mais vital dans le succès d'ensemble obtenu par les Britanniques à l'occasion de la crise de Malaisie occidentale. La clé de ce succès fut l'application opérationnelle et tactique inventive et souvent peu orthodoxe de la puissance aérienne en soutien des objectifs politiques et militaires de la stratégie générale. Bien qu'il soit possible de décrire ces opérations dans le cadre du modèle de système élaboré par Leites et Wolf, il est également possible de le faire en termes de rôles contemporains de la force aérienne. C'est ainsi que « l'ordre d'importance des opérations de la RAF fut généralement déterminé comme étant le suivant : approvisionnements par air et transport aérien, reconnaissance photographique, appui aérien rapproché, attaques à longue distance contre des objectifs hors de la portée des unités terrestres et télécommunications. »²⁵ Considérer la force aérienne en nous référant à ces rôles historiques, ancrés dans le modèle de système analytique, nous permet maintenant de faire deux pas en avant pour contribuer à créer l'armée de l'air de l'avenir. Nous pouvons le faire non pas simplement en nous appuyant sur des technologies individuelles mais en réévaluant les capacités transformationnelles énumérées dans le plan de transformation de l'armée de l'air (AFTFP) de 2004 au titre des six capacités caractéristiques définies dans la vision de l'armée de l'air

Capacités caractéristiques de l'armée de l'air

Les six capacités caractéristiques de l'armée de l'air – supériorité aérienne et spatiale, très grande mobilité à l'échelle mondiale, supériorité informationnelle, engagement de précision, attaque à l'échelle planétaire et appui tactique souple – ne représentent pas nécessairement une doctrine en soi ; elles agissent plutôt comme facilitateurs de doctrine. Ce sont les domaines de compétence de base qui constituent la contribution de l'armée de l'air

à toute activité dans l'éventail complet des opérations militaires, que ce soit en agissant de façon autonome ou conjointement avec d'autres armes dans le cadre d'opérations interarmées.²⁶ Le plan de transformation de l'armée de l'air (AFTFP) de 2004 se fonde sur ces capacités caractéristiques pour organiser 16 capacités de transformation qu'elle ne peut encore atteindre ou qu'elle devra améliorer de façon significative à l'avenir.

Le plan de transformation quantifie plus avant ces capacités de transformation dans le cadre de la compétence de base de l'armée de l'air d'aujourd'hui dans le domaine de la « mise de la technologie à la disposition du combattant », définie comme la « traduction d'une vision en potentiel opérationnel afin de s'imposer dans un conflit et d'éviter une surprise technologique. »²⁷ Le plan de transformation s'efforce de structurer correctement ce flux de la vision à la stratégie et aux effets, puis vers le bas au concept et aux moyens, mais il se peut que l'armée de l'air ait une propension institutionnelle à inverser ce flux basée sur les progrès technologiques. Comme nous en avertit un jour l'historien Richard P. Hallion, « Dans la mesure où l'armée de l'air en tant qu'arme est attachée... à la technologie, il y a toujours un danger que la technologie rende sa doctrine obsolète [et] remplace celle-ci comme déterminant du futur cap de l'armée de l'air. »²⁸

Le reste de la présente section applique ces six capacités caractéristiques comme cadre général, en utilisant le modèle de Nathan Leites et Charles Wolf parallèlement à l'engagement réussi des Britanniques en Malaisie occidentale. Cette analyse montre dans ses grandes lignes la façon dont le niveau opérationnel de la force aérienne en général, et l'armée de l'air en particulier, peut soutenir la stratégie générale dans le contexte politique, diplomatique et militaire des guerres de faible intensité. Les capacités apparaissent par ordre approximatif d'importance dans l'optique des guerres de faible intensité.

Considérée le plus souvent comme la liberté d'attaquer, la *supériorité aérienne et spatiale* – définie comme la capacité de contrôler ce qui se déplace dans l'air et dans l'espace pour garantir une liberté d'action – implique également l'immunité contre les attaques.

Cette capacité caractéristique est un principe dans la mesure où elle permet une mise en application réussie des cinq autres capacités. La plupart des progrès technologiques accomplis dans le cadre de la supériorité aérienne s'appliquent principalement aux guerres de forte intensité. La menace la plus significative pesant sur la supériorité aérienne dans les guerres de faible intensité provient toutefois des menaces terrestres omniprésentes posées par les armes légères et les missiles tirés à l'épaulé, qui sont relativement peu coûteux. Frustrer, ou au moins réduire, la tendance de ces armes à se répandre reste peut-être le problème le plus important pour la force aérienne. Sans une certaine mesure relative de supériorité aérienne *produite par ces armes*, les cinq autres capacités caractéristiques de l'armée de l'air dans les guerres de faible intensité sont grandement diminuées.

La doctrine de l'armée de l'air définit la *très grande mobilité à l'échelle mondiale* comme « le mouvement, le positionnement et le soutien en temps opportun des forces armées et de leurs moyens dans l'air et dans l'espace, dans l'éventail complet des opérations militaires. »²⁹ Bien que la définition reste exacte, dans le cadre des guerres de faible intensité, la fonction de mobilité apparaîtra souvent moins planétaire et de plus en plus régionale. En ce qui concerne le rôle de soutien joué par l'armée de l'air dans les guerres de faible intensité telles que la crise de Malaisie occidentale, l'aspect mobilité régionale du ravitaillement, du réapprovisionnement et du soutien des forces engagées – militaires ou politiques – peut devenir le facteur déterminant de la stratégie générale de la campagne.

La *supériorité informationnelle* se réfère à la capacité de collecter, gérer, exploiter et protéger des informations tout en empêchant un adversaire d'en faire autant.³⁰ En deux mots, les guerres de faible intensité sont – d'abord et avant tout – des guerres de l'information.³¹ D'une façon qui l'apparente à la supériorité aérienne, la supériorité informationnelle a pour objet de prendre le contrôle de son domaine particulier et d'exploiter au maximum son potentiel informationnel afin d'en profiter pleinement. La supériorité informationnelle en tant que telle est chargée de

l'application indirecte du rôle traditionnel de contre-force des forces armées tel qu'il figure dans le système élaboré par Nathan Leites et Charles Wolf. Les avantages en termes d'opérations psychologiques, de surveillance et de renseignement rentrent dans cette rubrique et serviront essentiellement d'aspect prédominant de l'application de la force aérienne comme contre-force. Le maintien de ces avantages informationnels surpassera même l'application directe de la puissance de feu traditionnelle.

Lorsque la puissance de feu devient nécessaire, l'armée de l'air doit toutefois utiliser au maximum l'*engagement de précision*. Associé le plus souvent aux armes cinétiques de précision, l'engagement de précision doit néanmoins incorporer de multiples aspects dans le contexte politico-diplomatique des guerres de faible intensité. Dans le sens traditionnel, l'engagement de précision utilise les systèmes d'armes les plus évolués dans l'application de la force militaire. Dans les guerres de faible intensité, cette capacité pourrait toutefois nécessiter l'analyse approfondie d'initiatives politiques ou militaires, voire même d'un transport aérien traditionnel. Pour utiliser un exemple relatif à la crise de Malaisie occidentale, les Britanniques effectuèrent souvent, en utilisant une technologie rudimentaire, des droppages tactiques de précision par des trous de pas plus de neuf mètres dans une jungle à triple couvert constituée d'arbres de plus de 60 mètres de haut.³² Peut-être plus que toute autre capacité caractéristique de l'armée de l'air, l'engagement de précision illustre la nécessité de séparer la capacité de la technologie.

Jusqu'à ce point, les capacités caractéristiques de l'armée de l'air s'adaptent généralement au cadre des guerres de faible intensité. La capacité d'*attaque à l'échelle planétaire* incorpore toutefois la ligne de rupture entre l'armée de l'air transformationnelle, spécialisée dans la guerre de forte intensité, et les exigences de la guerre de faible intensité. Le document doctrinal de l'armée de l'air (*Air Force Doctrine Document – AFDD*) 1, *Air Force Basic Doctrine* (Doctrine de base de l'armée de l'air), explique cette rupture en décrivant les opérations d'attaque à l'échelle planétaire : « L'armée de l'air, avec ses forces spatiales en pleine croissance,

ses missiles balistiques intercontinentaux et sa flotte de bombardiers polyvalents soutenue par une flotte importante d'avions ravitailleurs de combustible, est parfaitement adaptée à l'exécution de telles opérations. Notre arme est capable de projeter rapidement sa puissance à l'échelle planétaire et de maintenir une "présence" pratiquement illimitée au dessus du territoire d'un adversaire.³³ Une telle capacité est probablement vitale pour mener des guerres de forte intensité mais les articles nécessitant des crédits budgétaires élevés tels que les missiles balistiques, les bombardiers transcontinentaux et les flottes d'avions ravitailleurs de combustible qui les soutiennent représentent, au mieux, un rapport coûts-bénéfices défavorable, compte tenu de la nature prolongée et politiquement sensible des guerres à faible intensité.

Le concept transformationnel d'attaque à l'échelle planétaire, comme celui de mobilité à l'échelle mondiale, a besoin d'être régionalisé dans le contexte des guerres de faible intensité. L'expression *à l'échelle planétaire* est quelque peu trompeuse dans la mesure où elle implique un allongement de la distance parcourue par l'instrument de puissance aérienne. Dans les guerres de faible intensité, toutefois, la distance que l'on doit impérativement prendre en considération pour les attaques est celle à laquelle se trouve l'objectif souhaité suivant la situation politico-militaire sur le terrain. Compte tenu du contexte diplomatique et asymétrique des guerres de faible intensité, tout effet négatif d'une mission d'attaque menée par la force aérienne peut avoir un impact au niveau stratégique. En deux mots, « On paye un prix politique quand on utilise la puissance aérienne sous la forme de frappes aériennes. »³⁴ On doit par conséquent évaluer soigneusement toute mission d'attaque, qu'elle soit menée par la plateforme de puissance aérienne technologiquement la plus en pointe ou la plus archaïque, en termes de possibles effets stratégiques négatifs.

La dernière capacité caractéristique, l'*appui tactique souple*, se rapporte traditionnellement aux éléments de soutien à partir de bases avancées, d'infrastructure et de mobilité pour déploiements. Quelle que soit l'échelle du conflit, un soutien permettant aux forces enga-

gées d'atteindre leurs objectifs reste d'une importance vitale. Toutefois, en termes de soutien assuré par l'armée de l'air dans les guerres de faible intensité, l'expression *appui tactique souple* illustre le mieux le rôle de soutien que joue la force aérienne. Même si nombreux sont ceux qui, dans l'armée de l'air, sont convaincus que la seule force aérienne peut vaincre ou paralyser les forces terrestres ennemies, l'emploi exclusif de la puissance aérienne dans le contexte politico-diplomatique des guerres de faible intensité est au mieux inefficace et – comme l'indique la leçon tirée par les Britanniques de l'application de leur doctrine de la *maîtrise de l'air* pendant les années séparant la deuxième guerre mondiale de la crise de Malaisie occidentale – peut en fait se révéler extrêmement préjudiciable.³⁵

Conclusion

Le progrès technologique n'est certainement pas quelque chose que nous voulons ignorer. L'établissement de l'armée de l'air comme arme indépendante atteste l'importance fondamentale qu'elle attache à la technologie. Les changements révolutionnaires qu'a connus la technologie dans les domaines des turboréacteurs, du radar et de la technologie spatiale ont maintenu l'armée de l'air dans un état de transformation presque constant. Le danger, toutefois, réside dans le désir vorace d'embrasser la technologie – une acceptation qui ne devrait pas surestimer le

potentiel ni supplanter la doctrine. De même, les progrès technologiques n'exigent pas, de par leur nature, une compatibilité avec tous les types de guerre.

Les guerres de faible intensité sont des conflits dans lesquels le contexte politico-diplomatique – pas le tempérament militaire des combattants – agit comme facteur déterminant. D'un point de vue technologique, le paradoxe des guerres de faible intensité est que plus notre potentiel militaire devient asymétrique, moins il nous donne un avantage contre un adversaire prêt à utiliser ses forces asymétriques. C'est l'énigme à laquelle est confrontée l'armée de l'air aujourd'hui en cours de transformation : l'adoption de progrès technologiques optimisés spécialement pour les guerres de haute intensité limite-t-elle nécessairement l'efficacité du soutien assuré par la force aérienne dans les guerres de faible intensité ? La réponse est très probablement l'affirmative – mais jusqu'à un certain point. La solution ne consiste toutefois pas à freiner les progrès technologiques mais à comprendre la façon dont un tel potentiel s'intègre au cadre analytique ou ne le fait pas, ainsi qu'à l'environnement politico-diplomatique des guerres de faible intensité. Ce n'est qu'en faisant un pas en arrière pour bien comprendre la base contextuelle de cette forme de conflit que l'armée de l'air de l'avenir pourra faire deux pas en avant pour devenir la force combattante la plus efficace possible, quelle que soit la nature du conflit. □

Notes

1. Secrétariat d'état à l'armée de l'air, *The U.S. Air Force Transformation Flight Plan* (Le plan de transformation de vols de l'armée de l'air), (Washington, DC : quartier général USAF/XPXC, division des concepts de l'avenir et de la transformation, novembre 2003), ii, http://www.af.mil/library/posture/AF_TRANS_FLIGHT_PLAN-2003.pdf.

2. Christopher Bolkom, *Air Force Transformation* (Transformation de l'armée de l'air), rapport du CRS au Congrès, Washington, DC: Congressional Research Service (Service de recherche du Congrès), 25 janvier 2005), 2, <http://www.fas.org/sgp/crs/natsec/RS20859.pdf>.

3. U.S. Marine Corps, "Small Wars" (Guerres de faible intensité), ébauche (Washington, DC : Secrétariat d'état à la marine, sans date.), 10.

4. James S. Corum et Wray R. Johnson, *Airpower in Small Wars: Fighting Insurgents and Terrorists* (La puissance aérienne dans les guerres de faible intensité : combattre les insurgés et les terroristes), (Lawrence: University Press of Kansas, 2003), 6.

5. Ibid., 7.

6. La force aérienne a eu affaire aux deux facettes des insurrections. Parmi les exemples de soutien apporté par la force aérienne à des insurgés, on peut citer l'infiltration et le ravitaillement des équipes Jedburg de l'OSS en France occupée pendant la deuxième guerre mondiale ; les missions clandestines menées par le 1045^{ème} groupe d'observation, d'entraînement et d'évaluation au Tibet pour infiltrer et ravitailler les guérilleros entraînés par la CIA ; ainsi que le soutien apporté aux opérations d'infiltration loin-

taine d'agents et de propagande du groupe d'études et d'observations du commandement de l'assistance militaire au Viêt-Nam par l'opération 32 de l'*Air Studies Branch* pendant la guerre du Viêt-Nam. Larry E. Cable a raison de rappeler le besoin d'un soutien extérieur, tel que l'appui aérien : « La guérilla américaine ressemblait vraiment trop à l'astronaute qui, qu'il soit dans sa capsule ou marche sur la lune, dépendait totalement d'un équipement de vie compliqué pour survivre. » *Conflict of Myths: The Development of American Counter-insurgency Doctrine and the Vietnam War* (Conflit de mythes : l'élaboration de la doctrine américaine de contre-insurrection et la guerre du Viêt-Nam), (New York: New York University Press, 1986), 147.

7. Nathan Leites et Charles Wolf Jr., *Rebellion and Authority: An Analytic Essay on Insurgent Conflicts* (Rebellion et autorité : une étude analytique des insurrections), (Santa Monica, Californie: RAND, 1970), 32.

8. David Willard Parsons, "Towards the Proper Application of Air Power in Low-Intensity Conflict" (Vers l'application correcte de la puissance aérienne dans un conflit de faible intensité), (thèse de maîtrise, Naval Postgraduate School, 1993), 63.

9. Leites et Wolf, *Rebellion and Authority* (Rebellion et autorité), 34.

10. Ibid., 81.

11. Ibid., 82.

12. Ibid., 83.

13. R. W. Komer, *The Malayan Emergency in Retrospect: Organization of a Successful Counterinsurgency Effort* (La crise de Malaisie occidentale rétrospectivement : l'organisation d'un effort réussi de contre-insurrection), (Santa Monica, Californie: RAND, 1972), 19.

14. Ibid., iii.

15. Le centre d'excellence pour les guerres de faible intensité des marines maintient une liste de 407 guerres de faible intensité passées et en cours. Voir le site Web du centre à http://www.smallwars-quantico.usmc.mil/sw_today.asp (consulté le 23 mai 2005).

16. Cable, *Conflict of Myths* (Conflit de mythes), 71.

17. Komer, *Malayan Emergency in Retrospect* (La crise de Malaisie occidentale rétrospectivement), 52.

18. Corum et Johnson, *Airpower in Small Wars* (La puissance aérienne dans les guerres de faible intensité), 193.

19. Jay Gordon Simpson, "Not by Bombs Alone: Lessons from Malaya" (Pas seulement par des bombardements : enseignements tirés de la Malaisie occidentale), *Joint Forces Quarterly*, été 1999, 95.

20. Ibid.

21. Komer, *Malayan Emergency in Retrospect* (La crise de Malaisie occidentale rétrospectivement), 75.

22. Simpson, "Not by Bombs Alone" (Pas seulement par des bombardements), 97.

23. Corum et Johnson, *Airpower in Small Wars* (La puissance aérienne dans les guerres de faible intensité), 191.

24. Komer, *Malayan Emergency in Retrospect* (La crise de Malaisie occidentale rétrospectivement), 52.

25. Corum et Johnson, *Airpower in Small Wars* (La puissance aérienne dans les guerres de faible intensité), 195.

26. AFDD 1, *Air Force Basic Doctrine* (Doctrine de base de l'armée de l'air), 17 novembre 2003, 76, <https://www.dctrine.af.mil>.

27. Secrétariat d'état à l'armée de l'air, *U.S. Air Force Transformation Flight Plan* (Plan de transformation de vols de l'armée de l'air), 49.

28. Richard P. Hallion, "Doctrine, Technology, and Air Warfare: A Late Twentieth-Century Perspective" (Doctrine, technologie et guerre aérienne : une perspective de fin du vingtième siècle), *Airpower Journal* 1, n° 2 (automne 1987): 16-17, <http://www.airpower.maxwell.af.mil/airchronicles/apj/apj87/hallion.html>

29. AFDD 1, *Air Force Basic Doctrine* (Doctrine de base de l'armée de l'air), 80.

30. Ibid., 78.

31. U.S. Marine Corps, "Small Wars" (Guerres de faible intensité), 53.

32. Simpson, "Not by Bombs Alone" (Pas seulement par des bombardements), 96.

33. AFDD 1, *Air Force Basic Doctrine* (Doctrine de base de l'armée de l'air), 79.

34. Corum et Johnson, *Airpower in Small Wars* (La puissance aérienne dans les guerres de faible intensité), 430.

35. Voir *ibid.*, en particulier le chapitre 2, "Colonial Air Control" (Maîtrise de l'air colonial), 51-86. Les auteurs présentent des arguments convaincants lorsqu'ils soulignent que, bien que l'idée de contrôler un pays grâce à la seule force aérienne soit séduisante pour les aviateurs et ceux qui veulent éviter les pertes, l'histoire de la maîtrise de l'air ne révèle pas grand chose de nature à promouvoir l'idée d'un maintien de l'ordre ou de la paix par la seule force aérienne. Les quelques cas dans lesquels elle s'est révélée efficace furent « les opérations les plus mineures de maintien de l'ordre tribal » (85). Sinon, un certain contingent de troupes terrestres était nécessaire pour les opérations de maintien de la paix. Voir également l'article du capitaine David W. Parsons intitulé « La maîtrise britannique de l'air : un modèle d'utilisation de la puissance aérienne dans un conflit de faible intensité ? » *Aerospace Power Journal* 8, n° 2 (été 1994): 28-39, <http://www.airpower.maxwell.af.mil/airchronicles/apj/apj94/parsons.html>

L'œuvre de guerre n'a été vraiment que le moyen de l'œuvre créatrice, de paix et de vie, et là a été tout son prix.

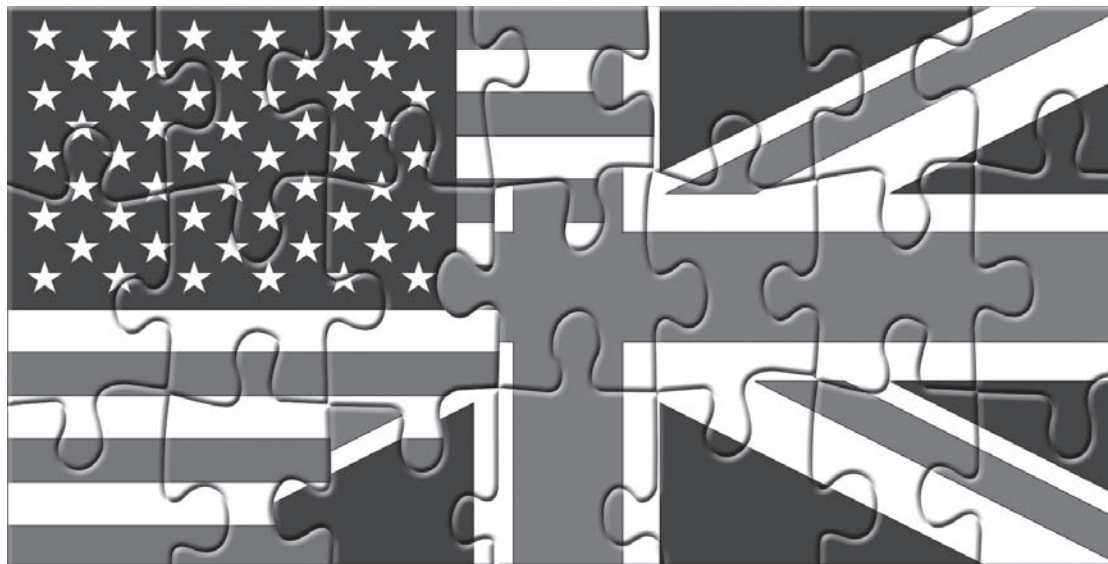
Maréchal Lyautey

Opération Iraqi Freedom

Opérations menées en coalition*

PAR LA COMMANDANTE SOPHY GARDNER, RAF

Résumé de l'éditeur : Le renversement du régime de Saddam Hussein, au cours de la phase de combats de l'opération Iraqi Freedom qui s'est déroulée de mars à mai 2003, a constitué le point culminant des nombreuses années de coopération entre les forces américaines et britanniques au Moyen-Orient. Coopération qui avait été mise sur pied pour l'opération Desert Storm et qui s'est par la suite prolongée pendant 12 ans, passés à assurer côte à côte la surveillance des zones de non-survol au nord et au sud de l'Irak. Dans cet article, l'auteur tente de définir les problèmes et les défis posés par les opérations de la coalition en Irak, afin de comprendre comment entretenir et développer au mieux les relations étroites qui existent entre l'armée de l'air des Etats-Unis (USAF) et la Royal Air Force du Royaume-Uni (RAF), d'un point de vue militaire et professionnel, dans la perspective d'envisager collectivement l'avenir.



A l'époque où les Etats-Unis avait entamé la phase finale de planification qui a conduit à l'opération *Iraqi Freedom*, tout le monde se demandait si les Etats-Unis allaient être forcés de « faire cavalier seul »¹. Au cours d'une conférence de

presse, le 11 mars 2003, le secrétaire d'état américain à la défense, Donald Rumsfeld, annonçait que les Etats-Unis disposaient de plans de rechange pour envahir l'Irak si la Grande-Bretagne décidait de ne pas prendre part aux opérations militaires, ajoutant : « Dans la me-

*Voir la liste des abréviations et acronymes à la fin de l'article.

sure où ils [les Britanniques] ne seraient pas à même d'y participer, nous avons moyen d'opérer autrement, sans qu'ils soient impliqués. »² Au Royaume-Uni, le premier ministre était alors confronté à une vive opposition, tant au sein du parti travailliste que de la part de l'opinion publique, avec des manifestations à Londres à la mi-février 2003 qui ont, selon les estimations, mobilisé un million de personnes (un record). Ces problèmes politiques ont plongé la planification d'une opération potentielle dans une atmosphère de fébrilité (ce qui a rendu la tâche extrêmement ardue, pour ne pas dire plus, pour les planificateurs militaires américains). Néanmoins, il était largement admis que la légitimité internationale reconnue aux États-Unis serait plus importante si cette puissance était en mesure de former une coalition, et plus encore si celle-ci pouvait être rassemblée sous l'égide des Nations unies.³ Par ailleurs, la contribution militaire envisagée par le Royaume-Uni, bien que relativement faible en effectifs, apportait des capacités particulièrement précieuses, et notamment des forces complémentaires clés dans des secteurs où les États-Unis avaient besoin de renforts.⁴ Faire cavalier seul n'était certainement pas l'option privilégiée par les États-Unis.⁵

Bien sûr, l'opération *Iraqi Freedom* a en fin de compte pris la forme d'une opération menée en coalition, avec des troupes du Royaume-Uni et d'Australie combattant aux côtés des militaires américains. Mais aucun mandat de l'ONU ne lui a été accordé. A la suite des opérations de combat, les commentateurs militaires se sont empressés d'analyser l'opération, ses succès et ses échecs présumés, ainsi que les leçons qui pouvaient en être tirées pour l'avenir (en particulier à cause de ce caractère spécifique d'opération entreprise par une coalition internationale). Comme l'a exprimé le chef d'état-major de la défense britannique (*Chief of the Defence Staff* – CDS), « en tant qu'exemple-type d'une opération menée par une coalition à l'époque moderne, elle [l'opération en Irak] offre amplement matière à des examens minutieux de la part des analystes et aux commentaires de tous les généraux de salon. »⁶ L'objectif de la présente analyse est de définir les problèmes et les défis posés par les opérations de la coalition au

cours de la phase trois de l'opération *Iraqi Freedom*, et d'en extrapoler les leçons de portée plus générale qu'il nous faut identifier clairement si nous voulons progresser et nous préparer pour de futures opérations en coalition. Mais je tiens tout d'abord à formuler cinq mises en garde. Premièrement, mon propos se concentrera sur les relations entre les forces britanniques et américaines, bien qu'il y ait également eu sur le terrain une présence australienne considérable, avec près de 2 000 hommes et des moyens tels que des forces spéciales, des unités commandos, des F/A-18, des frégates et une équipe de plongeurs, ainsi qu'un quartier général national qui, bien que de taille plus réduite, était similaire au quartier général du contingent national britannique (*UK National Contingent Headquarters* – NCHQ), situé sur la base d'As-Saliyah au Qatar, à côté du centre de commandement avancé du commandement central américain (*Central Command* – CENTCOM). Les Australiens ont donc leur propre perspective à ce sujet, même s'il se peut tout à fait que certaines de leurs observations sur les défis posés par la participation à ce projet de coalition soient similaires. En réalité, le contexte de « coalition » de cette opération présentait même bien plus de strates de complexité, puisque des dizaines d'autres nations étaient impliquées à différents degrés, (que ce soit par l'accord de droits de survol, par l'octroi de bases ou par un soutien logistique).⁷ Deuxièmement, afin de traiter le sujet dans sa globalité, j'examinerai le déroulement de l'opération d'un point de vue interarmées. Mais chaque fois que possible, je mettrai en avant des problématiques et des exemples spécifiques aux forces aériennes, pour finir par une réflexion sur l'évolution des relations entre l'armée de l'air des États-Unis (*United States Air Force* – USAF) et l'armée de l'air britannique (*Royal Air Force* – RAF) à la suite de l'opération *Iraqi Freedom*. Troisièmement, je me concentrerai spécifiquement sur les leçons tirées de la troisième phase (la phase de combats qui a abouti au renversement du régime de Saddam Hussein, la partie de « guerre conventionnelle »).⁸ Au moment où je rédige cet article, il est clair que la phase quatre, qui n'est pas encore terminée, recèle bien d'autres enseignements pour nous ; néanmoins, nous avons beaucoup à gagner en analy-

sant la phase trois et les préparatifs de celle-ci comme un ensemble distinct. Quatrièmement, il est aussi important de reconnaître les implications qu'a eues sur l'expérience britannique en Irak le refus par la Turquie d'apporter son soutien. Mis à part les défis évidents en termes de délais liés à la décision tardive d'abandonner la possibilité d'utiliser le territoire turc, et le réacheminement de quantités importantes de troupes et d'équipements que cela a imposé, la disparition de l'« option turque » a également entraîné le retrait du commandement européen des forces américaines (*US European Command* – EUCOM) de l'équation du commandement et du contrôle (C2). L'implication simultanée du CENTCOM et de l'EUCOM dans cette opération y aurait ajouté une dimension supplémentaire, rendant la situation encore plus complexe qu'elle ne l'était déjà. C'est pour cela que l'étude des opérations de la coalition dans le cas présent n'envisage, par définition, les questions de coordination et de coopération qu'avec un seul quartier général pour le commandement américain. Finalement, il est important de reconnaître que « ce qu'on voit dépend de l'endroit où l'on se trouve. » Je cite là le commandant du contingent national britannique (*National Contingent Commander* – NCC)⁹, et j'admets que mon point de vue est certainement en partie influencé par mon expérience au sein du NCHQ.

Pourquoi est-il important que nous comprenions et que nous fassions progresser notre réflexion sur les opérations menées en coalition ? Les conflits auxquels nous sommes confrontés depuis la fin de la guerre froide et les attentats du 11 septembre sont très différents de ceux auxquels nos officiers supérieurs ont été préparés au début de leur carrière. En ce début du XXI^e siècle, l'éclatement des blocs issus de la guerre froide a créé une situation dont certains états ont tiré profit, mais dans laquelle de nombreux autres ont dû faire face à l'incertitude (au niveau économique et politique). Les attaques terroristes du 11 septembre ont été le plus violent des chocs qui ont marqué notre entrée dans une ère nouvelle, celle des conflits asymétriques : nous vivons désormais dans un monde où les armes asymétriques gagnent en efficacité et possèdent un immense potentiel de destruction,

tout en devenant de plus en plus accessibles à des agresseurs non liés à un état, qui peuvent les utiliser dans le monde entier. Nous sommes également entrés dans une ère où les guerres (tout du moins pour les partenaires potentiels d'une coalition au sein de l'Occident) représentent de manière croissante des « guerres de choix », idéalement menées dans le cadre de coalitions de membres « volontaires ». Du point de vue du Royaume-Uni, la probabilité d'un engagement unilatéral dans des opérations de combat très intenses est aujourd'hui infime ; nous envisageons à présent les combats aux côtés d'alliés et partenaires rassemblés en coalition, ce qui, pour des opérations d'envergure majeure, implique invariablement les Etats-Unis. En décembre 2003, le Livre blanc du ministère de la défense britannique (*Ministry of Defense* – MOD) établissait que « les opérations les plus conséquentes en dehors de nos frontières, et notamment les interventions contre des états ennemis, ne peuvent être entreprises de façon plausible que si les forces américaines y sont engagées, que ce soit à la tête d'une coalition ou dans le cadre de l'OTAN. »¹⁰ Dans ce contexte, la cohésion d'une coalition représente, en particulier dans un environnement asymétrique, un élément fondamental pour le succès d'une opération ; un ennemi habile saura y déceler notre point faible potentiel. Même sans être en conflit avec nous, une tierce partie qui y serait opposée peut perturber une opération envisagée en ciblant les lignes de faille potentielles entre les différents membres d'une coalition. Dans les « guerres de choix », une coalition doit faire face à de nombreux obstacles avant même d'affronter l'ennemi. Ainsi, mieux nous comprenons la dynamique des opérations en coalition et les défis qu'elles posent, mieux nous nous préparons à l'avenir. Du point de vue des relations militaires du Royaume-Uni et des Etats-Unis, mon avis est que nous nous trouvons à un moment crucial de notre développement. Après avoir passé 12 ans à surveiller le ciel d'Irak et travailler aux côtés des forces américaines pour mener des opérations en continu pendant plus de 4 000 jours, nous abordons aujourd'hui une période de contact opérationnel potentiellement limité. En fait, l'évolution de la situation en Irak pourrait même conduire à une réduction

supplémentaire de ce contact. Aussi devons-nous à présent déterminer les actions à entreprendre pour nous préparer à relever les défis à venir, d'autant que notre seule certitude est que de telles situations se reproduiront.

Comme je viens de l'évoquer, la préparation et la planification de l'opération *Iraqi Freedom* se sont déroulées dans un contexte où l'application des zones de non-survol du territoire irakien (imposées par la résolution 687 de l'ONU) était contrôlée de façon continue par une coalition au sein de laquelle l'USAF et la RAF travaillaient côte à côte, tant dans les centres de contrôle des opérations aériennes combinées, au nord et au sud du pays, que dans les airs. En partageant pendant 12 ans la planification et la mise en œuvre d'opérations, ainsi que leur quotidien, l'USAF et la RAF sont parvenus à un niveau d'intégration qui allait par la suite s'avérer inestimable. Bien que le Royaume-Uni n'ait commencé à s'impliquer dans la planification d'une éventuelle intervention en Irak qu'à la mi-2002, des officiers d'état-major de chacun des trois éléments de l'armée avaient été incorporés auprès de leurs homologues dans les quartiers généraux américains depuis le 11 septembre, et l'opération *Enduring Freedom* avait fait l'objet d'une planification et d'une mise en œuvre communes par des personnels britanniques et américains dès la fin 2001. L'état-major britannique incorporé au CENTCOM, à Tampa en Floride, était au départ dirigé par un général trois étoiles, puis par un général deux étoiles à partir de mai 2002. Nommé commandant du contingent national britannique à l'automne de la même année, le général de corps aérien Sir Brian Burridge a commencé à renforcer les relations déjà établies au plus haut niveau.¹¹ Les commandants du contingent britannique placés sous ses ordres travaillaient également aux côtés de leurs homologues. Ce travail de planification précoce a permis au Royaume-Uni de bénéficier d'une visibilité sur l'organisation américaine, ainsi que d'une implication et d'une influence croissantes sur celle-ci, à mesure que les équipes de planification britanniques (les « officiers d'état-major incorporés » britanniques)¹² gagnaient en crédibilité auprès de leurs homologues et de leurs

supérieurs américains, jusqu'à former par la suite le noyau dur des officiers d'état-major britanniques incorporés au sein des quartiers généraux américains déployés sur le terrain.¹³ Avec le temps, des relations personnelles se sont nouées, la confiance s'est établie, et les officiers d'état-major ont de plus en plus pris conscience du concept fondamental de risque partagé que comporte une opération en coalition. Bien sûr, avec les difficultés politiques survenues au Royaume-Uni à la fin 2002 (et jusqu'au début 2003), les officiers d'état-major britanniques incorporés en charge de la planification ont dû faire face au défi consistant à maintenir le cap du processus de planification dans un contexte d'incertitude sur la participation de leur pays à la coalition. Les liens tissés par ces officiers d'état-major britanniques incorporés se sont alors avérés essentiels pour maintenir la présence de planificateurs militaires britanniques aux côtés de leurs homologues américains pendant cette période difficile. Les commandements américains et britanniques ont également reconnu le rôle essentiel joué dans le développement des plans de cette campagne d'opérations par les exercices et simulations qui se sont déroulées lors des derniers mois de préparation. Ces répétitions opérationnelles (dénommées « *Rock drills* » et « *chair flies* »), sans oublier l'exercice d'observation interne (*Exercise Internal Look*) de décembre 2002, ont eu une importance cruciale pour venir à bout des problèmes de planification et de C2.



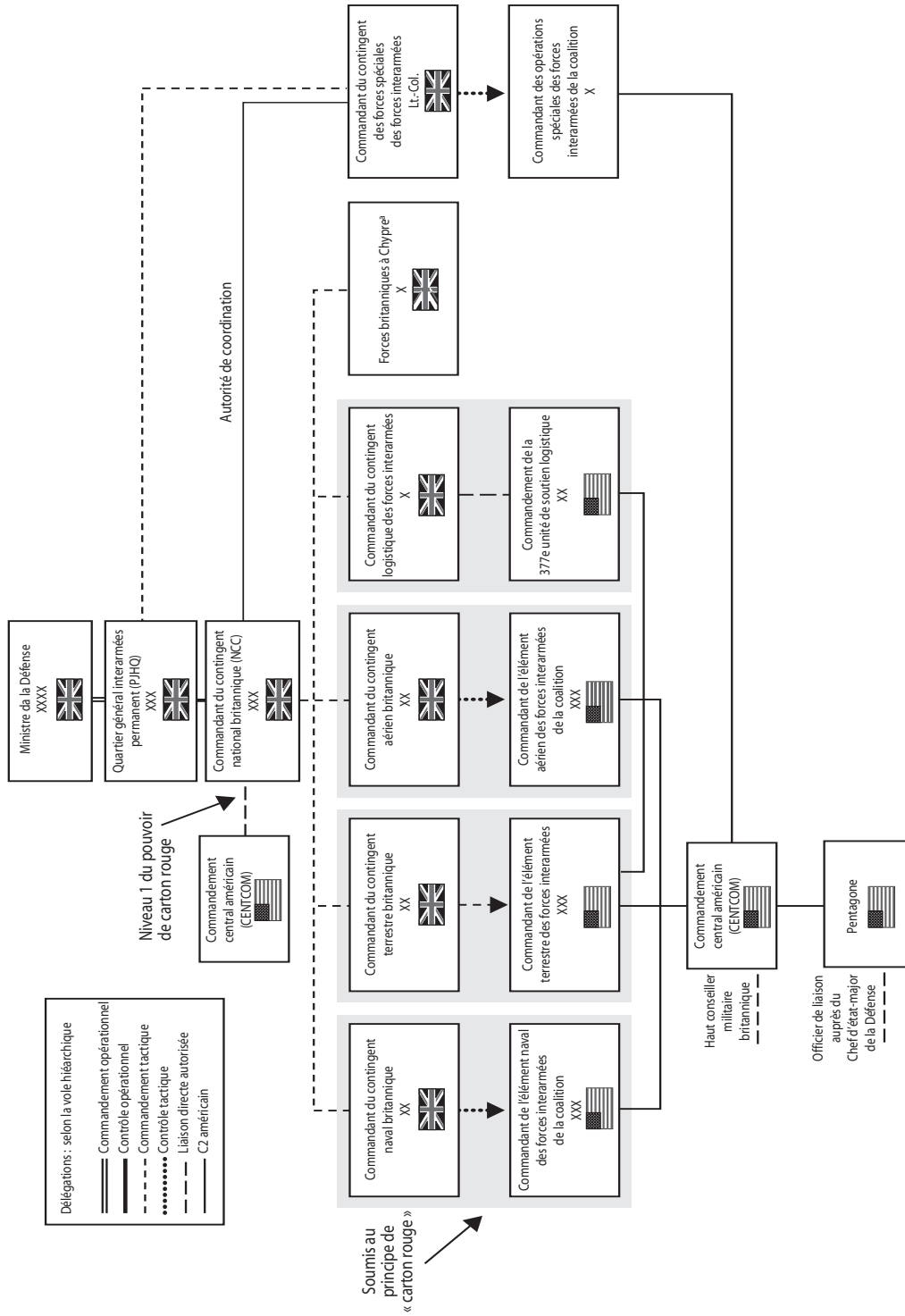
Aéronefs de la coalition survolant la zone d'exclusion aérienne

La structure des forces britanniques a été présentée par le secrétaire d'état (le ministre de la défense britannique) en janvier et février 2003, et les annonces finales sont intervenues à peine un mois avant le début effectif de l'opération. La contribution du Royaume-Uni devait comprendre plus de 100 aéronefs à voilure fixe et 120 hélicoptères, une division d'infanterie constituée de trois brigades avec plus de 100 chars de combat Challengers, et un corps expéditionnaire amphibie doté de navires démineurs, de lance-missiles Tomahawk pour le combat sol-sol et d'un navire-hôpital. Dans son rapport intitulé premières réflexions (*First Reflections*), le ministère de la défense britannique explique que « la contribution du Royaume-Uni a été intégrée à la stratégie américaine de manière à compléter et renforcer le mieux possible les capacités des Etats-Unis, tant du point de vue politique que militaire ». ¹⁴ La RAF a ainsi déployé plus de 8 000 hommes ainsi que des équipements aériens adaptés aux besoins américains (en mettant par exemple en action des armes de précision, des plateformes aériennes de renseignement, de surveillance, de reconnaissance et de C2, des dispositifs de défense antiaérienne, et du ravitaillement en vol). Le « plan d'opérations » avait été maintes fois répété et, à mesure que l'éventualité d'un conflit se précisait alors que les opérations de maintien des zones de non-survol se poursuivaient, il devenait évident que les interventions devaient être synchronisées dans un certain nombre de domaines. ¹⁵ Dans ce contexte, des relations de coalition au plus haut niveau des forces armées étaient capitales, car les commandements ont dû ajuster et remanier les plans de manière à s'adapter aux réalités changeantes des dernières semaines, si critiques. La perspective de certaines actions ennemies spécifiques, comme l'utilisation de Scuds depuis le désert de Syrie à l'ouest du pays, d'éventuelles attaques sur la zone autonome kurde ou encore la menace de sabotage des champs pétrolifères du sud, a rendu impérative la réduction de la phase « d'ajustement » au strict minimum. Le niveau d'intégration des états-majors de la coalition a permis à cette dernière d'agir comme une force unique lors de ces phases finales de la planification.



Le char Challenger

Quels sont donc, dans le contexte de cette coalition, les problèmes et les défis auxquels nous avons été confrontés, qu'est-ce qui a fonctionné bien ou mal ? Tout d'abord, bien que cela fasse encore l'objet de débats, je pense que les relations de commandement et de contrôle entre les militaires de la coalition ont bien fonctionné (Cf. illustration). Ce schéma montre comment le commandement et le contrôle étaient délégués au sein des forces britanniques, et comment cette organisation s'alignait avec la structure militaire américaine. Au Royaume-Uni, la planification et la supervision de l'opération étaient assurées par le MOD et le quartier général interarmées permanent (*Permanent Joint Headquarters – PJHQ*), qui constituaient conjointement l'organisme de gestion de crise de la défense (*Defence Crisis Management Organisation*). Le CDS a nommé au PJHQ le chef des opérations interarmées (*Chief of Joint Operations – CJO*) comme commandant interarmées, en charge du commandement opérationnel des forces déployées. A quelques exceptions près (les forces spéciales, par exemple), le contrôle opérationnel des forces engagées étaient délégué par le CJO au NCC, qui déléguait à son tour le commandement tactique aux commandants du contingent britannique pour chaque élément (lesquels pouvaient eux-mêmes déléguer le contrôle tactique à leurs



¹Le commandant des Forces britanniques à Chypre est un commandant en soutien ; il s'est vu accorder par le NCC un rôle prioritaire dans le soutien à l'opération Telic (les opérations militaires britanniques en Irak).

Figure. Structure de contrôle et de commandement (C2) britannique, et relations avec le C2 américain

homologues américains).¹⁶ Le NCC siégeait aux côtés du général Tommy Franks, le commandant du CENTCOM, sur la base d'As-Saliyah au Qatar. Au niveau du contingent national comme pour chaque élément, les commandants britanniques ont eu la responsabilité d'harmoniser les activités menées en coalition avec la volonté politique et les exigences légales de leur pays, et de veiller à ce que les forces britanniques soient employées efficacement. Ils disposaient également d'un pouvoir de « carton rouge » vis-à-vis du contingent national. Le recours à celui-ci a cependant été évité, et à plusieurs reprises, car le niveau de confiance qui prévalait à tous les niveaux du commandement a permis de devancer, par la voie du dialogue informel, les éventuelles actions formelles. Cette approche s'est avérée absolument capitale pour réduire les frictions. La manière dont les différents contingents des forces nationales se sont intégrés au sein de leur composante a dépendu à la fois de la nature et du rôle spécifiques de chaque environnement. Les éléments aérien et naval des forces britanniques ont ainsi été totalement intégrés aux contingents américains respectifs ; en ce qui concerne l'armée de l'air, la nature même de l'environnement exige en effet une intégration totale. Pour ce qui est des forces terrestres, la situation est quelque peu différente. Les défis que posait l'intégration de l'armée de terre britannique au sein d'une formation américaine sur le terrain organisée par des liaisons numériques ont très tôt été identifiés. Pour le commandement britannique, il apparaissait donc préférable d'opérer sur un secteur géographique distinct (ce qui revenait à privilégier l'option d'un déploiement dans le sud plutôt qu'au nord). Le changement de plan consécutif à la décision de la Turquie de ne pas autoriser l'ouverture de ses bases à la coalition a conduit à modifier les plans du contingent britannique au sol, conduisant la division britannique à opérer, aux côtés de la 1^{re} force expéditionnaire du corps des marines (*1st Marine Expeditionary Force*), dans un secteur géographique distinct au sud de l'Irak, réduisant ainsi sa dépendance par rapport aux moyens technologiques intégrés de C2. Pour ce qui est

des rapports entre le commandement déployé et le Royaume-Uni, le NCC était, par l'intermédiaire du CJO, en relation avec l'état-major de la défense ; le CJO et le PJHQ assuraient l'interface entre Londres et le NCC sur le théâtre des opérations, ce qui permettait au NCC de se concentrer sur les problèmes militaires au sein de la coalition, ainsi que sur ses relations avec les militaires américains et avec ses commandants du contingent national pour chaque élément. Si, comme cela avait été suggéré, le CJO avait été déployé en tant que commandant interarmées avancé, les fonctions combinées du CJO et du NCC (en référer à la hiérarchie à Londres, consulter ses homologues au CENTCOM et en référer à leurs supérieurs, tout en surveillant les intérêts des forces nationales à l'échelon du quartier général du commandement) auraient toutes été confiées à un seul et même officier ou organe de commandement. Au vu de la charge de travail qu'impliquait pour le NCC sa seule présence aux côtés du général Franks, et du rythme de combat mené par le CENTCOM, il semble certain que d'autres relations cruciales en auraient pâti. Pendant le déroulement de l'opération, le *Daily Telegraph* a ainsi rapporté « une révélation surprenante » du NCC concernant ses rapports avec le premier ministre.¹⁷ « Je ne me suis jamais entretenu avec Tony Blair, a-t-il affirmé. C'est au chef d'état-major de la défense et au secrétaire d'état que je rends des comptes. »¹⁸ Les journalistes ont pu trouver cela surprenant, mais le NCC n'avait aucune raison d'entretenir de tels contacts directs, et le premier ministre encore moins : ils s'appuyaient sur des chaînes de commandement et de contrôle déjà clairement définies par la doctrine militaire britannique, et sur des canaux de communication reliant tous les échelons de la voie hiérarchique jusqu'au ministre de la défense, qui avaient fait leur preuves au cours des opérations récentes. Les militaires américains avaient adopté une structure différente et plus fluide, avec une communication directe à intervalles réguliers entre le CENTCOM et le département de la défense (Donald Rumsfeld et le général Franks étaient ainsi en contact direct quotidien, souvent par le biais d'une

visioconférence à laquelle le NCC participait aux côtés du général Franks, tandis que les chefs d'état-major interarmées du Pentagone appelaient directement les commandants américains de chaque élément).¹⁹ Les différences entre les structures de C2 américaines et britanniques, particulièrement en ce qui concerne l'interface entre les sphères politique et militaire, ont été débattues par le comité restreint à la défense de la chambre des communes (*House of Commons Defence Select Committee* – HCDC). Dans son *Troisième rapport*, celui-ci a recommandé que « le ministère de la défense étudie la possibilité d'accroître les facultés d'adaptation aux plus hauts échelons des structures de commandement britanniques, afin de leur permettre de travailler plus étroitement en parallèle avec leurs homologues américains lorsque les forces américaines et britanniques mènent des opérations conjointes. »²⁰ Les membres du comité poursuivaient en affirmant : « On peut suggérer que le système britannique devrait être capable de s'adapter pour gérer une interface plus directe entre le monde politique et l'armée, comme le font les Américains. »²¹ Cependant, dans sa réponse aux remarques du HCDC concernant les différences entre les structures américaines et britanniques, le gouvernement a clairement fait part de son opinion : « Nous ne sommes pas d'accord. Les structures de commandement au sein de la coalition ont été étroitement intégrées. »²² En fait, les relations sur le théâtre des opérations étaient excellentes, et le NCC était en mesure de fournir chaque jour au CJO un retour d'informations exhaustif. Il est intéressant de noter que, lors de l'intervention au Kosovo, nous avons fait l'expérience d'un C2 américain très différent, où les instructions étaient transmises aux commandants en chef des forces américaines sur le terrain suivant une chaîne hiérarchique plus traditionnelle (ce qui ressemblait plus à la structure adoptée par le Royaume-Uni). Les différences en la matière tiennent tout autant aux personnes impliquées qu'à la mission et à son contexte ; il est donc probable que les personnalités des officiers impliqués joueront également un rôle significatif dans les relations avec le com-

mandement américain à l'avenir. Il nous est bien sûr impossible de prédire ni la nature des administrations qui dirigeront les États-Unis dans l'avenir, ni les caractéristiques qui pourraient en découler pour de futurs conflits (il en va de même d'ailleurs des habitudes de travail du gouvernement britannique : elles aussi dépendent des personnalités de ceux qui y siègent, dans une moindre mesure qu'aux États-Unis peut-être, mais plus que par le passé). Mais la structure de C2 dont nous disposons est robuste et, tout en étant clairement définie, elle s'est avérée suffisamment flexible pour s'adapter à de telles variations.

Le point de vue britannique, selon lequel la participation à une opération menée en coalition impliquait de partager la charge que représentait celle-ci en termes de troupes et d'équipements engagés, de partager la responsabilité des opérations, mais également de partager les risques concernant nos forces et l'issue des opérations, a constitué un principe central de l'entente développée entre les commandements britanniques et américains. Notre volonté de nous entraîner et de planifier les opérations ensemble, tout comme la confiance manifestée par les Américains en plaçant des officiers britanniques à des postes clés au sein de l'organisation américaine, ont aussi contribué à la fermeté de notre position lorsque, en tant que coalition (et il faut garder ici à l'esprit le point faible que cela implique), nous avons « franchi le Rubicon » ensemble. Il n'a pas fallu longtemps avant que cette attitude soit mise à l'épreuve, lorsqu'une batterie américaine de missiles Patriot a abattu un chasseur britannique Tornado GR4, provoquant la mort tragique de l'équipage. Bien que les causes fondamentales de l'accident n'aient été clairement établies que par la suite, tout le monde a su presque immédiatement que l'avion avait été abattu par un Patriot américain. Au quartier général national, au Qatar, comme au quartier général de l'élément aérien (*Air Component Headquarters* – ACHQ), en Arabie saoudite, les commandants en chef américains et britanniques ont bien pris conscience que cet incident représentait une mise à l'épreuve importante pour nos relations. Au sein des deux quartiers géné-

raux, les commandants américains ont pris contact avec leurs homologues britanniques pour présenter leurs excuses et leurs condoléances. Le lendemain matin de l'accident, le NCC a assuré au cours d'un entretien programmé antérieurement que, même après cette tragédie, les relations avec les Etats-Unis restaient aussi fortes qu'auparavant : « Une campagne militaire représente probablement le type d'alliance le plus intime qui puisse être mis en place. Vous avez là deux nations qui partagent les mêmes risques, les mêmes dangers et les mêmes récompenses. Il s'y développe un lien de confiance, parce que chacun est responsable de la vie de l'autre. »²³ Le même jour, au cours d'un entretien avec George Pascoe Watson du *Sun*, le général Franks a été interrogé sur son opinion quant à l'accident ; il a insisté sur le fait qu'il était erroné d'envisager que des incidents provoqués par des tirs alliés puissent jeter un froid entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni. « Je tiens à exprimer à ce sujet mon plus vif désaccord. Lorsque des tirs alliés provoquent des incidents entre forces d'une coalition, cela ne peut que rapprocher les alliés en question. »²⁴ Et il ne s'agissait pas seulement là de beaux discours : les commandants ont exprimé des opinions identiques en privé.

L'un des premiers obstacles auxquels nous avons dû faire face a été de synchroniser notre manière d'exploiter les informations au cours de cette campagne, et tout particulièrement pour tenir compte de la nature des « publics » auxquels nous nous adressions, et de leurs multiples facettes.²⁵ L'attitude de nos militaires sur le terrain vis-à-vis des médias a été l'un des points abordés. Dans la dernière ligne droite avant le lancement de l'opération, les états-majors de la coalition ont travaillé dur pour aligner nos stratégies respectives vis-à-vis des médias et définir le rythme quotidien des rapports (pour répondre aux publics importants, répartis à travers les fuseaux horaires du monde entier), mais les différences d'attitude de chaque nation ont été plus difficiles à coordonner. Le quartier général américain des forces aériennes (ACHQ) avait banni les journalistes d'Arabie saoudite, les journalistes qui couvraient la campagne aérienne ont donc

détourné leur attention de ce pays pour se répartir entre les bases et le centre de presse implantés au Koweït. Au niveau du contingent national, un centre d'information interarmées pour la presse (*Combined Press Information Centre*) avait été mis en place au Qatar (son « plateau » pour les conférences de presse, conçu par un directeur artistique de Hollywood, a été décrit comme « ressemblant vaguement à la passerelle de commandement de l'Enterprise », le vaisseau spatial de Star Trek²⁶). Le défi culturel que représentait la collaboration avec les différents médias, aux côtés de nos partenaires de la coalition, n'a pas tardé à devenir manifeste. Avant même que notre pays n'« intègre les rangs » au Qatar, le concept de « choc et effroi » (*shock and awe*) déjà énoncé avait ainsi mis en porte à faux l'importance accordée par le Royaume-Uni à la reconstruction future de l'Irak.²⁷ Bien que cette expression « choc et effroi » ait été délibérément évitée par nos collègues américains sur le terrain²⁸, la première conférence de presse du général Franks après le début du conflit évoquait dans son préambule initial une campagne « de choc », pour asséner « un choc décisif avec précision », et « mettant en action des forces aériennes de choc »²⁹ Mais cela représentait plus une différence de présentation d'ordre culturel qu'une différence de doctrine. Comme l'a exprimé Paul Adams, un correspondant de la BBC :

Grand et imposant, avec ses oreilles décollées, le Texan donnait l'impression d'être l'homme idéal pour infliger une dose de choc et d'effroi à l'Irak, tandis que son homologue britannique, plus petit, paraissait, derrière ses lunettes, incarner une attitude un peu plus nuancée. Pourtant, même s'il est tentant d'établir des distinctions entre les deux partenaires principaux de la coalition, les concepts de « choc et effroi » et d'« opérations basées sur les effets » (*Effects-Based Warfare*) reprennent dans le fond la même idée... « Il y a d'autres manières de semer le choc et l'effroi qu'en détruisant des choses », a d'ailleurs estimé Sir Burridge.³⁰

En tout cas, comme l'a souligné un article paru dans *Air Force Magazine*, « ce n'était pas le rôle du département de la défense [concernant « choc et effroi »] de rectifier les attentes

que d'autres avaient suscitées. En réalité, ne pas l'avoir fait peut avoir constitué une forme de désinformation passive. »³¹ Cette conférence de presse au Qatar a cependant été la première et la seule tenue par la coalition. Tandis que le général Franks et son porte-parole pour les médias, le général Vincent Brooks, s'adressaient aux médias, les commandants des contingents nationaux britannique, australien, danois et néerlandais se sont contentés de faire présence à la tribune. Aucun d'entre eux n'a eu l'occasion de prendre la parole au cours de la conférence qui a duré plus d'une heure, et l'impression qui en a résulté n'était pas celle que nous voulions donner. Cela ne reflétait pas non plus la réalité, puisque le NCC se retrouvait avec un simple rôle de « figurant » ; suite à cette conférence, il a été décidé qu'une gestion unilatérale des relations avec les médias représentait probablement la meilleure option. Une chose est sûre, les différences d'attitude de nos presses nationales respectives ont joué un grand rôle dans la manière dont chacun de nous envisageait les relations avec les médias : les militaires américains ont clairement été surpris par le traitement plutôt hostile que les médias britanniques³² nous ont réservé, alors que l'attitude patiente, voire parfois complaisante, dont la presse américaine faisait preuve face à un traitement des événements assez médiocre (comparé à ce que nous savions que les journalistes britanniques auraient exigé) par les militaires américains chargés des relations avec les médias, a suscité une certaine surprise dans nos rangs.³³ Bien qu'elle puisse paraître cruelle, la description que Paul Adams a faite de nos différences en la matière résume aussi la manière dont les membres de la presse ont perçu les réactions des militaires des deux nations alors qu'ils tentaient de faire face aux médias :

Les journalistes, qui attendaient désespérément des faits à communiquer, se bousculaient chaque fois qu'un porte-parole des forces armées américaines, poli et soigné, s'aventurait dans les couloirs bondés. Mais du fait des contraintes imposées par « la sécurité des opérations » ou, tout aussi souvent, d'une certaine réticence à parler pour éviter tout risque d'impair, nous en

sortions chaque fois déçu... Une petite équipe de conseillers en communication britannique s'escrimait pour combler ce vide... C'était un comportement responsable en la matière, mais les Américains n'ont pas su, ou pas voulu, imiter cette manière de faire.³⁴

Dans le domaine de l'information, il a aussi fallu envisager comment concilier nos objectifs militaires pour cette opération. L'objectif principal, parmi ceux officiellement définis par le gouvernement britannique pour la campagne militaire menée dans le cadre de cette opération, consistait à « retirer à l'Irak ses armes de destruction massive, ainsi que les programmes d'armement et les vecteurs associés. »³⁵ Pour les Etats-Unis, le premier objectif consistait à « mettre fin au régime de Saddam Hussein. »³⁶ Dans la liste des objectifs américains, le troisième et le quatrième évoquaient le terrorisme, alors que le Royaume-Uni n'y faisait allusion que dans le cadre des « objectifs politiques plus généraux en faveur de la campagne militaire ». ³⁷ L'élément clé pour concilier ces deux perspectives sous l'étendard d'une même coalition était bien évidemment l'unité de notre position concernant le régime de Saddam Hussein. Comme l'a formulé le gouvernement britannique, « si l'Irak ne se conforme pas aux obligations de désarmement qui lui incombent conformément [aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU], c'est à cause du régime irakien actuel... Il est donc nécessaire que le régime irakien actuel soit destitué. »³⁸ Nos points de vue respectifs concordaient totalement sur ce point, mais il fallait malgré tout que les commandants nationaux britannique et américain agissent avec prudence pour s'assurer que tout le monde en soit pleinement conscient.

Un problème qui s'est posé très tôt (au cours de la phase de pré-campagne), et dont nous avons au final dû « tirer une leçon » pour les opérations en coalition, a été l'obtention de bases pour nos moyens militaires. Le Royaume-Uni et les Etats-Unis avaient convenu que les négociations auprès de nations hôtes (NH), pour qu'elles apportent leur soutien aux moyens de la coalition, seraient menées par les Etats-Unis. Dans les phases préliminaires de la planification, cela

paraissait constituer une approche pragmatique, mais à mesure que le temps passait et que les opinions se durcissaient au sein des NH, il est devenu évident que, du point de vue de ces états tout du moins, la demande de soutien en tant que nation hôte présentée par chaque pays devait être étudiée séparément, quelque soit la manière dont la requête avait été présentée. A posteriori, cela peut sembler une stratégie évidente de la part des NH, mais à l'époque, la démarche qui paraissait la plus appropriée était de les approcher en tant que coalition unifiée. Il s'avère que cela n'a probablement rendu service ni aux Etats-Unis, ni au Royaume-Uni. Au pied levé, alors que nous subissions le revers de ce projet de coalition, l'assistance et la flexibilité des Etats-Unis ont permis le déploiement de nos forces, en conciliant nos changements de plans (motivés par ce problème avec les NH) en matière de bases aériennes et terrestres avec leur propre plan.

La question des règles d'engagement et du niveau de délégation d'autorité aux commandants sur le terrain, pour chaque nation, a représenté un autre défi auquel nous avons accordé beaucoup de réflexion et de concentration avant le début de la campagne. Au Kosovo, le général Wesley Clark avait exprimé sa frustration face à la lourdeur des processus d'approbation au sein de la coalition.³⁹ Aussi bien le NCC que le commandant du contingent aérien ont reconnu à l'issue de l'opération *Iraqi Freedom* que les délégations finalement accordées au cours de cette opération avaient été caractérisées par une flexibilité considérablement accrue, et que la cohérence en termes de délégation au sein de la coalition avait été cruciale pour la crédibilité des forces britanniques dans cette campagne au rythme soutenu, marquée notamment par un effort aérien si intense que jusqu'à 1 700 sorties par jour étaient organisées.⁴⁰ Il y a bien sûr eu des occasions où le point de vue britannique sur la manière dont « l'effet » produit par une opération risquait d'être interprété n'était pas le même que celui des Américains. Dans le cas de l'opération *Iraqi Freedom*, le Royaume-Uni était conscient que l'acceptabilité d'une manière d'agir donnée au sein de

chaque nation était source de désaccords potentiels, et le recours aux cartons rouges n'a donc pas été l'option privilégiée ; au niveau du NCHQ, les divergences d'opinion étaient régulièrement résolues par la voie du dialogue et de la discussion. En fait, le Royaume-Uni a été en mesure de proposer ses conseils, même lorsque les forces britanniques n'étaient pas directement impliquées, et les Etats-Unis ont accepté cette offre avec plaisir. Comme l'a expliqué le général de corps aérien Burridge devant le HCDC : « Ce qui, à mon avis, constitue un aspect intéressant, et je crois que c'est en ce point que notre contribution a eu une valeur considérable, c'est que nous pouvions dire : oui, d'accord, c'est une cible américaine, à partir d'une plate-forme américaine. les Britanniques ne sont nullement impliqués... Mais laissez-moi juste vous présenter comment les choses pourraient être perçues à Paris, à Berlin, ou je ne sais où. »⁴¹

Le partage des informations et l'interopérabilité des systèmes informatiques ont fait partie des principaux défis auxquels la coalition a dû faire face. Heureusement, l'ampleur limitée de la coalition qui a participé à l'opération *Iraqi Freedom* a rendu le partage des informations et des renseignements plus facile qu'il n'aurait été dans une coalition plus large. Néanmoins, partager les informations est un élément fondamental de la relation de confiance nécessaire au sein d'une coalition ; au cours de l'opération *Iraqi Freedom*, la difficulté à traduire la confiance développée aux plus hauts niveaux de la hiérarchie par un partage judicieux de l'information aux échelons inférieurs a engendré une certaine frustration. Le problème ne résidait pas en tant que tel dans le caractère sensible des informations, mais plutôt dans le fait que chaque individu de la chaîne se sentait obligé de vérifier si une information pouvait ou non être divulguée avant de répondre à la moindre requête. Le système s'avérait par conséquent lent et lourd, au lieu d'être rapide et réactif. Les systèmes informatiques (SI) ont eux aussi posé problème : les Etats-Unis ont utilisé leur système SIPRNET (*Secret Internet Protocol Router Network*), un réseau de routage IP secret, infiniment plus évolué et que les

Britanniques ne pouvaient pas consulter sans supervision américaine, tandis que le Royaume-Uni exploitait une myriade de SI différents tout en disposant d'un accès au CENTRIX, un SI américain auquel les forces australiennes et britanniques avaient accès et sur lequel pouvaient être transférées les informations du SIPRNET dont la divulgation aux Britanniques et aux Australiens était autorisée. Cependant, ce processus était manuel et non automatique, ce qui impliquait que nos homologues américains trouvent le temps (dans un contexte d'opérations au rythme soutenu) de sélectionner les informations et d'effectuer le transfert. Une fois de plus, ces difficultés ont en général été surmontées grâce à des entretiens en face-à-face et au développement de bonnes relations de travail, mais elles ont quand même entraîné certaines pertes d'efficacité.

Quelle expérience pouvons-nous donc tirer de la phase trois, 22 mois après son lancement ? En dépit des événements qui se poursuivent en Irak, nous avons certaines leçons importantes à tirer de l'opération *Iraqi Freedom*, aussi bien du côté du Royaume-Uni que de celui des États-Unis, et il nous faut également reconnaître que l'interopérabilité de nos forces sur le terrain (qu'il s'agisse de la manière donc nous envisageons le combat ou de la manière dont nous combattons techniquement) doit être maintenue, si nous ne voulons pas en pâtir la prochaine fois. Il n'est en effet nullement garanti, s'il y a une prochaine fois, que nous aurons autant de temps pour planifier l'opération (même si la volonté politique de nous laisser participer à la planification, aussi incertaines soient les intentions quant à la suite des événements, peut nous faire bénéficier d'une influence cruciale au tout premier stade)⁴², et il est en revanche pratiquement certain que, dans la dernière ligne droite avant une opération d'envergure, nous ne viendrons pas de passer 12 années côte à côte sur le terrain. En fait, admettre que la situation ne sera pas la même la prochaine fois constitue en soi une leçon essentielle.

L'important, c'est que nous devons offrir des capacités qui soient utiles, nous permettant d'exercer de l'influence, et puissent com-

bler les lacunes ou compléter les capacités américaines. La reconnaissance tactique et les missiles de croisière Stormshadow constituent de bons exemples de capacités dans le domaine aérien que seul le Royaume-Uni est en mesure d'offrir, tandis que les avions ravitailleurs et les sentinelles E-3 représentent des exemples de moyens que nous avons pu apporter alors qu'ils étaient en nombres insuffisants. Si le Royaume-Uni est capable d'accomplir des tâches précieuses dont les États-Unis ont besoin (et que d'autres alliées peuvent ne pas être en mesure de remplir), notre influence se fera sentir : « L'importance de la contribution militaire que le Royaume-Uni est capable d'apporter... nous assure d'obtenir une place réelle dans les processus décisionnels au niveau politique et militaire. »⁴³ Le fait de participer aux activités controversées et dangereuses, et non pas seulement à celles qui constituent des « niches » ou qui font défaut, représente une autre manière essentielle pour que notre contribution militaire puisse démontrer notre engagement, et déterminer l'estime dans laquelle nous sommes tenus (ainsi que l'influence que nous pouvons être amenés à exercer).

Il nous faut aussi reconnaître l'importance que les délégations d'autorité judiciaires ont eue dans la confiance accordée par les États-Unis au Royaume-Uni. Ces délégations nous ont permis de prendre part à des décisions de haute importance en matière de définition de cibles, pour lesquelles le facteur temps était critique, et elles ont garanti notre implication totale dans la prise de décision. La conciliation des objectifs politiques, autre domaine de coopération au sein d'une coalition, s'avère être un point tout aussi crucial, bien qu'extrêmement sensible ; il nous faudra toujours être conscients qu'il est indispensable de bien comprendre les objectifs politiques des membres de la coalition (s'ils sont différents ou s'ils reflètent des priorités différentes), de les entremêler et de les concrétiser. Ces questions politiques au sein d'une coalition, aussi sensibles et difficiles soient-elles pour les planificateurs, s'avèrent cruciales pour qu'une opération en coalition puisse être menée avec succès.

Le défi le plus urgent pour le Royaume-Uni et les États-Unis consiste à assurer le remplacement des liens opérationnels qui existent à l'heure actuelle (particulièrement entre nos forces navales et aériennes) suite aux 12 années de travail en coalition qui ont précédé l'opération *Iraqi Freedom*. Il nous faut rester les uns aux côtés des autres en participant à des entraînements et des exercices communs, en développant des doctrines de combat conjointement et en effectuant des manœuvres militaires en coalition. Du point de vue de la RAF et de l'USAF, c'est là une priorité reconnue depuis que la phase trois de l'opération *Iraqi Freedom* s'est achevée. Les deux forces ont mis sur pied une initiative d'accord conçue comme un forum pour faire progresser les travaux sur les questions d'interopérabilité, sous la houlette du chef d'état-major de l'armée de l'air de la RAF et du chef d'état-major de l'USAF, afin de s'assurer que nous travaillerons et que nous nous entraînerons ensemble pour préparer l'avenir. Ce projet comporte des aspects pratiques, visant à développer nos programmes d'échanges au fil du temps et à maximiser les occasions d'effectuer des exercices conjointement, mais aussi des aspects techniques, et dans ce domaine l'acquisition et le développement d'équipements occupent une place centrale. Comme l'a exposé brièvement le CDS :

Bien que la modernisation des forces offre de réelles opportunités en matière d'interopérabilité, il existe un risque tout aussi important que cette même modernisation vienne saper l'unité des efforts au sein d'une coalition. L'écart technologique entre des contingents munis d'équipements analogiques et numériques aura de graves conséquences pour le principal avantage du recours au numérique, à savoir la capacité d'une force à faire du rythme des opérations un élément majeur de sa puissance de combat, ce qui en situation de combat pourrait rendre les deux éléments incompatibles d'un point de vue opérationnel.⁴⁴

Au sein de l'USAF, le fait que tout équipement soit « prêt à l'emploi » (*plug and play*) devient (de façon assez compréhensible) une règle d'or. Les commandants ne voient aucun intérêt à de nouveaux équipements incapables de

s'intégrer dans le champ de bataille et, surtout, incapables de communiquer avec les autres éléments de l'équipement sans intervention humaine. Comme l'a affirmé le général de corps aérien Ronald E. Keys⁴⁵ :

Ce qui se trouve à l'intérieur de votre bidule ou de votre gadget peut être dans un format propriétaire, mais ce qui en sort par la petite prise, en façade ou au dos de l'appareil, doit parler le même langage que les aviateurs, et fonctionner avec le reste de mon équipement ou de mes systèmes sans avoir besoin qu'un autre dispositif assure la traduction ou l'intégration. Pour l'USAF du XXI^e siècle, c'est là une règle absolue, et si vous n'êtes pas en mesure de la respecter... nous ne sommes pas acheteurs.⁴⁶

La RAF doit accroître sa présence aux côtés de l'USAF lors du développement des politiques et des priorités en matière d'interopérabilité. L'initiative USAF/RAF a également reconnu que les aspects culturels et intellectuels impliqués dans le fait de combattre ensemble sont un élément fondamental pour progresser. Tout comme l'interaction aux niveaux supérieurs (lors des réunions, conférences, manœuvres militaires, etc.), il est important de développer des liens plus étroits aux autres échelons de la chaîne de commandement. Plusieurs initiatives actuellement en phase de développement visent, tous grades confondus, à développer notre compréhension des habitudes culturelles de l'autre dans l'exercice de notre métier, ainsi qu'à développer une nouvelle génération d'aviateurs pour lesquels leurs homologues américains seront des partenaires naturels et habituels.⁴⁷ Cette approche devrait accompagner notre engagement dans la politique d'incorporation d'officiers d'état-major britannique au sein des états-majors de commandement américains pour de futures opérations, une mesure absolument capitale pour le succès des nouvelles coopérations à venir.

A l'issue de la phase trois de l'opération *Iraqi Freedom*, nous pouvons dire, en tant que militaires américains et britanniques, que nous avons su travailler avec succès en tant que coalition et faire face en chemin aux difficultés pratiques. Nous pouvons également dire que ces dernières ont pour la plupart été



Tornado armé de missiles de croisière Stormshadow

surmontées, grâce tout à la fois aux hasards du calendrier (avec une période de planification prolongée), à de solides relations personnelles (particulièrement aux niveaux supérieurs), à un sentiment de dépendance mutuelle et de partage d'un fardeau commun (dans la mesure où le Royaume-Uni a fourni des capacités qui se sont avérées particulièrement précieuses pour l'effort de la coalition, et où il était admis d'un côté comme de l'autre que nous nous engageons dans cette aventure en tant que coalition « pour le meilleur et pour le pire »), ainsi qu'à une profonde motivation pour trouver un terrain d'entente et des solutions à chacun des problèmes qui menaçaient l'intégrité de la coalition. Mais surtout, la confiance s'est installée à tous les niveaux. Pour l'avenir, ce sont la coopération et les contacts mutuels qui nous offrent les meilleures chances de rester en phase, aussi bien en termes de façon de penser, de doctrine et de culture, qu'en termes d'équipement, de concepts d'opérations et d'interopérabilité.

Cela nous permettra de comprendre ce que nous sommes en mesure de nous apporter mutuellement, comment aller ensemble de l'avant le mieux possible, et les points sur lesquels nous devons concentrer nos efforts pour conserver cet élan. Mais surtout, il est essentiel de nouer des relations professionnelles solides et étroites, comme cela a été le cas pendant l'opération *Iraqi Freedom*. Comme l'a conclu le ministère de la défense dans son rapport *premières réflexions* :

Agir en coalition comporte des avantages politiques, diplomatiques et militaires, avec notamment un regroupement des capacités, des options de combat flexibles, et un partage des renseignements et des risques... Aux niveaux opérationnel et tactique, la planification et la conduite de cette opération ont été facilités par les étroites relations professionnelles développées entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis.⁴⁸

Nous devons veiller à ce que cette situation soit préservée : les futures opérations en coalition en dépendront. □

Notes

1. E. MacAskill, R. Norton-Taylor et J. Borger, "US May Go It Alone As Blair Is Caught in Diplomatic Deadlock" (Les Etats-Unis pourraient être contraints de faire cavalier seul alors que Blair se retrouve dans une impasse diplomatique), *The Guardian*, 12 mars 2003.

2. "US Willing to Go It Alone" (Les Etats-Unis envisagent de faire cavalier seul), 12 mars 2003, <http://aljazeeraah.info/News%20archives/2003%20News%20archives/March%202003%20News/12%20news/US%20is%20willing%20to%20go%20it%20alone%20aljazeeraah.info.htm>.

3. Anthony H. Cordesman, *The Iraq War: Strategy, Tactics, and Military Lessons* (La guerre en Irak : stratégie, tactique et leçons militaires), Westport, Connecticut : Praeger, publié en coopération avec le Center for Strategic and International Studies (Centre des études stratégiques et internationales), 2003, pp. 487-91.

4. Williamson Murray et Robert H. Scales Jr., *The Iraq War: A Military History* (La Guerre en Irak : une histoire militaire), Cambridge, Massachussets: Belknap Press of Harvard University Press, 2003, p. 132.

5. General Franks : « Je voudrais en toute honnêteté remercier le peuple de Grande-Bretagne pour avoir engagé la magnifique armée britannique au sein de cette coalition. C'est une force puissante, efficace, et je suis heureux de partir en guerre aux côtés des Britanniques. » Cité par George Pascoe Watson, "I'm Proud to March with Brits Says General Tommy Franks" (Je suis fier de partir en guerre avec les Britanniques, affirme le général Tommy Franks), *The Sun*, 24 mars 2003. Il a également fait part d'opinions similaires au cours de conversations auxquelles l'auteur a personnellement assisté.

6. "The Military Challenges in Coalition Operations" (Les défis militaires des opérations de la coalition), allocution du chef d'état-major de la défense sur le Salon international des systèmes et équipements de défense (*Defence System and Equipment International* - DSEI), 11 septembre 2003, <http://www.deso.mod.uk/archive> (page consultée le 29 mai 2004).

7. Le président Bush a confirmé le 19 mars 2003 que plus de 35 pays soutenaient la coalition. "President Bush Addresses the Nation" (Le président Bush s'adresse à la nation), <http://www.white.house.gov/news/releases/2003/03/20030319-17.html>.

8. Robert S. Dudman, "The Three Week War" (La guerre des trois semaines), *Air Force Magazine*, mars 2004, p. 2.

9. Sir Brian Burridge, général de corps aérien : « Je devrais commencer chacune de mes remarques par "ce qu'on voit dépend de l'endroit où l'on se trouve". » Témoignage oral devant le *House of Commons Defence Select Committee* - HCDC (Comité restreint à la défense de la chambre des communes), 11 juin 2003, question 225.

10. *Delivering Security in a Changing World: Defence White Paper* (Assurer la sécurité dans un monde changeant :

livre blanc de la défense), Royaume-Uni : ministère de la défense, décembre 2003, par. 3.5.

11. Il est à présent général d'armée aérienne, commandant en chef du commandement opérationnel de la RAF.

12. Général de corps aérien Burridge : « [Les officiers d'état-major britanniques incorporés dans les forces américaines] étaient membres de l'état-major du général Franks : au lieu d'affecter un officier américain à une fonction donnée, celle-ci était donc confiée à un officier britannique. Cela a permis d'établir des liens et des connexions entre nos quartiers généraux respectifs » Témoignage oral devant le HCDC, 11 juin 2003, question 217.

13. « Nous avons pu collaborer étroitement avec les Etats-Unis et influencer cette campagne depuis sa planification initiale jusqu'à sa mise à exécution, grâce à des contacts politiques au plus haut niveau... ainsi qu'à la présence d'un nombre important d'officiers britanniques incorporés dans les quartiers généraux américains clés. » *Operations in Iraq: First Reflections* (Opérations en Irak : premières réflexions), Royaume-Uni : ministère de la défense, juillet 2003, par. 6.2.

14. *Ibid.*, 19.

15. « Trop nombreux pour en faire la liste ! », comme l'a fait remarquer le général T. M. Moseley dans un discours devant la RAF sur le salon Air Power, le 11 mai 2004.

16. Général de corps aérien Burridge : « J'étais sous les ordres [du CJO] et j'assurais le contrôle opérationnel, on m'attribuait donc des tâches et des forces, et il me fallait simplement les faire correspondre aux plans américains. Le commandement tactique, en d'autres termes la mise à exécution des tâches spécifiques, était détenu par les officiers britanniques 2* commandant le contingent de chacun des éléments aérien, terrestre et naval. Ils confiaient le contrôle tactique à leur homologue, toujours un officier américain 3*, qui assurait en fait la responsabilité de cette partie du plan. » Témoignage oral devant le HCDC, 11 juin 2003, question 220.

17. N. Tweedie et M. Smith, "There's No Hiding Place, Say Allied Military Chiefs" (Ils n'ont nulle part où se cacher, disent les chefs militaires de la coalition), *The Daily Telegraph*, 15 mars 2003.

18. *Ibid.*

19. Discours du général Moseley.

20. George Bruce, *Lessons of Iraq: Third Report of Session 2003-04* (Leçons d'Irak : troisième rapport pour la session 2003-2004), Royaume-Uni : Parlement, *House of Commons Defence Select Committee* (Comité restreint à la défense de la chambre des communes), 16 mars 2004, par. 84.

21. *Ibid.*

22. *First Special Report: Lessons of Iraq: Government Response to the Committee's Third Report of Session 2003-04* (Premier rapport spécial : leçons d'Irak : réponse du gouvernement au troisième rapport du comité pour la session 2003-2004), Royaume-Uni : Parlement, *House of Commons Defence Select Committee* (Comité restreint à la défense de la chambre des communes), 26 mai 2004, par. 25.

23. Propos au cours d'entretiens télévisés avec le NCC auxquels l'auteur a personnellement assisté, prononcés le 23 mars 2004, et largement cités par la suite.

24. G. P. Watson, "I'm Proud to March with Brits" (Je suis fier de partir en guerre avec les Britanniques), op. cit.

25. Notre action était suivie non seulement au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, mais aussi par l'ensemble du monde arabe, les autres nations, le peuple irakien, et bien sûr le régime irakien.

26. "Iraq War: Franks Enters the Fray of 'Hollywood' Briefing Room" (Guerre en Irak : le général Franks à son poste de combat dans une salle de briefing « façon Hollywood »), *Birmingham Post*, 24 mars 2003.

27. Harlan K. Ullman, le principal inventeur du concept « *shock and awe* » (choc et effroi), a estimé que « l'expression [choc et effroi], telle qu'elle est à présent utilisée par le Pentagone, ne nous a guère rendu service ; elle a donné naissance à une optique de fin du monde, l'idée qu'il fallait terroriser tout le monde. En fait, ce n'est pas l'approche voulue. Les Britanniques ont une bien meilleure expression pour cela : les « opérations basées sur les effets » (*Effects-Based Operations* – EBO). » Cité par John T. Correll, "What Happened to Shock and Awe?" (Qu'est-il arrivé au concept "choc et effroi" ?), *Air Force Magazine*, novembre 2003, p. 55.

28. « Le Département [américain] de la défense n'a ni officiellement ni explicitement approuvé la doctrine de « choc et effroi », mais des allusions à celle-ci étaient perceptibles dans les déclarations d'officiers aux plus hauts échelons de commandement. » Ibid., p. 52.

29. "Briefing with CENTCOM Commander General Tommy Franks" (Briefing avec le général Tommy Franks, commandant du CENTCOM), 22 mars 2003, http://www.centcom.mil/CENTCOMNews/news_release.asp?NewsRelease=20030344.txt.

30. Paul Adams, "Shock and Awe: An Inevitable Victory" (Choc et effroi : une victoire inéluctable) in *The Battle for Iraq: BBC News Correspondents on the War against Saddam and a New World Agenda* (La bataille de l'Irak : la guerre contre Saddam Hussein vue par les correspondants de la BBC), sous la direction de S. Potter, Londres: BBC Worldwide Limited, 2003, pp. 106-8.

31. J. T. Correll, "What Happened?" (Qu'est-il arrivé ?), op. cit., p. 57.

32. Au cours d'une conférence de presse du CENTCOM, après une nouvelle question agressive d'un journaliste de la BBC, le général Franks a répliqué : « Dites-donc, vous

êtes venus en force, à la BBC. » (en présence de l'auteur, le 23 mars 2003).

33. P. Adams, "Shock and Awe" (Choc et effroi), op. cit., pp. 106-8.

34. Ibid., p. 110.

35. "Iraq: The Military Campaign Objectives" (Irak : les objectifs de la campagne militaire), 17 mars 2003, <http://www.number-10.gov.uk> (page consultée le 30 mai 2004).

36. "Briefing with CENTCOM Commander General Tommy Franks" (Briefing avec le général Tommy Franks, commandant du CENTCOM), op. cit.

37. "Iraq: The Military Campaign Objectives" (Irak : les objectifs de la campagne militaire), op. cit.

38. Ibid.

39. « Une rapide évaluation des interactions entre les sphères politique et militaire au cours de l'opération des forces de la coalition montre qu'il existe un décalage entre les capacités de rapidité opérationnelle accrues par les progrès technologiques, dont l'OTAN dispose et dont elle s'est servi, et la lenteur des mécanismes tortueux de la prise de décision politique au sein du Conseil de l'Atlantique Nord... C'est pourquoi le général Clark n'a pas été en mesure de déployer ses capacités les plus évoluées, ce qui lui aurait permis d'obtenir un plus haut degré de rapidité opérationnelle. » T. D. Young, "The Revolution in Military Affairs and Coalition Operations: Problem Areas and Solutions" (La révolution dans les affaires militaires et les opérations de la coalition : aspects problématiques et solutions), *Defense and Security Analysis* 19, no. 2 (2003): pp. 111-30.

40. Général de corps aérien Glenn Torpy, commandant le contingent des forces aériennes britanniques : « Ce qui a été différent, c'est le degré de décision plus important qui nous était délégué à cette occasion, car nous savions que le rythme des opérations nécessiterait des prises de décisions rapides, et qu'il me serait alors impossible de passer par tout le processus hiérarchique habituel, en remontant jusqu'au PJHQ et au MOD, comme nous le faisons lorsque nous avons le loisir de prendre notre temps, pour nos opérations dans la zone de non-survol au sud du pays. » Témoignage oral devant le HCDC, 5 novembre 2003, question 1256.

41. Général de corps aérien Burridge, témoignage oral devant le HCDC, 11 juin 2003, question 251.

42. « Si elle se présente tôt, une nation peut influencer les plans, comme nous l'avons fait auprès du CENTCOM, même si elle ne prend pas d'engagements concernant l'action militaire. Si elle arrive trop tard, le plan est déjà bétonné. » Général de corps aérien Burridge, allocution prononcée sur le salon DSEI, 11 septembre 2003, <http://www.deso.mod.uk/archive> (page consultée le 29 mai 2004).

43. *Delivering Security in a Changing World* (Assurer la sécurité dans un monde changeant), op. cit., p. 8.

44. "Military Challenges in Coalition Operations" (Les défis militaires des opérations de la coalition), op. cit.

45. Précédemment chef d'état-major adjoint en charge des opérations aériennes et spatiales, le général Keys de l'armée de l'air des Etats-Unis a été retenu pour une nouvelle affectation à la tête du commandement de la force aérienne de combats.

46. Général de corps aérien Ronald E. Keys, citation, 23 juin 2004.

47. Des visites culturelles, de mini-circuits d'échange et une restructuration du programme d'échanges figurent parmi les projets élaborés dans le cadre des accords entre l'armée de l'air des Etats-Unis et la Royal Air Force.

48. *Operations in Iraq: First Reflections* (Opérations en Irak : premières considérations), op. cit., par. 7.

Liste des abréviations et des acronymes

ACHQ	<i>Air Component Headquarters</i> (quartier général de l'élément aérien)
CDS	<i>Chief of the Defence Staff</i> (chef d'état-major de la défense britannique)
CENTCOM	<i>Central Command</i> (centre de commandement avancé du commandement central américain)
CJO	<i>Chief of Joint Operations</i> (Chef des opérations interarmées)
EUCOM	<i>US European Command</i> (commandement européen des forces américaines)
HCDC	<i>House of Commons Defence Select Committee</i> (Comité restreint à la défense de la chambre des communes)
NCC	<i>National Contingent Commander</i> (commandant du contingent national britannique)
NCHQ	<i>UK National Contingent Headquarters</i> (quartier général du contingent national britannique)
PJHQ	<i>Permanent Joint Headquarters</i> (quartier général interarmées permanent)
RAF	<i>Royal Air Force</i> (l'armée de l'air britannique)
USAF	<i>United States Air Force</i> (l'armée de l'air des Etats-Unis)

Il n'y a que deux puissances au monde, le sabre et l'esprit : à la longue, le sabre est toujours vaincu par l'esprit.

Napoléon Bonaparte

*Je professe la religion de l'amour
Et quelque direction que prenne ma monture
L'amour est ma religion et ma foi.*

Emir Abdel Kader

L'une des plus grandes sagesses de l'art militaire, c'est de ne pas pousser son ennemi au désespoir.

Michel de Montaigne

Gagner la guerre, ce fut très difficile, mais gagner la paix, ce sera encore plus difficile.

Georges Clémenceau



Une rubrique qui comporte de courts articles qui traitent succinctement des questions importantes, passibles de poursuites. En peu de pages, ces articles énoncent l'origine d'un problème, discutent les considérations appropriées et décrivent les solutions potentielles. Ils sont souvent lus par les états-majors de commandement, les hauts fonctionnaires américains et par la communauté nationale en charge de la sécurité des Etats-Unis pour leurs synthèses des problèmes complexes et aident les décideurs à sélectionner des politiques de rechange et à prendre des décisions appropriées.

La nature de l'appui aérien rapproché dans un conflit de faible intensité

PAR LE LIEUTENANT COLONEL PHIL M. HAUN, USAF

Depuis la cessation des hostilités conventionnelles en Afghanistan en automne 2002, et en Irak au printemps 2003, l'armée de l'air des Etats-Unis a fourni un appui aérien rapproché (*Close Air Support – CAS*) dans les conflits de faible intensité (*Low Intensity Conflict – LIC*). Comme en témoigne la bataille de Fallujah, les forces américaines ont relevé le défi de contrôler de tentaculaires zones urbaines en Irak. En revanche, en Afghanistan, nos forces ont mené des opérations contre les Talibans et al-Qaeda dans de petits villages dispersés un peu partout sur le terrain montagneux et escarpé du centre et de l'est du pays. Malgré de significatives différences entre les opérations, la nature des appuis aériens rapprochés dans les conflits de faible intensité reste cohérente : des opérations aériennes menées dans un environnement comportant peu de risques, contre un ennemi évusif. Les équipages formés aux opérations de CAS, avec une attention toute particulière portée au largage des bombes sur des forces armées motorisées, ont été déçus par les LIC à cause du manque de cibles « valides » (ils avaient l'impression, dans la plupart des mis-

sions, de simplement « faire des trous » dans le ciel). A cet égard, la doctrine interarmées ne s'est pas montrée très utile pour former les aviateurs. La Publication interarmées (*Joint Publication – JP*) 3-09.3, tactiques, techniques, et procédures interarmées pour l'appui aérien rapproché, se focalise sur les méthodes de coordination et d'intégration des tirs en faisant peu mention des autres moyens dont dispose la force aérienne pour aider les forces au sol. Les tâches supplémentaires telles que la recherche visuelle, l'escorte de convoi au sol et l'amélioration du commandement et du contrôle (C2) ont toutes montré d'innombrables avantages pour les commandants au sol.

Cet article met en avant les différences entre les opérations conventionnelles et les opérations en condition de LIC et souligne le rôle des CAS dans les LIC ; rôle qui ne consiste pas uniquement à fournir une force de frappe. Il considère ensuite la façon dont la formation et doctrine interarmées actuelles insistent sur les opérations conventionnelles sans traiter de manière adéquate les CAS dans les LIC. Enfin, il donne des suggestions concrètes afin d'améliorer à la fois la doctrine et la formation, en

vue de mieux préparer les aviateurs aux exigences propres à ce genre d'opérations.

Les opérations conventionnelles par opposition aux opérations spécifiques menées dans les conflits de faible intensité

Les opérations conventionnelles et les opérations menées dans les conflits de faible intensité diffèrent de façon significative selon la nature de l'ennemi, les objectifs militaires spécifiés, et les méthodes utilisées pour mener les opérations militaires. Dans une guerre conventionnelle, l'ennemi est un état protégé par une force armée motorisée. L'état ennemi a une population et occupe un territoire. En revanche, un LIC implique des anciens combattants, tels que les Talibans en Afghanistan ou des insurgés recrutés parmi la population locale ou les pays voisins, comme c'est le cas en Irak.

Dans une guerre conventionnelle, les objectifs stratégiques se concentrent sur la coercition de l'état ennemi. Les opérations militaires consistent essentiellement (mais pas uniquement) à cibler les forces conventionnelles ennemies. Le ciblage inclut les centres C2, les défenses aériennes ennemies, et les forces armées, tous et toutes susceptibles d'être identifié(e)s avec des moyens aériens et spatiaux et d'être engagé(e)s par la puissance aérienne. Dans les LIC, les objectifs se transforment, ils consistent à sécuriser et à stabiliser une région déjà occupée. Les objectifs militaires quant à eux se focalisent plus sur les opérations de maintien de la paix et sur la réduction de l'influence des insurgés sur la population. Le ciblage des insurgés cachés au sein de la population est une tâche complexe puisqu'ils apparaissent souvent, sans uniforme, en petits groupes de combattants guérilleros. Nos forces ont besoin de renseignements humains précis afin de localiser et d'identifier les cibles, ainsi que d'un véritable contrôle des frappes aériennes grâce à des escouades tactiques chargées du contrôle aérien en vue d'éviter les fratricides et les dommages collatéraux. Même si dans la guerre conventionnelle le nombre de cibles

engagées avec succès est un moyen utilisé pour mesurer, de façon approximative, la réussite dans les LIC ces attaques indiquent une détérioration de la sécurité et de la stabilité.

Tout comme la nature de l'ennemi et des objectifs militaires varient, les opérations militaires menées dans un conflit conventionnel diffèrent de manière significative par rapport à celles menées dans un conflit de faible intensité. Dans une guerre conventionnelle, le ciblage inclut le commandement et contrôle (C2) de l'état, les quartiers généraux militaires, et les forces armées, tous sujets à identification, ciblage, attaque et évaluation. Nos forces ont la possibilité d'utiliser à la fois la force aérienne, terrestre et maritime pour lutter contre l'ennemi. La force aérienne peut avoir besoin de remplir de nombreuses missions de supériorités aériennes, de suppressions des défenses aériennes ennemies, d'attaques stratégiques, de prohibitions, ainsi que des missions de CAS conventionnelles. A l'opposé, dans les LIC il n'y a pas d'ennemi aérien à engager, ni de défense aérienne ennemie à attaquer, ni d'état-major sur lequel mener des frappes chirurgicales et pas non plus de forces armées à prohiber. La puissance aérienne a toujours un rôle critique à jouer, mais elle agit typiquement en soutien des forces terrestres qui occupent le terrain. Ces missions incluent les ponts aériens tactiques, les renseignements, la surveillance et la reconnaissance ; ainsi que le CAS dans les LIC.

L'appui aérien rapproché dans les conflits de faible intensité

Dans les LIC, la sécurité et la stabilité de la population sont de la plus haute importance. De ce fait, les frappes aériennes sont restreintes de manière significative afin de limiter les dommages collatéraux, un facteur qui peut aliéner la population et augmenter sa sympathie pour les insurgés et qui peut également affaiblir le soutien politique intérieur et international. Au lieu de larguer des bombes, les équipages affectés à l'appui aérien rapproché se retrouvent chargés de missions telles que l'escorte de convois terrestres, la reconnais-

sance visuelle et l'alerte décollage. Les sorties impliquant l'utilisation d'armes ne représentent pas plus de 4 pourcent du nombre total des missions en vol¹. Le besoin rarissime de recourir à des effets cinétiques ne change cependant rien à l'importance de la présence d'avions armés. La puissance de feu aérienne se révèle être plus décisive en cas de situation d'urgence où des troupes alliées sont attaquées. L'utilisation appropriée des armes protège non seulement des vies alliées mais évite également les fratricides et les dommages collatéraux, qui dans les deux cas peuvent avoir de fâcheuses conséquences au niveau stratégique.

Dans les conflits de faible intensité, le fait d'avoir des moyens fiables pour effectuer des appuis aériens rapprochés permet aux forces au sol de mener leurs opérations avec une puissance de feu indigène réduite puisqu'elles peuvent compter sur la puissance aérienne pour fournir les tirs qui étaient auparavant fournis par l'artillerie. Cela permet également aux commandants au sol de déployer un nombre plus important de forces terrestres avec une force de réserve réduite². Les moyens aériens de CAS dissuadent les attaques ennemies au sol – un convoi au sol couvert par des moyens aériens visibles a beaucoup moins de risques d'être attaqué qu'un convoi au sol qui n'est pas couvert³. En Afghanistan cela a conduit à une augmentation significative des demandes d'escortes de convois au sol. Certains commandants ont même refusé de quitter des lieux sûrs avant l'arrivée de la force aérienne⁴.

Même lorsque les forces au sol ne demandent pas la présence d'une puissance de feu, les moyens de CAS peuvent leur fournir un soutien important. Les aviateurs peuvent effectuer une reconnaissance de la route pour les convois, rechercher des zones d'activités ennemies et mener des recherches de véhicules alliés ayant disparus. Ils peuvent en plus servir de relais visuel entre les centres d'opérations tactiques de l'armée de terre et leurs forces déployées au sol dans le cas où d'importantes actualisations sont nécessaires.

L'appui aérien rapproché - Doctrine

Le CAS est un élément essentiel des opérations actuelles menées dans les LIC. Cependant, le CAS s'adresse aux opérations conventionnelles (comme c'est écrit dans la doctrine interarmées) tout en négligeant les enjeux significatifs rencontrés dans les LIC. Selon la publication JP 3-09.3, « Le CAS fournit la puissance de feu au cours des opérations offensives et défensives, afin de détruire, perturber, supprimer, immobiliser, tourmenter, neutraliser ou retarder les forces ennemies »⁵. A cette fin, la JP 3-09.3 décrit comment organiser, planifier, préparer, demander et exécuter les missions d'appui aérien rapproché. La publication suppose, de façon tacite, la présence de cibles hostiles sujettes à un engagement aérien. Cependant, cela n'est généralement pas le cas des opérations menées dans les conflits de faible intensité.

A la lumière du faible pourcentage de missions nécessitant l'usage des armes (pas plus de 4 pourcent dans l'opération *Enduring Freedom*), on peut se demander comment mieux utiliser les autres 96 pourcent qui n'engagent pas de cibles. En ayant pour mission principale l'alerte de CAS aéroportée, ces équipages couvrent des créneaux horaires sensibles précis sur des zones à hauts risques et restent prêts à fournir un appui aérien rapproché au cas où une situation d'urgence ou d'affrontement survient. Mais, même si les alertes de CAS restent la priorité absolue, les aviateurs et les soldats réalisent que les équipages qui attendent dans le ciel qu'une situation d'affrontement survienne, peuvent également utiliser ce temps pour aider, de différentes manières, les forces au sol. Par exemple, le fait d'avoir un appui aérien au cours de l'escorte d'un convoi, évite les embuscades et augmente le C2 grâce à l'ajout d'un relais radio entre les convois et les quartiers généraux. Les équipages aériens peuvent également rechercher les véhicules abattus ou perdus et effectuer une reconnaissance des routes pour identifier les risques potentiels pour la circulation des véhicules. En se servant de

l'avantage de l'étendue du terrain, les équipes de CAS peuvent améliorer le taux d'efficacité et de succès de la mission au sol en rendant plus efficace l'analyse de la situation et la transmission des communications – et tout cela sans même avoir à larguer une bombe. Malheureusement, ces missions *rapprochées* permettant d'aider les forces au sol sont des missions *aériennes* et elles apportent leur *appui* à des opérations terrestres qui ne sont pas mentionnées dans la doctrine interarmées et qui apparaissent à peine dans les tactiques, techniques et procédures de l'armée de l'air.

L'appui aérien rapproché – Formation

Les équipages de l'armée de l'air qui se préparent pour mener des opérations dans les conflits de faible intensité sont aujourd'hui formés aux tactiques, techniques et procédures de CAS, développées pour être utilisées contre les forces au sol conventionnelles. La plupart des champs de tir air-sol localisés aux Etats-Unis, en Europe et dans le Pacifique sont pourvus de cibles mécanisées telles que des tanks, des appareils blindés pour le transport des troupes, des missiles sol-air, et ainsi de suite, avec peu d'étendues disponibles en ville ou en montagne. "*Air Warrior*", le premier exercice de CAS interarmées, reste une bataille conventionnelle « force-à-force ». En dépit de l'existence d'un exercice de CAS en condition de LIC – *Air Warrior 2* – la majeure partie de la formation au CAS reste conventionnelle. En conséquence, les équipages aériens dédiés au CAS ne se sentent pas suffisamment formés pour mener des opérations en condition de LIC.

Changer notre vision sur l'appui aérien rapproché dans les conflits de faible intensité

L'armée de l'air peut prendre deux mesures pour améliorer sa doctrine et sa formation afin d'y inclure les opérations en condition de LIC. Premièrement, elle peut travailler avec les

autres services à l'extension de la JP 3-09.3 en y incluant une description de l'appui aérien rapproché dans les opérations menées dans les conflits de faible intensité. Cette section peut exposer la nature de l'ennemi, les objectifs et les opérations, ainsi que le développement du rôle du CAS dans la fourniture d'un appui sans limite à la puissance de feu. De plus, les séries 3-1 des tactiques, techniques et procédures de l'armée de l'air (*Air Force Tactics, Techniques, and Procedures* – AFTTP), devraient inclure des sujets détaillés sur des thèmes tels que l'escorte des convois au sol et les réseaux C2 de l'armée de terre. Deuxièmement, l'armée de l'air devrait porter son attention et investir en priorité sur champs de tir air-sol et sur les exercices d'entraînements les plus importants pour les opérations en condition de LIC. De plus, elle devrait créer plus d'étendues urbaines et montagneuses, avec des opportunités pour les aviateurs de pratiquer des escortes de convois au sol avant qu'ils ne se trouvent confrontés à cette mission au combat.⁶

Conclusion

Cet article s'est focalisé sur les différences entre les opérations conventionnelles et les opérations menées dans les LIC. Il offre des suggestions permettant d'améliorer la doctrine et la formation, afin de mieux préparer les aviateurs aux défis que sont les CAS en conditions de LIC. La force aérienne peut apporter bien plus qu'une puissance de feu lorsqu'elle soutient les forces au sol. Par exemple, les aviateurs peuvent soutenir les opérations au sol sans avoir à larguer des bombes sur cible, en menant des missions telles que la recherche visuelle, l'escorte de convoi au sol et l'amélioration du C2. Améliorer la compréhension et la formation des aviateurs sur les CAS en condition de LIC, augmente le potentiel pour la force aérienne, d'affecter de façon positive l'espace de combat. Les opérations réussies en condition de LIC requièrent un réel effort interarmées afin de gagner la paix. Plus les aviateurs comprennent et sont formés pour les opérations en condition de LIC, plus les Etats-Unis pourront arriver à une victoire rapide et efficace. □

Notes

1. Du 4 avril au 15 septembre 2004, le 355^{ème} escadron de combat, unité A-10 à Bagram en Afghanistan, a fait 2350 sorties et n'a eu recours aux armes qu'au cours de 100 d'entre elles, ce qui nous amène à un taux d'utilisation de 4 pourcent.

2. Le général de division Eric Olson, commandant de la *Task Force 76* et de la 25^{ème} division d'infanterie (légère), a commenté au cours du symposium sur le CAS à Bagram en août 2004, que le CAS lui permettait d'enfreindre l'ordre d'avoir des forces de réserve disponibles : « le CAS est ma force de réserve ».

3. Sur les 2350 missions effectuées par le 355^{ème} escadron de combat entre le 4 avril et le 15 septembre 2004, seulement deux ont entraîné des attaques ennemies sur des A-10 en vol rapproché.

4. Du 1^{er} avril au 15 septembre 2004, le nombre de demandes de supports aériens pour les escortes de convois au sol a considérablement augmenté. En avril, les demandes d'escortes de convois au sol se limitaient aux opérations des forces spéciales. En septembre, la majorité de ces demandes concernait les convois au sol réguliers de l'armée de terre et représentait plus de 25 pourcent

du temps de vol quotidien programmé du 355^{ème} escadron de combat.

5. Publication interarmées 3-09.3 Tactiques, techniques et procédures interarmées pour l'appui aérien rapproché, 3 septembre 2003 (y compris la mise à jour 1 du 2 septembre 2005), ix.

6. Il s'agit de deux exemples concrets d'améliorations potentielles des CAS en condition de LIC. D'abord au centre de formation national (Fort Irwin, Californie), les résidences et les infrastructures se situent sous l'espace aérien peuvent être utiliser avec les restrictions appropriées pour les formations de CAS en zone urbaine *sans* munition. De plus, au cours des journées de « non-force-à-force » à Fort Irwin, des opportunités exceptionnelles permettent de conduire une escorte de convoi au sol et de s'entraîner pour des objectifs de LIC. Deuxièmement, des opportunités similaires se présentent pour l'utilisation de l'infrastructure de la base aérienne d'Eielson en Alaska au cours de l'exercice *Cope Thunder*. Des coordinations entre la *Brigade Striker* à Fort Wainwright en Alaska, et le 354^{ème} escadron de chasse ont créé des opportunités pour la formation au combat en zone urbaine avec un minimum d'impact pour la base.

Tout l'art de la guerre consiste à manifester de la mollesse pour accueillir avec fermeté ; à montrer de la faiblesse pour faire valoir sa force ; à se replier pour mieux se redéployer au contact de l'ennemi. Vous vous dirigez vers l'ouest ? Faites semblant d'aller vers l'est ; montrez-vous désunis avant de manifester votre solidarité ; présentez une image brouillée avant de vous produire en pleine lumière. Soyez comme les démons qui ne laissent pas de traces, soyez comme l'eau que rien ne peut blesser. Là où vous vous dirigez n'est jamais là où vous allez ; ce que vous dévoilez, n'est pas ce que vous projetez, de sorte que nul ne peut connaître vos faits et gestes. Frappant avec la rapidité de la foudre, vous prenez toujours à l'improviste. En ne rééditant jamais le même plan, vous remportez la victoire à tout coup. Faisant corps avec l'obscurité et la lumière, vous ne décelez à personne l'ouverture. C'est là ce qu'on appelle la divine perfection.

Houai-nan-tse (IIe siècle av. J.-C.)



Comment les militaires chinois voient-ils les aviateurs de l'armée de l'air des Etats-Unis et leur formation ?

Note de l'éditeur : En 2006 une délégation représentant la force aérienne de l'armée populaire de libération (People's Liberation Army Air Force – PLAAF) visita des installations de l'armée de l'air des Etats-Unis (U.S. Air Force – USAF), y compris l'école de l'air dans le Colorado; Air University à Maxwell Air Force Base (AFB) dans l'Alabama et Bolling AFB à Washington, DC. Le magazine China Air Force publia ensuite les commentaires de trois membres de la délégation et a bien voulu autoriser Air and Space Power Journal à les traduire et à les publier de nouveau.

Comprendre les aviateurs américains grâce à des petits détails.

PAR LE COLONEL QIGUI WANG, PLAAF
COMMISSAIRE POLITIQUE

Quels sont les objectifs d'entraînement au combat, la structure de formation des officiers et la culture militaire qu'adopte l'armée de l'air des Etats-Unis ? Certains détails que j'ai observés lors de notre visite aux Etats-Unis pourraient fournir des réponses à ces questions.

Les forces armées américaines mettent en avant la notion d'opérations interarmées en appliquant l'idée de « portée, perception et puissance à l'échelle planétaire » et en entraînant leurs troupes dans des conditions de combat réelles. Une impression qui m'est restée à la suite de notre séjour aux Etats-Unis est le fait que les forces armées américaines accordent une attention particulière au développement des moyens d'opérations interarmées. Elles estiment que la guerre n'est pas

l'affaire d'un seul théâtre d'opérations, Arme, force ou soldat mais qu'au contraire gagner une guerre exige la collaboration de tout le monde dans toutes les dimensions. Chaque théâtre d'opérations dispose d'un commandement unifié où toutes les Armes sont représentées. Un groupe mixte de stagiaires représentant ces Armes est formé dans les écoles militaires. Lors d'opérations de grande envergure, toutes les Armes s'associent pour former le commandement centralisé. Même dans les domaines de la logistique et du déploiement des armements sur un théâtre d'opérations, les forces armées américaines utilisent des méthodes d'approvisionnement interarmées. L'armée de l'air des Etats-Unis élabore l'entraînement en gardant à l'esprit les exigences et les effets du combat. Par exemple, à Maxwell AFB, dans l'Alabama, nous avons pu observer un certain nombre d'avions de transport C-130 effectuant des décollages et atterrissages fréquents. Un officier nous expliqua qu'ils se préparaient pour atterrir sur des pistes courtes afin de renforcer les capacités de projection rapide de forces et d'approvisionnements dans des situations complexes.

Les forces armées américaines ne disposent pas d'unités ni d'officiers politiques. Par contre,

chaque unité a son propre aumônier. Et pourtant, la formation politique et le mentorat moral se fondent avec succès dans les tâches et la vie quotidiennes des troupes. Partout nous avons vu flotter le drapeau national, les pavillons des différentes Armes et les étendards des unités. Depuis le ministère de la défense au Pentagone jusqu'à une escadre sur sa base – en fait partout – nous avons trouvé des musées et des bureaux de conservation du patrimoine. Les salles de réunion, les couloirs et les halls servent de panthéons décorés de photos des chefs militaires et des héros des guerres du passé, de trophées et de toutes sortes de souvenirs. A Air University, dans l'Alabama, un musée consacré à l'héritage des aviateurs du rang présente les héros des guerres et leurs actes de bravoure, créant une totale image d'héroïsme. Certaines des bases militaires américaines que nous avons visitées, telles que Maxwell AFB et Bolling AFB, ont reçu le nom de héros de guerres. Nous n'avons toutefois pas vu beaucoup de slogans sur les murs de leurs bâtiments, à l'exception peut-être de celui qui dit "*Integrity, service, excellence*" (Intégrité, service, excellence).

Les forces armées américaines ont une conception claire de la formation de leur personnel. Pas plus tard que 18 mois après leur promotion, les officiers subalternes doivent suivre un cours de six semaines dans une école qui leur est réservée. Ensuite, lors de chaque promotion, ils doivent suivre dans des écoles militaires des cours d'une durée allant de 2 ou 3 à 12 semaines. Les officiers supérieurs doivent également suivre des cours de stratégie dans des écoles militaires comme condition préalable à leur promotion. Même les officiers généraux doivent retourner à l'école pour suivre des cours plus avancés et participer à des jeux de guerre axés sur les opérations interarmées. Un sous-lieutenant doit suivre au moins 10 stages d'entraînement à différentes époques avant d'atteindre le grade de général de brigade. Au cours des années récentes, les forces armées américaines ont sensiblement élargi leur programme d'études pour mettre l'accent sur la théorie de la guerre de l'information et l'art du commandement. Les écoles invitent des officiers de haut rang ayant l'expérience des combats et des spécialistes réputés pour des conférences ou des

causeries. Afin d'accroître leur compétence en matière d'opérations interarmées, les officiers sont en roulement de deux à trois ans, dans le cadre duquel ils sont affectés soit à des forces opérationnelles sur le front, soit à des écoles militaires ou à l'arrière. La plupart des officiers supérieurs actuellement en service dans l'armée de l'air des Etats-Unis ont l'expérience de deux ou trois systèmes d'armes et des positions professionnelles. La formation des sous-officiers est tout aussi systématique. Pour être promu du rang le plus bas au plus élevé, les sergents doivent effectuer un cycle d'entraînement tous les cinq ans en moyenne. La durée des cours va de 8 jours à 18 semaines chaque fois.

Lors de notre séjour de 15 jours aux Etats-Unis, nous avons également remarqué que les bases militaires, qui offrent de très beaux aménagements paysagers, attirent un personnel très talentueux. Les bases, les écoles militaires et les camps d'entraînement d'escadres que nous avons visités étaient tous très bien conçus, avec des bâtiments bordés d'arbres et de fleurs. Les gens que nous avons rencontrés, que ce soit le commandant, un sergent ou un stagiaire, semblaient tous motivés, pleins de fierté et de confiance. Ceux avec lesquels nous avons parlé exprimèrent leur volonté de se déployer sur les champs de bataille les plus dangereux pour accomplir les tâches les plus périlleuses et de mourir pour leur patrie. Le général de division Stephen J. Miller, commandant de l'école de guerre aérienne de l'armée de l'air, nous indiqua qu'aux Etats-Unis, les forces armées ne sont constituées que de volontaires. Les élèves officiers qui ont terminé deux années d'études peuvent choisir de quitter les forces armées ou s'engager à poursuivre une carrière militaire. Une fois qu'ils se sont portés volontaires, ils doivent sans discussion obéir aux ordres, respecter strictement les règles et la discipline et tenir leurs engagements personnels. Quelque soit le lieu, leur poste, leur profession ou la phase de leur plan de développement personnel, ils n'ont absolument aucune raison en tant que militaires de compromettre leur engagement. Lors de la visite de l'école des sous-officiers supérieurs de l'armée de l'air, j'ai demandé à un sergent-chef (dont l'âge me paraissait proche de 50 ans), « Au cours d'une aussi longue carrière militaire que

la vôtre, passée en permanence avec de simples soldats, avez-vous jamais pensé à changer de carrière ou à viser des postes offrant plus d'avantages ? » « En fait », répondit-il, « c'est le travail qui me convient le mieux et qui me plaît. Je dois le faire le mieux possible. » □

Quelques réflexions inspirées par un bref regard sur l'armée de l'air des Etats-Unis.

PAR LE COLONEL WANG XIMIN, PLAAF
COMMISSAIRE POLITIQUE,
ECOLE DE L'AIR DE GUILIN

En tant que membre de l'administration d'une école militaire, j'ai naturellement prêté une attention particulière aux établissements d'enseignement de l'armée de l'air des Etats-Unis lors de notre visite aux Etats-Unis. La compréhension de la politique de formation moderne, des modèles d'enseignement et des structures d'établissements de l'armée de l'air sera pour nous une source d'idées nouvelles en matière de formation et d'entraînement.

Les forces armées américaines sont convaincues de la nécessité d'une interface entraînement-guerre. C'est la raison pour laquelle elles rendent souvent leurs environnements de jeux de guerre encore plus compliqués que les champs de bataille réels. Elles ont adopté une mentalité d'opérations interarmées, dont les concepts se reflètent totalement dans la structure fonctionnelle ainsi que dans le commandement et la coordination, en descendant jusqu'au niveau tactique. Les militaires comprennent qu'ils s'entraîneront au combat pour atteindre les objectifs stratégiques globaux de leur pays et qu'ils sont dans l'obligation de le faire. Ils doivent se préparer à la victoire ; sinon, ils sont destinés à connaître la défaite. Si nous laissons de côté la justification de déclarer la guerre, nous pouvons apprendre quelque chose de ces

militaires qui ont un sens aussi aigu de leur mission, de leur devoir et de leurs obligations.

L'armée de l'air des Etats-Unis dispose d'un armement sophistiqué mais elle met également l'accent sur le rôle des facteurs humains dans les guerres de haute technologie. De fait, elle consacre des investissements substantiels à la formation d'aviateurs de haute qualité. Lors de notre visite, j'ai été fortement impressionné par la compétence militaire, les capacités techniques ainsi que l'état physique et mental de ceux-ci. Les officiers comme les militaires du rang montrèrent un niveau élevé de formation. La plupart de ces derniers ont terminé leurs études secondaires et un pourcentage relativement élevé d'entre eux ont des diplômes de premier cycle d'enseignement supérieur. Plus de 95 pourcent des officiers de l'armée de l'air sont titulaires d'une licence.¹ Les officiers supérieurs et généraux sont souvent titulaires de deux ou trois diplômes différents. Le corps enseignant des écoles militaires se compose en majorité de professionnels titulaires de maîtrises et de doctorats. Les forces armées américaines insistent également sur l'importance d'un développement général. Elles utilisent l'enseignement situationnel, le roulement des rôles, les exercices sur le terrain, le déploiement sur les champs de bataille et de nombreuses autres méthodes pour donner à leur personnel des capacités et compétences générales. Pour être admis dans les écoles militaires, les stagiaires doivent satisfaire des conditions très strictes. Les officiers subalternes doivent sortir d'une école de commandement et d'état-major pour pouvoir être promu au grade supérieur.² Les officiers supérieurs possèdent généralement une expérience dans deux ou trois spécialités ou systèmes d'armes.

Les unités politiques et les postes de commissaire politique n'existent pas dans les forces armées américaines mais la formation politique et morale présente certaines caractéristiques distinctives. Lors de notre visite, j'ai demandé à notre hôte, « Comment enseignez-vous à vos soldats la loyauté envers leur pays, leur attachement à la défense nationale et le sens du devoir ? » Il répondit « Cette formation commence dans l'enseignement secondaire. Lorsqu'ils entrent dans les écoles militaires, on leur apprend à comprendre la raison pour laquelle ils servent dans les

forces armées, comment se consacrer à la défense du pays et comment contribuer au développement des forces armées. »

Les forces armées américaines placent l'intérêt national au-dessus de tout autre et considèrent servir le pays comme leur obligation sacrée. Les militaires américains peuvent fréquenter plusieurs fois différentes écoles militaires. L'enseignement du devoir militaire et de la responsabilité imprègne leur entière carrière militaire. Malgré l'absence d'éducateurs idéologiques spécialisés, un tel enseignement se reflète dans l'exécution des missions et l'accomplissement de leurs obligations. Nous avons également remarqué la compassion offerte aux soldats et l'attention accordée à leurs besoins réels. Par exemple, les forces armées prennent soin des nombreux besoins des familles de soldats déployés outre-mer. Par contre, les gens qui refusent de tenir leurs engagements de service militaire, désertent ou enfreignent les règlements risquent de subir des sanctions sévères. Mon impression la plus frappante fut celle de l'environnement culturel des bases de l'armée de l'air des États-Unis. Chaque unité et école a ses propres salle d'honneur décorée et panthéon. Il ne fait pas de doute que tous ces efforts influencent imperceptiblement la psyché des officiers et militaires du rang de l'armée de l'air, encourageant leur développement et leurs progrès. □

Un aperçu de la promotion des valeurs de base des aviateurs dans les écoles de l'armée de l'air des États-Unis.

PAR LE COLONEL HAO CHENGMING, PLAAF
COMMISSAIRE POLITIQUE, UNIVERSITÉ
D'AÉRONAUTIQUE DE LA FORCE AÉRIENNE

Les forces armées américaines n'attachent pas moins d'importance à la formation morale qu'à l'armement et au matériel. Elles considèrent que le patriotisme,

un sens de supériorité nationale et l'attachement à défendre l'intérêt national représentent des éléments importants du caractère d'un soldat. Ces éléments représentent les valeurs personnelles les plus précieuses, sont ceux sur lesquels reposent réellement le moral militaire et sont essentiels pour gagner les guerres de l'avenir. Lors de cette visite d'étude, j'ai accordé une attention particulière à la promotion par les forces armées américaines des valeurs de base de leurs soldats.

Au nombre des valeurs de base des différentes Armes des forces américaines figurent les suivantes : « loyauté, devoir, respect, service désintéressé, honneur, intégrité et courage personnel » (Armée de terre des États-Unis) ; « intégrité d'abord, service avant soi-même et excellence dans toutes nos actions » (Armée de l'air des États-Unis) ; « honneur, courage et engagement » (Le Corps des Marines des États-Unis), etc. En outre, chaque école de l'armée de l'air a ses propres valeurs de base : « intégrité, service et excellence » (école de l'air des États-Unis) et « institutionnalisation, service du pays et excellent sens du devoir » (école des sous-officiers supérieurs de l'armée de l'air), par exemple. L'école de l'air définit invariablement comme son objectif prioritaire de formation la promotion de la morale militaire américaine chez chaque élève officier. Son centre de développement du caractère et d'orientation des élèves officiers et celui de développement du commandement établissent le programme de développement moral des élèves officiers. L'école de l'air met l'accent sur des valeurs de base telles que « intégrité d'abord », « service du pays d'abord », « l'honneur suprême de se sacrifier pour le pays », et « excellence dans toutes nos actions ». L'école de l'air a résumé et exprimé de telles valeurs de base avec une grande concision, et a concrétisé ces concepts sous diverses formes patriotiques, héritées, religieuses, situationnelles, morales et juridiques de façon à ce qu'ils guident le comportement de tous les élèves officiers, qui les intériorisent comme quêtes morales. Tous ces efforts d'enseignement et leurs effets évidents firent une profonde impression chez les membres de notre délégation.

Les écoles de l'armée de l'air des Etats-Unis font un travail remarquable de création d'un environnement qui facilite au niveau du sub-conscient la formation des élèves officiers grâce à une ambiance visuelle et sonore très plaisante. A l'école de l'air des Etats-Unis et dans chaque faculté de Air University, on peut voir que l'aménagement paysager méticuleux et les articles exposés sur le campus, sur les champs de manœuvres, le long des couloirs et dans tous les cadres extérieurs reflètent tous les principes et concepts d'enseignement distincts des différentes écoles, exprimant une atmosphère de culture, de connaissance et d'éducation. Sur les murs de tous les bureaux, lieux d'enseignement et salles de réunion de Air University, on peut également voir des photos et des descriptions illustrant l'histoire de l'Arme et de l'établissement. Les photos des événements importants ayant un rapport avec le développement de l'armée de l'air et de l'université, ainsi que des anciens élèves célèbres de celle-ci sont toutes exposées, offrant une leçon d'histoire riche et haute en couleur qui influence, inspire et éduque les gens. Divers types d'avions sont exposés dans des endroits bien en évidence pour stimuler les sentiments patriotiques des étudiants ainsi que leur affection et leur profond attachement pour l'armée de l'air. L'inscription figurant sur la statue d'un aigle et de ses petits à l'école de l'air des Etats-Unis sert à rappeler aux élèves officiers l'importance du savoir : "*Man's flight through life is sustained by the power of his knowledge*" (C'est la puissance que la connaissance donne à l'homme qui lui permet de voler tout au long de la vie).

Les écoles de l'armée de l'air des Etats-Unis attachent également une importance particulière au développement des capacités de commandement et de gestion des étudiants et élèves officiers en tant que prolongement de la promotion des valeurs de base. A l'école de formation des officiers de Air University et à l'école de l'air des Etats-Unis, l'escadre d'élèves officiers, qui est responsable de la gestion, de la formation et du développement des élèves officiers de l'armée de l'air des Etats-Unis, forge et développe leur aptitude au commandement et leurs compétences de gestion. Organisée essentiellement comme une unité de combat de l'armée

de l'Air, l'escadre d'élèves officiers comporte divers postes de commandement et d'état-major qui offrent à chaque élève officier la possibilité d'acquérir une expérience du commandement et d'apprendre comment gérer une formation militaire. Au sein de l'escadre, les étudiants de dernière année servent comme officiers et ceux de deuxième et troisième années comme sous-officiers. Les étudiants de première année, qui ne sont pas gradés, doivent le respect à leurs aînés et obéir à leurs commandements, une obligation qui cultive la mentalité d'aviateur et une attitude d'obéissance. Les étudiants de deuxième année sont soumis à des conditions un peu moins rigoureuses et assument des responsabilités limitées de commandement au sein de l'escadre d'élèves officiers, l'accent étant mis sur le développement des capacités d'expression verbale et de communication. Les étudiants de troisième et quatrième années se concentrent sur le développement d'un sens de responsabilité en tant que responsables et l'apprentissage des diverses fonctions de l'armée de l'air. Les élèves officiers de dernière année servent d'instructeurs pour la plupart des cours d'entraînement au vol plané et au parachutage à l'école de l'air des Etats-Unis ; ils doivent en outre occuper au moins un poste de commandement lors du programme d'entraînement estival de leurs condisciples de troisième année. Ce modèle de formation et de gestion stimule les qualités d'initiative des élèves officiers en matière d'auto-instruction et d'autogestion, tout en facilitant l'acquisition par ceux-ci des connaissances professionnelles et des aptitudes de commandement nécessaires à la promotion au grade supérieur. Il renforce également leurs capacités de gestion et prend en considération le développement de leur personnalité. □

Notes

1. Ce pourcentage reflète la perception de l'auteur ; tous les officiers de l'armée de l'air des Etats-Unis doivent être titulaires d'une licence pour pouvoir être nommés à un commandement.

2. Cette observation reflète la perception de l'auteur mais le système de promotion fonctionne en fait d'une façon quelque peu différente.

Force aérienne et spatiale expéditionnaire

PAR LE LIEUTENANT COLONEL PAUL D. BERG, USAF

Le concept d'opérations expéditionnaires menées par l'armée de l'air des Etats-Unis est à la fois ancien et nouveau. Cela fait un certain temps que les Etats-Unis emploient la force aérienne expéditionnaire. Les unités aériennes engagées en Europe lors de la première guerre mondiale faisaient partie de la force expéditionnaire américaine. Pendant la deuxième guerre mondiale, les unités aériennes déployées dans le monde entier par les Etats-Unis traversèrent le Pacifique en sautant d'île en île, ainsi que l'Afrique du Nord et l'Europe en progressant de base en base. On entend souvent dire qu'une « mentalité de garnison » apparut pendant la guerre froide lorsque les unités de l'armée de l'air s'installèrent confortablement dans leurs douillettes bases principales d'opérations des états américains continentaux (*Continental United States – CONUS*), du Pacifique et d'Europe. Toutefois, pendant la guerre froide, l'armée de l'air fit à plusieurs reprises la preuve de sa capacité à déployer des forces importantes sur des distances intercontinentales, à établir de nouvelles bases et à mener des campagnes aussi diverses que le pont aérien de Berlin, Linebacker I, et les opérations *Desert Shield* et *Desert Storm*.

La focalisation actuelle de l'armée de l'air sur les opérations expéditionnaires représente essentiellement un changement culturel postérieur à la guerre froide qui se manifesta à la suite d'expériences telles que la guerre du Golfe de 1991 et de diverses opérations menées dans les Balkans dans les années 90. Un tel changement s'appuie sur la tradition et les fonctions expéditionnaire de l'Arme à au moins trois niveaux : stratégique, Arme et individuel. Au niveau stratégique, les Etats-Unis allégèrent l'infrastructure de leurs bases militaires implantées outremer dans les années 90 et pourtant la plupart des problè-

mes nécessitant une intervention militaires se produisent outremer. C'est la raison pour laquelle il est logique que le besoin de projeter la puissance depuis les états américains continentaux jusqu'à des endroits éloignés encourage les efforts visant à faciliter le déploiement de l'armée de l'air et de son matériel. Les demandes d'accroissement de la capacité de transport aérien et de réduction de la taille et du poids du matériel formulées actuellement reflètent l'aspect matériel du potentiel d'exécution d'opérations expéditionnaires. Au niveau de l'Arme, les modifications à apporter à l'organisation – notamment la division de l'armée de l'air en forces aériennes et spatiales expéditionnaires (*Air and space Expeditionary Forces – AEF*) et la promulgation des procédures opérationnelles associées – reflètent l'aspect bureaucratique de la focalisation accrue sur les opérations expéditionnaires. Enfin, à un niveau individuel, l'armée de l'air cherche à inculquer une mentalité expéditionnaire chez chaque aviateur mais la difficulté que crée la définition précise d'une telle attitude pourrait se révéler être l'aspect le plus délicat du changement culturel en cours. Tous ces aspects expéditionnaires réagissent les uns sur les autres au fur à mesure que la culture de l'Arme évolue et s'adapte à un environnement international changeant.

Il est rare que les changements culturels se produisent rapidement ou facilement. Il est plus facile de concevoir certaines fonctions de l'armée de l'air en termes expéditionnaires que d'autres. Par exemple, la plupart des unités de transport et de combat aériens s'intègrent parfaitement au paradigme traditionnel de déploiement du matériel des opérations expéditionnaires. De telles unités peuvent se déployer depuis des bases des états continentaux américains jusque sur des bases outremer essentiellement comme elles l'ont fait depuis

la première guerre mondiale mais les progrès technologiques et doctrinaux promettent la possibilité d'effectuer un tel transfert d'une façon plus efficace. L'affectation d'unités et d'un personnel aux « bennes » AEF n'est pas très difficile à comprendre mais elle entraîne des complications administratives et pratiques. Certaines unités ne semblent toutefois pas très expéditionnaires au premier abord. Par exemple, à quel point peut-on qualifier d'expéditionnaires les unités d'opérations spatiales capables de mener leurs missions depuis les états continentaux américains sans devoir être transférées ? Les missions effectuées par des B-2 au départ de bases situées dans ces états avec retour à celles-ci peuvent-elles être qualifiées d'opérations expéditionnaires ? Qu'en est-il des missions effectuées outremer par des véhicules aériens sans pilote à partir de stations au sol implantées sur le territoire des états continentaux américains ? De telles opérations représentent d'une certaine manière la mentalité de garnison typique de l'ère de la guerre froide que les opérations expéditionnaires sont sensées changer. Comment les aviateurs qui jouent ces rôles vitaux peuvent-ils vraiment penser en termes expéditionnaires ?

Le concept d'opérations basées sur les effets (*Effects-Based Operations* – EBO), qui représente un mode de pensée mettant l'accent sur la production des effets souhaités liés à la réalisation des objectifs stratégiques, peut répondre à ces questions et placer les opérations expéditionnaires dans la perspective correcte. En termes d'EBO, l'armée de l'air est expéditionnaire afin de produire les effets souhaités en n'importe quel point du monde dans les plus brefs délais, un objectif qui peut requérir ou non le déploiement de moyens matériels. Une organisation et des procédures appropriées sont importantes mais elles doivent continuer à pouvoir s'adapter à des circonstances changeantes. Si nous devons inculquer une mentalité expéditionnaire chez chaque aviateur, le concept EBO représente une façon de cultiver la nécessaire flexibilité de l'approche des opérations. Les aviateurs peuvent parfois produire des effets expéditionnaires sans quitter leur base.

Le débat entre spécialistes à propos des défis intrinsèques que posent les opérations expéditionnaires peut faire progresser le potentiel et l'efficacité de l'armée de l'air. □



PIREP est l'abréviation qu'utilisent les aviateurs pour Pilot Report (Rapport de pilote). Il permet à un pilote de transmettre des informations actualisées et potentiellement utiles à d'autres pilotes. De même, nous nous proposons d'utiliser cette rubrique pour communiquer à nos lecteurs des informations intéressantes sur la force aérienne et spatiale en particulier et les forces armées en général.

Coopération en matière de sécurité sur théâtre d'opérations

Etablissement et maintien par les aviateurs de relations à l'échelle internationale

A L'INITIATIVE DU GÉNÉRAL WILLIAM T. HOBBS, COMMANDANT DES FORCES AÉRIENNES AMÉRICAINES EN EUROPE

AUTEURS :

GÉNÉRAL DE BRIGADE MICHAEL A. SNODGRASS, QUARTIER GÉNÉRAL, USAFE A5/8

LIEUTENANT COLONEL MARK E. SECAN, QUARTIER GÉNÉRAL, USAFE/A8Z

Vous êtes aux commandes de votre C-17 dans l'espace aérien international et un moteur connaît une surchauffe... vous devez atterrir... maintenant... avec votre cargaison et vos passagers. Le centre de contrôle des avions ravitailleurs (*Tanker Airlift Control Center – TACC*) doit appeler le centre de commandement du commandement supérieur (*Major Command – MAJCOM*) et l'attaché de l'air de l'ambassade pour obtenir l'autorisation. Les choses se déroulent rapidement lorsque l'attaché de l'air appelle le chef d'état-major de l'armée de l'air et transmet la demande. Le chef d'état-major accepte rapidement de donner son autorisation par téléphone ; il fera un compte-rendu au ministre de la défense et au président. Le C-17 est bientôt au sol et une équipe de réparateurs est en route. C'est la façon dont nous voulons mettre en pratique les relations que nous entretenons avec nos alliés.

Ce scénario peut aboutir à un autre résultat. On vous répond que l'attaché de l'air travaille avec l'ambassade pour obtenir que l'ambassadeur appelle le président du pays hôte. Il semble que le chef d'état-major de l'armée de l'air ne veuille pas prendre la communication de l'attaché de l'air parce qu'ils ne se sont parlé que très rarement et que le pays hôte est convaincu que les Américains n'appellent que lorsqu'ils ont besoin de quelque chose, pas pour améliorer les relations. Le ministère de la défense fait savoir qu'il aimerait examiner les procédures ainsi que les modalités de paiement concernant l'atterrissage de l'appareil sur son aéroport la semaine suivante. Le CCTA demande au C-17 d'essayer d'atteindre un autre aéroport pour atterrir. Lorsqu'on doit faire face à une situation d'urgence, il est trop tard pour établir des relations durables.

« TSC » est un acronyme que l'on entend plus fort et plus souvent dans l'armée de l'air des Etats-Unis et ses armes sœurs. TSC veut

dire *Theater Security Cooperation* (coopération en matière de sécurité sur théâtre d'opérations) et englobe un large éventail d'activités militaires destinées à favoriser la confiance qui règne entre nous, nos partenaires et nos alliés. D'une certaine façon, la TSC commence à apparaître comme *l'activité* non-combattante pour les composantes de forces armées. On l'a décrite comme la « phase 0 » de la guerre planétaire contre le terrorisme et notre outil de rapprochement international.

Pourquoi la TSC ?

Les Etats-Unis sont manifestement en avance sur le reste du monde dans de nombreux domaines. Nous offrons la sécurité à nos amis et alliés, une coopération économique et militaire renforcée et des moyens qui ne sont pas à la portée de nombreux pays. Notre engagement avec d'autres pays met ces aspects en application tout en nous permettant d'apprendre de nouvelles façons différentes de remplir nos missions et d'atteindre nos objectifs dans les diverses parties du monde. Les activités que nous menons dans ces pays encouragent la démocratie en montrant à nos amis comment nos forces armées agissent comme organe de notre gouvernement civil grâce aux nombreuses lois et institutions que nous avons élaborées au cours des 200 dernières années. Dans la mesure où il peut nous être demandé d'apporter notre assistance à des pays alliés dans tout l'éventail des opérations militaires, nous devons nous assurer de pouvoir fournir des forces expéditionnaires aérospatiales et les déployer rapidement dans les régions qui nous causent des inquiétudes. Des activités TSC bien conçues, planifiées et exécutées ont pour résultat des relations amicales et qui se développent progressivement entre nos partenaires et les forces américaines. Parmi ces relations, qui conduisent à des avantages tangibles par temps de crise, on peut citer les suivantes :

- Accords et traités bilatéraux et multilatéraux
- Procédures communes pour partenaires potentiels au sein d'une coalition

- Accès à des bases
- Standardisation du matériel
- Accords de survol
- Soutien politique
- Prestation de services
- Mise à disposition de forces de soutien
- Opérations multinationales avec des forces américaines
- Soutien logistique

Lorsque nous participons à ces activités, nous encourageons directement et indirectement nos partenaires à adopter ou continuer à appliquer les pratiques politiques, juridiques et commerciales qu'on associe aux démocraties occidentales et, par conséquent, à renforcer leurs institutions démocratiques et leur stabilité. Un programme dynamique de coopération en matière de sécurité sur théâtre d'opérations améliore grandement le processus de développement des moyens des pays amis et alliés, ce qui finit par déboucher sur des accords de défense collective et peut servir de tremplin pour lancer des initiatives de coopération régionale.

Qu'est-ce que la TSC ?

Un large éventail d'événements peut être qualifié de TSC : a) exercices multinationaux, b) assistance à la sécurité, c) entraînement multinational, d) enseignement multinational, e) contacts militaires et f) aide humanitaire. Pratiquement tout contact entre forces armées, depuis l'entraînement au commandement et aux aptitudes des sous-officiers à l'envoi par certains pays de stagiaires pour participer aux visites et conférences de formation professionnelle pour officiers généraux que nous organisons, fait partie de la TSC. Dans les forces aériennes des Etats-Unis en Europe (*United States Air Forces in Europe – USAFE*), nous avons adopté une approche large : des centaines d'événements programmés exécutés par des membres de l'armée de l'air des Etats-Unis, établissant des relations

de coopération avec les dirigeants ou les forces armées des 92 pays qui constituent désormais notre zone de responsabilité, font partie de notre stratégie de TSC.

Le MAJCOM est le foyer et le niveau de coordination logiques de l'activité TSC de l'armée de l'air dans la zone de responsabilité du commandant des forces combattantes. A ce niveau, les lignes de conduite et priorités établies par le ministre de la défense, le commandant des forces combattantes, le quartier général de l'armée de l'air et le commandant du MAJCOM sont synchronisées et exécutées. Aucun autre échelon de commandement ne bénéficie de la souplesse, des ressources et de l'autorité nécessaires pour exécuter un programme vraiment dynamique de TSC. En tant qu'aviateur le plus gradé sur le théâtre d'opérations, le commandant de la force aérienne des Etats-Unis en Europe (*Commander in Chief, United States Air Force in Europe* – COMUSAFE) est en mesure d'ouvrir les portes et de préparer le terrain pour les centaines d'évènements (518 pendant l'exercice financier 2005) exécutés par des membres des USAFE.

Comme pour n'importe quelle relation, les activités TSC et les relations avec les pays hôtes qui en résultent doivent être entretenues et encouragées avec le temps. Nous ne nous contentons pas de nous réunir, d'échanger des opinions et de reprendre notre chemin. Nous nous renseignons sur les besoins de nos alliés et sur la façon dont nous pouvons leur apporter un soutien, en nous assurant qu'ils obtiennent tout le soutien possible. Le système est complexe. La combinaison de ventes militaires à l'étranger, de financement de celles-ci, d'enseignement et d'entraînement militaires internationaux et de contacts entre forces armées répond à des règles et des restrictions s'appliquant à chacune de ces activités et au milieu desquelles nous devons naviguer. Cet échec complexe de règles et d'activités doit être bien compris à tous les niveaux, depuis les sous-officiers et les officiers de quart jusqu'à l'officier général le plus gradé et à l'équipe chargée du pays. Dans la zone de responsabilité du commandement européen des forces américaines (*European Command* – EUCOM), nous nous occupons

du Sud et de l'Est mais n'avons pas oublié nos alliés traditionnels. Dans la mesure où nous sommes devenus plus interdépendants – avec nos alliés les plus importants au combat ainsi qu'avec de nouveaux amis dans l'ensemble de la zone de responsabilité, nos relations aussi bien nouvelles que traditionnelles doivent être entretenues. Pour garder l'initiative, les USAFE ont établi une procédure dans le cadre de laquelle le COMUSAFE et ses officiers les plus gradés concentrent leurs efforts sur des domaines et programmes particuliers, et coordonnent leurs activités avec les ambassadeurs, l'EUCOM et le quartier général de l'armée de l'air. Cela maintient la cohérence du message et permet à nos homologues aux échelons les plus élevés de collaborer régulièrement avec le même petit groupe de commandants des USAFE.

En outre, notre présence outremer nous donne un énorme avantage pour mettre en œuvre la TSC. Il est clair qu'il en faut plus à la TSC pour réussir que quelques discussions sans lendemain. Sa réussite résulte plutôt des interactions répétées, positives, fréquentes... et parfois même quotidiennes de nos aviateurs avec leurs homologues étrangers. Une présence avancée est d'une importance vitale pour maintenir la fréquence des contacts nécessaire afin de garder et renforcer la confiance de nos partenaires de fraîche et longue date. Nos officiers traitants au sein des USAFE sont les éléments clés de ce processus, organisant la coordination avec les divers acteurs au sein du système et découvrant de nouvelles idées d'activités TSC à mener avec nos alliés et amis.

La TSC est un facilitateur vital de combat et nous la prenons très au sérieux. Tous les aviateurs, depuis le chef de patrouille en démonstration lors d'un rassemblement aérien de l'OTAN jusqu'au mécanicien sur moteurs d'avion décrivant les techniques d'entretien au Nigeria, sont en première ligne de la TSC. Les relations que nous établissons aujourd'hui nous permettront de réagir rapidement et efficacement à la prochaine crise et nous espérons jouer un rôle dans la prévention des possibles conflits de demain. □

SERGEANT CHEF MICHELLE BAREFIELD



PORTRAIT
DU COURAGE

En janvier 2006, le sergent technicien Michelle Barefield fit une fois de plus fait ses bagages pour une période de combat de six mois en Irak, moins d'un an après être revenue de son dernier déploiement. Cette mère de deux enfants engagée depuis 18 ans dans l'armée de l'air n'était pas étrangère aux déploiements. Elle avait servi à plusieurs reprises en Asie du Sud-ouest et dans l'ancienne République de Yougoslavie en tant que technicienne de la neutralisation des explosifs et munitions (NEM). Ce déploiement se révéla toutefois être loin d'une mission de routine. Avant la fin de celle-ci, elle allait survivre à trois attaques séparées, prendre part à un accrochage avec des insurgés et prendre le contrôle des opérations à la suite d'un incident ayant entraîné la mort d'un de ses camarades.

Quelques jours après son arrivée à l'aéroport international de Bagdad, le sergent Barefield fut le témoin direct de la mort violente de l'un des membres de son équipe causée par un dispositif explosif de circonstance. Lors d'une patrouille de contrôle menée avec son équipe en attente de relève, le centre d'opérations tactiques de l'armée de terre leur demanda de dégager une route fréquentée par des civils. Une fois la destruction sans dommage de l'un de ces dispositifs effectuée, son homologue entamait une opération de déminage visant d'autres menaces lorsqu'un dispositif non détecté précédemment lui coûta la vie. Sans hésiter, le sergent Barefield porta secours à un autre membre blessé de l'équipe et prit le contrôle des opérations. Avec un sens absolu du devoir, elle organisa simultanément une opération de déminage visant à éliminer d'autres dangers, une analyse post-explosion du dispositif et l'enlèvement du corps de son camarade tombé. Mais ce n'était que le début des événements auxquels le sergent Barefield aurait à faire face au cours de ce déploiement.

Son convoi fut pris pour cible alors qu'il était en route pour neutraliser un autre dispositif explosif de circonstance signalé. Plusieurs véhicules heurtèrent de tels dispositifs, y compris celui dans lequel se trouvait le sergent Barefield. Elle entra immédiatement en action, s'assurant que ses coéquipiers étaient sains et saufs, déclenchant des mesures de sécurité dans la zone des explosions et aidant à extraire ses camarades blessés de l'épave en feu des autres véhicules. Ce serait la première des trois attaques par ces dispositifs auxquelles son équipe allait survivre.

Les dispositifs explosifs représentaient pour elle la réalité de tous les jours mais d'autres menaces la guettaient également. Un autre jour, au cours de ce qui semblait être une mission de déminage de routine, des insurgés attaquèrent son équipe avec des armes légères. Le sergent Barefield n'hésita pas. Elle riposta tout en se mettant à couvert, permettant aux membres de son équipe NEM de se remettre à l'abri dans leur véhicule blindé. Le sergent Barefield est respectée de tous les spécialistes NEM pour son courage sous le feu de l'ennemi et son dévouement total envers son équipe.



Air Power against Terror: America's Conduct of Operation Enduring Freedom (La force aérienne contre la terreur : la conduite de l'opération *Enduring Freedom* par les Etats-Unis) de Benjamin S. Lambeth. Institut de recherche national RAND (<http://www.rand.org/pubs/monographs/MG166>), 1776 Main Street, P.O. Box 2138, Santa Monica, Californie 90407-2138, 2005, 456 pages, \$35.00 (broché), (version électronique gratuite).

Au grand damne de nombreux soldats de l'armée de l'air, les histoires émergeant sur la guerre mondiale contre le terrorisme (*Global War On Terrorism – GWOT*) donnent trop souvent l'impression que l'armée de l'air n'est guère plus qu'une figurante. Les raisons sont complexes et n'entrent pas dans le cadre de cette revue. Cependant, il suffit de dire que le phénomène est réel et que les conséquences sont graves. Trop de personnes qui devraient – et sont sensées – le savoir ne le savent pas.

Même les personnes qui portent un uniforme de l'armée de l'air ne sont pas toutes bien informées. L'absence de soldats de l'armée de l'air communicatifs et bien informés est relativement grave, à un tel point que la planification de la sécurité nationale des Etats-Unis risque de minimiser les capacités de l'armée de l'air, et de ne pas lui donner suffisamment de ressources. Ce « manque d'informations » n'est pas nécessairement infâme, mais il est au moins en partie explicable par le fait que peu d'auteurs dans la cacophonie des livres au sujet de la GWOT comprennent réellement l'arme aérienne.

Un nouveau livre écrit par un ancien analyste du RAND, Ben Lambeth, représente une avancée, nécessaire et bienvenue, permettant de corriger ce point faible. Exclusivement focalisé sur l'opération *Enduring Freedom*, il s'agit là de l'un des quelques comptes-rendus qui considèrent cette dernière comme étant fondamentalement une opération *aérienne*, et non une action des forces spéciales ayant bénéficié d'un *soutien* aérien, comme certains révisionnistes l'affirment. Il donne un niveau de détails et un aperçu sur la guerre aérienne (qui représentait en fait la majeure partie du conflit) que l'on ne trouve tout simplement pas ailleurs.

Comment Lambeth a-t-il fait cela ? A la manière traditionnelle : en étudiant attentivement les sources et en menant de nombreuses entrevues approfondies. (Révélation totale : cet écrivain a été interviewé au sujet du livre et évalué au cours de cette interview). En conséquence de quoi, le lecteur se voit offrir un

compte-rendu détaillé sur la façon dont de nouvelles technologies ; y compris le Global Hawk, drone de reconnaissance sans pilote, et le Predator (sans pilote mais armé) ; ont fait leur apparition sur le champ de bataille, afin de fournir à l'armée de l'air une continuité sans précédent en matière de renseignements, de surveillance, et de reconnaissance (*Intelligence, Surveillance, and Reconnaissance – ISR*), et dans le cas du Predator, la possibilité de tuer.

Lambeth met l'accent sur les dimensions « commandement et contrôle » et « capteur à tireur » (*sensor-to-shooter*) de l'utilisation de la force aérienne. En ce qui concerne la dimension « *sensor-to-shooter* », le lien entre l'armement de précision et un ciblage précis effectué par les contrôleurs d'attaque finale et les troupes des forces spéciales de l'armée de l'air présent sur le terrain, est selon lui la « plus grande innovation tactique de la guerre ». Donc, une utilisation étendue de ces capteurs ISR « humains » contre des cibles émergeantes différencie résolument *Enduring Freedom* des opérations précédentes. Il souligne également la valeur stratégique des ponts aériens dans un environnement éloigné des points de ravitaillements.

Cependant, c'est une erreur de croire que Lambeth fait simplement l'éloge de la force aérienne. La partie qui est peut-être la plus intrigante du livre, est le chapitre dont le titre passe complètement inaperçu : *Problems with Execution* (Les problèmes de l'exécution). Il y détaille d'une façon remarquablement impartiale les premiers affrontements et les premières frustrations entre le commandement central des Etats-Unis pro-armée de terre et le centre des opérations aériennes combinées pro-armée de l'air. Entre autres choses, il étudie attentivement l'impact de l'accès aux informations en temps réels par le biais des multiples couches de la structure de commandement, ainsi que l'effet délétère de l'engagement des membres du personnel de l'arrière-garde dans le « cyber amateurs ».

Lambeth avertit, avec sagesse, que même si la technologie réduit le cycle capteur à tireur de façon spectaculaire, des cycles de décision plus longs occasionnés par des « processus de vérification trop nombreux » et complexes, impliquant souvent des quartiers généraux supérieurs, pourraient anéantir les gains d'efficacité. Il reconnaît que les conflits modernes sont extrêmement sensibles aux blessés civils et aux autres contraintes politiques et légales, mais il suggère que de tels impératifs peuvent néanmoins être adaptés grâce à une meilleure délé-

gation et décentralisation des processus de prise de décision.

Lambeth explore également les difficultés autour de l'opération *Anaconda*. Il s'agit d'une opération conçue par l'armée de terre qui s'est heurtée à un grave problème lorsque la résistance ennemie située sur les hauteurs environnantes de la vallée de Shah-i-Kot s'est avérée être plus redoutable que prévu. En conséquence, huit américains sont morts et de nombreux autres furent blessés. Bien qu'il cite les problèmes inhérents à la planification de l'armée de terre pour l'opération *Anaconda*, de nombreux partisans de la force aérienne pourraient être mécontents de sa critique tiède. Certains croient que l'armée de terre a conçu l'opération afin de marginaliser la contribution potentielle des équipements aériens n'appartenant pas à l'armée, tout spécialement celle de l'aéronef à voilure fixe, mais Lambeth semble attribuer les manquement à de simples échecs de communication.

Le livre comporte deux inconvénients. L'un d'eux est le style du compte-rendu RAND, qui présume souvent que le lecteur ne lira pas le livre en entier. En conséquence, il commence avec un long sommaire, et se termine avec une longue conclusion. Cela s'avère pertinent pour ceux qui survolent le livre, mais répétitif pour ceux qui digèrent le texte complet. L'absence d'un index est quelque peu irritant et nuit à l'utilité de l'étude.

Mais il s'agit là de contraintes minimales par rapport à l'exceptionnelle valeur globale du livre. Il ne s'agit pas simplement d'un livre incontournable pour les personnes intéressées par l'histoire complète d'*Enduring Freedom* ; mais également d'un document essentiel pour quiconque souhaite comprendre le potentiel de la force aérienne dans une guerre moderne et les problèmes « de commandement et de contrôle » du monde réel. Il n'est pas surprenant que le chef du personnel l'ait récemment ajouté à la liste des livres à lire de l'armée de l'air ; il est presque inconcevable qu'il ne fasse pas partie de la bibliothèque personnelle des soldats de l'armée de l'air.

Général de division aérienne Charles J. Dunlap Jr., USAF
Washington, DC

Littératures francophones d'Afrique noire par Jacques Chevrier. Les écritures du Sud Edisud, Le Vieux Lavoisier, 30, avenue des Ecoles Militaires, 13100 Aix-en-Provence, France, http://www.edisud.com/edisud/editions_edisud/Default.aspx, 2006, 215p, €16 (Broché).

Le professeur Jacques Chevrier qu'on ne présente plus, après sa retraite et une carrière bien riche à Paris XII et à la Sorbonne en tant que professeur émérite n'a pas cessé de témoigner sa passion d'écrire. L'Homme de Lettres nous revient après sa dernière publication, *Le lecteur d'Afrique** en 2005 dans une œuvre saisissante qui fait le point de ses recherches et de son engagement total en faveur de la littérature africaine.

L'avant propos permet de camper le sujet en donnant les repères géographiques et historiques, il parle ainsi des grands Empires et royaumes africains. Il ne manque pas de parler de la traite négrière qui a vidé le sang de l'Afrique de ses forces vives, de la conférence de Berlin qui a partagé l'Afrique et donné le top départ de la colonisation et du pillage des richesses et des hommes.

Le professeur a un véritable souci didactique dans cet ouvrage voilà pourquoi il pose toutes ces balises. Il va ensuite aborder « les repères politico-économiques » du système colonial ainsi que la résistance à la colonisation puis de la décolonisation et les indépendances. Il aborde ensuite les repères culturels notamment « l'animisme » disons la religion traditionnelle des ancêtres, l'islam et le christianisme. Il montre aussi la prégnance du modèle occidental.

Fort de tout cela, il aborde les études des œuvres, avec un chapitre intitulé « De la littérature coloniale à la littérature indigène, De Batouala à Karim ». Il y montre la production de maintenance et la production de désaliénation. Il révèle pourquoi Batouala apparaît comme la première véritable œuvre nègre à l'époque car elle présente les réalités africaines avec un certain réalisme.

Il s'investit dans un autre partie « La négritude ; une littérature de réaction et de réappropriation. De Harlem au quartier latin ». Il montre pourquoi à l'époque Paris était la capitale littéraire qui a permis la découverte de l'art nègre. Il analyse aussi les revues de l'époque de la négritude. Ainsi de « l'étudiant noir » en passant par « Présence africaine », nous voyons que des revues noires sont créées à l'époque pour promouvoir la culture noire. Les pionniers qui soutiennent cette littérature sont aussi nombreux avec des noms comme Léon Gontran Damas, Aimé Césaire, Léopold Sédar Senghor. Il parle ensuite de l'époque au-delà de la négritude avec des nouveaux auteurs qui innovent sur la scène littéraire David Diop, Malick Fall Jacques Rabearivelo, Tchicaya U Tam'si.

*Honoré Champion, 2005

Il se tourne vers l'âge du roman pour montrer l'énorme production qui se met en place au niveau de ce genre. L'époque de grandeur et de décadence de la négritude sonne avec de nouveaux auteurs avec Wole Soyinka, Henry Lopès et Stanislas Adotevi qui vont dresser un réquisitoire sévère contre la négritude.

Le suicide de Narcisse sonne avec Orphée noir de Jean Paul Sartre.

Il avance dans son argumentation didactique en consacrant une partie au temps des indépendances avec un titre bien provocateur « Les illusions perdues » pour paraphraser le titre d'un roman célèbre français. Ainsi le passé est revisité avec des voix discordantes. Le discours critique sur la tradition fait jour avec la contestation de la célèbre phrase d'Ahmadou Hampaté Ba « Un vieillard qui meurt est une bibliothèque qui brûle ». Il évoque l'école des otages et le spectre de la folie qui hante des œuvres comme Sarzan de Biraogo Diop et l'Aventure Ambiguë de Cheikh Hamidou Kane. Puis, arrive le temps du malaise avec des personnages à la dérive, et la quête sans espoir.

Le professeur Chevrier touche une thématique bien sensible qui est « la figure du pouvoir : un gou-lag tropical » avec le règne du tyran et le théâtre du pouvoir. La parole des femmes est abordée à travers plusieurs œuvres qui montrent la lente et sûre prise de parole féminine dans le roman africain.

Jacques Chevrier consacre un chapitre aux « Amertumes et espérances contemporaines » avec une identité problématique caractérisée par l'errance à la folie. Ainsi la tradition finit par être inculpée. Il touche une partie problématique et difficile sur « Des lendemains qui chantent ? Echs et espérances ».

Jacques Chevrier touche le champ du théâtre africain dans une partie consacrée aux origines de William Ponty. Il montre les tendances du théâtre contemporain avec la dénonciation du colonialisme, la satire des mœurs, les indépendances inculpées, le théâtre et son public, « vers un nouveau théâtral ». Il aborde aussi la poésie contemporaine. L'écriture de la violence est abordée dans une partie à travers un titre bien évocateur « Au cœur des ténèbres » avec un monde de violence de la tragédie africaine. Nous avons le cas du Libéria, de la Sierra Léone du Rwanda. Le cas de la violence urbaine est abordé à travers des œuvres phares. Ainsi violence et sexualité s'entremêlent. L'écriture du génocide est aussi un retour sur le passé à l'instar des Juifs qui ont eu ce devoir de mémoire avec l'évocation des camps d'extermination. C'est l'écriture contre l'oubli et la mise en littérature du génocide. L'écriture de la guerre fait jour avec

l'ouvrage de Kourouma *Allah n'est pas obligé*. C'est le cri du muet qui se fait entendre et une œuvre comme *Johnny chien méchant* d'Emmanuel Dongala s'en fait l'écho. L'écriture provocatrice de « la profanation des vagins » témoigne des viols en cas de conflits comme au Rwanda.

L'écriture de la migritude est inaugurée avec de nouveaux auteurs comme Alain Mabankou, Sami Tchack, Waberi, Calixthe Beyeala. On a des thèmes aussi poignants qui émergent comme « les agonies », « la place des fêtes », « la préférence nationale », « l'Afrique sur Seine » ou « l'Impossible retour », « l'Impasse ».

Le professeur chevrier consacre une partie intitulée « Vers la recomposition des espaces littéraires ». Ainsi l'ère de l'aventure des écritures est inaugurée avec la question de la « Littérature et l'oralité ». On voit les différents procédés littéraires de la transcription en passant par l'oralité feinte, la théâtralisation du récit. C'est aussi le retour des mythes avec le passage du mythe au roman ainsi que les écritures du mythe. Le professeur Chevrier montre les stratégies narratives avec le procédé de la confusion organisée en passant par les récits polyphoniques et l'écriture de la dérision avec un univers baroque. La carnavalisation du récit aussi est un autre procédé d'écriture de l'oralité. Ainsi l'obscène est érigée comme une catégorie littéraire avec le triomphe du bas littéraire, la sexualisation et la fécalisation du pouvoir.

Au total, le professeur Chevrier à travers cet ouvrage didactique réaffirme son attachement et sa passion pour la littérature africaine à travers une démarche didactique pour un public universitaire mais aussi un public francophone, étranger à cette littérature afin de bien comprendre les canons et les archétypes qui la guident.

Alain Joseph SISSAO

*Chargé de Recherche INSS/CNRST
Ouagadougou, Burkina Faso*

Air Power in the New Counterinsurgency Era: The Strategic Importance of USAF Advisory and Assistance Mission

(La force aérienne dans la nouvelle ère de contre-insurrection : importance stratégique des missions consultatives et d'assistance de l'armée de l'air des Etats-Unis) par Alan J. Vick et al. RAND (<http://www.rand.org/publications/index.html>), 1700 Main Street, P.O. Box 2138, Santa Monica, Californie 90407-2138, 2006, 204 pages, \$25.00 (broché). Disponible gratuitement sur http://www.rand.org/pubs/monographs/2006/RAND_MG509.pdf.

Le titre abrégé de cette monographie de RAND, laisse penser que ses auteurs éclaireront les lecteurs quant aux caractéristiques de la nouvelle génération de guerre contre-insurrectionnelle (COIN) et au rôle précis de la puissance aérienne dans ce nouvel environnement, ce qui constitue un thème très intéressant pour les érudits de l'aviation militaire étant donné les récentes opérations. Même s'il fournit une synthèse concise des caractéristiques politiques et militaires de la COIN, ce document ne décrit pas des nouveautés, mais bien des principes intemporels. Bien que cette étude aborde (légèrement) diverses applications de la puissance aérienne COIN, elle vise essentiellement à démontrer que l'expansion de l'unité aérienne étrangère consultative de la force aérienne (*Air Force elite foreign air-advisory unit*) constitue le moyen le plus rentable de combattre les insurrections naissantes de demain.

Au-delà du titre pseudo-captivant, ce travail présente seulement quelques erreurs et offre une foule d'informations au lecteur concernant la COIN. Les auteurs s'efforcent surtout de définir clairement et de classer les insurrections, d'expliquer les principes qui régissent la COIN et de débattre les grandes options stratégiques qui s'offrent à elle. Ils considèrent une « nouvelle » stratégie de COIN « préventive », à savoir une intervention militaire très restreinte aux toutes premières phases, comme le moyen le plus rentable de combattre l'insurrection (p. 70). Même si cette étude ne rejette pas la nécessité potentielle d'une COIN « curative », pour laquelle le gouvernement hôte a besoin d'une assistance extérieure directe pour renverser une insurrection, elle s'oriente essentiellement sur les changements requis pour renforcer les capacités de la force aérienne à adopter une stratégie de COIN solide et préventive.

Les auteurs introduisent une troisième option en présentant une situation similaire à l'Irak, appelée COIN constabulaire. Toutefois, cette idée reste au stade de concept où le pouvoir en place a renversé le gouvernement existant et doit à présent affronter une insurrection tout en mettant sur pied un remplacement légitime. Ce thème en particulier a suscité un vif intérêt. Malheureusement, les auteurs n'ont pas analysé les changements requis dans la force aérienne face aux défis majeurs actuels, observant laconiquement que « la puissance occupante devrait mettre tous les moyens en œuvre pour limiter à l'avance l'ampleur de l'insurrection » (p. 72).

L'étude de cas sur l'insurrection d'El Salvador et l'analyse des considérations relatives à l'évolution des capacités COIN mettent en évidence des questions de première importance pour les

planificateurs militaires américains : il est souvent préférable d'agir dans un rayon d'action réduit et de privilégier le combat rapproché, la nation hôte doit gagner la bataille politique et militaire, la retenue militaire est une vertu et la puissance aérienne offre d'importantes capacités. Le reste du document effectue une approche théorique et méthodologique qui montre comment la force aérienne peut affecter au mieux une insurrection précoce via des initiatives institutionnelles et bureaucratiques tout en commentant le rôle grandissant des conseillers aériens, en prenant le 6^{ème} escadron des opérations spéciales en exemple.

De manière générale, j'ai été impressionné par le débat sur le rôle de la puissance militaire dans l'insurrection mais déçu de constater les éléments relatifs à la puissance aérienne se limitent à des discours, de nouveaux bureaux pour le personnel aérien, des cours en éducation développementale et la croissance du 6^{ème} escadron des opérations spéciales. Certes, l'accroissement des capacités consultatives en matière d'opérations aériennes prêche en faveur de la COIN préventive, mais l'étude n'aborde pas les options qui s'offrent à la puissance aérienne dans tous les types de contre-insurrection. Si « les associations de forces optimales pour combattre les adversaires réguliers [c.-à-d. conventionnels] et irréguliers [c.-à-d., COIN] divergent encore plus à l'heure actuelle » (p. 60), la force aérienne ne devrait-elle pas également envisager de mettre au point une force aérienne de COIN « modèle » petite mais performante pour bombarder les positions insurgées de l'ennemi au lieu de reposer sur des avions de chasse de quatrième génération (bientôt cinquième) qui coûtent \$75 millions (selon le programme du département de la défense sur les coûts d'acquisition par système d'armement, février 2006) ? Qu'en est-il des analyses sur le choix délicat de la structure des forces ? Les forces américaines capables d'effectuer des vols, d'agir et de procéder à l'instruction sur des plateformes d'attaque de troisième génération doivent-elles se limiter à certains opérateurs spéciaux ? Malheureusement, *Air Power in the New Counterinsurgency Era* renonce à étudier ces options. Je relirais volontiers cette monographie pour son excellent exposé sur les principes pas si récents de la COIN, mais c'est le dernier document que je consulterais pour obtenir des solutions neuves, novatrices et applicables à grande échelle sur la puissance aérienne.

Commandant Paul A. Hibbard, USAF
Naval Postgraduate School
Monterey, Californie

Warlords Rising: Confronting Violent Non-State Actors (La résurrection des seigneurs de la guerre : Affronter les acteurs non-étatiques), de Troy S. Thomas, Stephen D. Kiser et William D. Casebeer, Lexington Books (<http://www.lexingtonbooks.com>), 4501 Forbes Boulevard, Suite 200, Lanham, Maryland 20706, 2005, 268 pages, \$75.00 (cartonné), \$34.95 (broché).

Les planificateurs et les opérateurs militaires comprennent les systèmes. La défense en profondeur, les groupes de bataille aéronavals et les cinq anneaux du colonel John Warden – pour n'en nommer que quelques uns – sont des systèmes familiers pour les combattants contemporains. Mais alors que les Etats-Unis se dirigent vers une sixième année de guerre contre le terrorisme, représenter les acteurs violents non gouvernementaux (*Violent Non State Actor* – VNSA) comme un système reste difficile à appréhender pour tout le monde, à l'exception de quelques groupes au sein du ministère de la défense. D'ailleurs, le genre de recherche délibérée, approfondie et minutieuse, menée sur les systèmes au cours de la guerre froide et ayant abouti à des succès importants (par exemple, la technologie furtive et la guerre axée sur les réseaux), doit encore être adapté au domaine du terrorisme.

Dans *Warlords Rising*, les auteurs Thomas, Kiser et Casebeer cherchent à combler ce manque. Le livre offre tout spécialement un cadre analytique à travers lequel il est possible de voir, de façon systémique, les organisations terroristes comme une catégorie de VNSA. En augmentant l'efficacité de la théorie des systèmes ouverts, les auteurs perçoivent ces organisations non comme des entités uniques et isolées, mais comme des structures en constante évolution, qui se basent sur les ressources disponibles au sein de leurs environnements proches. En examinant les groupes terroristes comme des organisations qui absorbent des ressources environnementales en produisant diverses sorties (par exemple, identité et violence), Thomas, Kiser et Casebeer nous donnent un cadre inventif nous permettant d'organiser « ce que nous savons » (ou ce que nous pensons savoir) sur la façon dont les VNSA fonctionnent en réalité.

Le chapitre 1 présente de façon honnête, quelques uns des défis de l'âge de l'information pour le système international étatique – tout particulièrement le concept « netwar » (voir, par exemple, John Arquilla et David Ronfeldt, *The Advent of Netwar* (L'avènement de la cyber-guerre), Santa Monica, Californie : RAND Corporation, 1996 ; et John Arquilla et David Ronfeldt, eds., *In Athena's Camp : Preparing for Conflict in the Information Age* (Dans le camp d'Athéna : Se préparer au conflit à

l'âge de l'information), Santa Monica, Californie : RAND Corporation, 1997. Cette entrée en matière donne également une rapide vue d'ensemble de la théorie des systèmes ouverts, qui forme la base de l'ouvrage. En positionnant largement l'Asie centrale comme cas d'étude, le chapitre 2 souligne quelques unes des conditions environnementales qui contribuent à la croissance des VNSA – souvent définies, dans d'autres ouvrages, comme étant de possibles « causes primaires » de litigieuse violence collective. Le chapitre 5 présente les différents types d'agents qui représentent le cœur des acteurs VNSA (par exemple, les seigneurs de guerre, les militants éthnopolitiques, et les militants religieux). Ensuite, le chapitre 6 positionne ces conditions et ces agents au sein de la structure globale de la violence collective. Les nouveaux lecteurs, non familiarisés avec les recherches menées sur les VNSA feraient bien de commencer leur lecture par ces chapitres.

Pour ceux qui sont plus familiers avec les VNSA, les chapitres 3, 4, 7 et l'annexe forment le cœur intellectuel du livre. Ces sections expliquent de quelle façon les systèmes pensants peuvent aider à l'analyse des VNSA et entraîner des contre-stratégies efficaces. Par exemple, le chapitre 3 présente la façon dont le cadre simple de la théorie des systèmes généraux – entrées, transformations et sorties – peut être appliqué aux VNSA, en améliorant notre compréhension de la dynamique de leur sous-système. En voyant les VNSA non comme des entités isolées, mais comme des acteurs au sein d'un environnement plus large, les auteurs décrivent de quelle façon les échecs gouvernementaux, les divisions d'identité, la mobilisation de la notion d'identité et le renforcement des actions au sein de l'environnement proche, peuvent permettre aux VNSA de dominer une niche sociopolitique en particulier. De la même façon, le chapitre 4 explore la façon dont les sous-systèmes internes des VNSA – classés comme support, cognition, maintenance, et conversion – perpétuent leur cycle de vie, et peuvent s'avérer vulnérables aux techniques de contre-attaque. Dans le chapitre 7, Thomas, Kiser, et Casebeer offrent un point de vue plus détaillé de ces stratégies de contre-attaque, mais comme de nombreux auteurs d'ouvrages similaires (par exemple, Paul Davis et Brian Jenkis, *Deterrence and Influence in Counterterrorism: A Component in the War on al Qaeda* (Force de dissuasion et d'influence dans le contre-terrorisme : Une composante de la guerre menée contre Al Qaeda), Santa Monica, Californie : RAND Corporation, 2002, les auteurs se focalisent sur la coercition et la conquête. Ils renoncent à une discussion détaillée sur la façon dont pourraient être

utilisées *la séduction et l'attraction* (voir le concept de Joseph S. Nye sur le pouvoir souple dans son ouvrage *Soft Power: The Means to Success in World Politics* (Le pouvoir souple : Les moyens pour réussir en politique internationale), Cambridge, Massachusetts : Affaires Publiques, 2004 afin de mieux contrer les VNSA. Enfin, dans le chapitre 8 les auteurs donnent des suggestions sur le travail à mener afin de développer leurs concepts.

Pour les lecteurs intéressés par la puissance du modelage au niveau des systèmes, *Warlords Rising* conclut, en annexe, avec un modèle de dynamique de systèmes de recrutement perspicace établi par *Sendero Luminoso* (Sentier lumineux), un très bon exemple de la façon dont les modèles *conceptuels* des organisations terroristes pourraient être traduits en modèles *computationnels*. Cette fin positionne les auteurs à la pointe des études sur le terrorisme, puisqu'ils lient une poignée d'érudits qui essayent de définir quelques uns des processus terroristes d'une façon tellement rigoureuse que les modèles computationnels peuvent être utilisés pour explorer le phénomène.

Comme les auteurs le notent, *Warlords Rising* n'est pas une panacée. En fait, le ton discret de l'ouvrage et l'organisation quelque peu décousue biaise parfois la puissance de son message : 1) la perspective du système est un puissant moyen pour explorer les dynamiques VNSA ; 2) la transition est proche, entre la compréhension du terrorisme via le langage naturel et les modèles conceptuels, et les modèles computationnels. De plus, *Warlords Rising* n'est pas pour les cœurs sensibles. Il est dense, complet, et – tout comme son sujet – complexe. Cependant, les planificateurs et les opérateurs militaires trouveront l'ouvrage perspicace et utile. Les individus qui pensent que la guerre contemporaine dépend indubitablement de l'approche « système des systèmes », trouveront sans aucun doute cet ouvrage inestimable car il permet de démystifier les VNSA et quelques uns des processus dont ils se servent pour générer de la violence collective.

Commandante Tara A. "Torch" Leweling, USAF
Naval Postgraduate School

La grande révolution dans l'histoire de l'homme, passée, présente et future, est la révolution de ceux qui sont résolus à être libres.

John Fitzgerald Kennedy

Quand une idée simple prend corps, il y a une révolution.

Charles Péguy

La civilisation signifie une société reposant sur l'opinion des civils. Elle veut dire que la violence, la loi des guerriers et des chefs despotes, les conditions des camps et de la guerre, de la révolte et de la tyrannie, cèdent la place aux parlements, où des lois sont élaborées, et aux cours de justice indépendantes dans lesquelles, pendant longtemps, ces lois sont maintenues.

Winston Churchill



Lu pour vous

11 septembre. La terreur démasquée. Entre discours et réalité par Arnaud Blin. Le Cavalier Bleu Editions, 31, rue de Bellefond, 75009 Paris. 150 pages, août 2006, €22 (cartonné).

Présentation de l'éditeur

L'histoire ne cesse de s'accélérer nous dit-on. Il est vrai qu'aujourd'hui, [six] années représentent une éternité. Suffisamment en tout cas pour entrevoir un événement comme le 11 septembre avec discernement. Du moins peut-on l'espérer. Car le « 11 septembre » est l'une de ces dates qui, comme le « 14 juillet », se suffit à elle-même tant l'empreinte sur l'imaginaire collectif est profonde. Une date qui a marqué son époque : c'était « la fin de l'âge de l'innocence », celui de la « guerre des civilisations » ou encore de la « fin de l'histoire ».

Le monde, nous en étions persuadés, avait changé ce matin-là. Mais quel monde ? Difficile de le dire puisque, depuis la chute de l'URSS en 1991, nous naviguions dans le brouillard avec un soi-disant « nouvel ordre mondial » que personne n'arrivait à définir. Quel (autre) monde était né sur les décombres de cette guerre froide que l'on commençait à regarder avec nostalgie ? Les théories abondaient mais le brouillard persistait.

Sommes nous en mesure aujourd'hui d'y voir plus clair sur la manière dont les choses ont évolué depuis ce 11 septembre 2001 et dans quelle direction elles semblent s'orienter ?

Cet ouvrage est une invitation au décryptage d'une réalité trop souvent décalée par rapport aux discours des uns et des autres. Décryptage au cours duquel nous espérons pouvoir distinguer ce qui, entre discours et réalité, correspond à l'environnement qui est le nôtre, sachant que notre perception du monde détermine aussi dans une grande mesure la manière dont nous façonnerons notre avenir.

L'auteur vu par l'éditeur

Arnaud Blin est spécialiste de l'histoire du terrorisme, des relations internationales et de la politique étrangère des Etats-Unis. Chercheur associé

à l'Institut Français d'Analyse Stratégique, il a co-dirigé avec G. Chaliand *Histoire du terrorisme de l'Antiquité à Al Qaeda*.

Le Mirage IV P. Cerbère et espion des chevaliers modernes par Emmanuel Mazzocco. Préface du général Jarry, commandant des forces aériennes stratégiques françaises. Editions Bastingage, 19 Place des Basques, 33000 Bordeaux, www.editionsbastin-gage.com. 47 pages, mars 2006, €5 (cartonné).

Présentation de l'éditeur

Comme le Concorde, le Mirage IV vient de prendre sa retraite. Entre missions secrètes, photographies et courtes escales manuscrites, de l'Ecosse à l'île de la Réunion, d'Ukraine en Afrique sub-saharienne, en passant par le Kosovo, l'Irak et l'Afghanistan, Emmanuel Mazzocco nous emmène avec lui dans son avion delta bisonique, pour quelques missions de dissuasion et autres de renseignement.

De cinquante mètres/sol à dix huit mille mètres d'altitude, entre huit cents kilomètres/heure et Mach2, il nous invite à la découverte d'un monde où la réalité des nuages se mêle à la fiction des méandres interlopes et fantastiques.

« Dans ce bel ouvrage, le capitaine Mazzocco formule par le texte et l'image ce que tous " ceux du Mirage IV " ont ressenti ou pensé, même furtivement, sans prendre le temps de le dire ni l'écrire : des hommes unis, une mission d'exception, un avion extraordinaire : le triptyque parfait au service des plus hautes fonctions stratégiques nationales que sont la dissuasion et la prévention ». Général Xavier Jarry, commandant des forces aériennes stratégiques françaises.

L'auteur vu par l'éditeur

L'auteur, capitaine de l'armée de l'air française, navigateur officier système d'arme, a effectué 3000 heures de vol dont plus de 1700 heures sur Mirage IV. Il prit part aux derniers conflits et crises (Bosnie, Afghanistan, Irak, RCA, Soudan, etc.). Il vole actuellement sur Mirage 2000 D.



Collaborateurs



Le général de division aérienne **Allen G. Peck** (USFA ; MS, Air Force Institute of Technology ; MA, Salve Regina College) est commandant, Air Force Doctrine Development and Education Center (Centre d'élaboration et d'enseignement de la doctrine de l'armée de l'air des Etats-Unis) et vice-commandant, Air University, Maxwell AFB, Alabama. Il a servi comme commandant d'un appareil F-15, pilote instructeur et vérificateur de la normalisation et de l'évaluation des vols. Le général Peck a effectué deux mandats dans le personnel aérien au Pentagone et une mission commune en tant que chef, opérations courantes, US Central Command (commandement central américain), MacDill AFB, Floride. Le général a commandé un groupe d'opérations aériennes en Allemagne, un groupe d'expédition aérienne en Arabie Saoudite et le *Air and Space Expeditionary Force Center* (centre de forces d'expédition aériennes et spatiales), Langley AFB, Virginie. En tant que planificateur clé pour la guerre en Serbie, le général Peck a servi comme chef, plans de combat, Combined Air Operations Center (centre d'opérations aériennes combinées), Vincenza, Italie, pendant la campagne qui a suivi. Il a également servi avec le commandant des forces de la force aérienne au centre multinational d'opérations aériennes de l'USCENTCOM pendant les principales opérations de combat de l'opération *Iraqi Freedom*. En tant que commandant adjoint de la composante air, il a supervisé la planification, la répartition des tâches, l'exécution et l'évaluation des opérations aériennes de la coalition pour les opérations *Iraqi Freedom* et *Enduring Freedom*. Pilote commandant comptant plus de 2.700 heures de vol sur F-15, dont plus de 300 heures de combat, le général Peck est un éminent diplômé de l'US Air Force Academy, de la Squadron Officer School, du Air Force Institute of Technology et du College of Naval Command and Staff ; sans compter qu'il a également fréquenté l'université d'Harvard au titre de chargé de cours en matière de sécurité nationale.



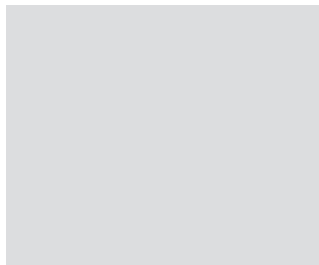
Le colonel **Howard D. "Dave" Belote** (BA, Université de Virginie ; MBA, Université Aéronautique d'Embry-Riddle; MAAS [Master of Airpower Art and Science], School of Advanced Airpower Studies; MS, National War College) est le chef des armes de combat de la division des armes de destruction massives, chef de l'état-major interarmées J-5 au Pentagone, Washington, DC. Il a effectué plus de 2000 heures de vol, principalement en F-16 et F-111. Le colonel Belote a servi comme chef de la stratégie opérationnelle pour la 7ème force aérienne et pour le commandement de la composante aérienne en Corée. Il a également commandé l'escadron principal de l'Armée de l'Air américaine au Centre européen des opérations aériennes ainsi que l'élément du commandant de la composante aérienne à Tel Aviv (Israël), durant des opérations de combat majeures lors de l'opération *Iraqi Freedom*. De juillet 2004, jusqu'en juin 2006, il a commandé le troisième groupe d'opérations d'appui aérien et a servi comme officier de liaison au IIIème Corps des blindés, à Fort Hood, Texas. Il a occupé ces postes à Bagdad de septembre 2004 jusqu'en février 2005. Le Colonel Belote est diplômé de la Squadron Officer School, de l'Air Command and Staff, et du National War College.



Le commandant **Benjamin R. Maitre** poursuit actuellement des études de troisième cycle dans le département d'analyse de défense de la Naval Postgraduate School, à Monterey, en Californie. Son expérience militaire en tant que pilote inclut 3700 heures de vol sur MC/HC-130H et des déploiements lors des opérations *Enduring Freedom* et *Iraqi Freedom*. Le commandant Maitre est diplômé de la Squadron Officer School et de l'Air Command and Staff College.

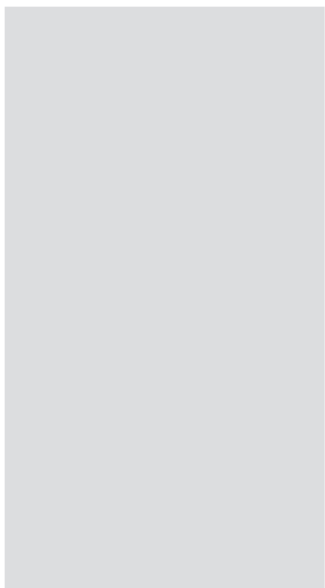


Le lieutenant colonel **Ronald F. Stuewe Jr.** (USFA; MS, Naval Postgraduate School) est responsable de l'armement et des tactiques au quartier générales des forces aériennes américaines en Europe. Il servit auparavant comme responsable de la sécurité des vols pour la 57ème escadre et comme instructeur à la USAF Weapons School à Nellis AFB, dans le Nevada. Il occupa également des postes opérationnels dans le 25ème escadron de chasse à Osan AB, en République de Corée; le 74ème escadron de chasse, à Pope AFB, en Caroline du Nord et dans le 55ème escadron de chasse, à Shaw AFB, en Caroline du Sud. Le colonel Stuewe, un pilote chevronné ayant 2000 heures de vol sur A/OA-10 à son actif, est diplômé avec mention de la Squadron Officer School et diplômé de la USAF Weapons School et de l'Air Command and Staff College.





La **commandante Sophy Gardner** (diplômée d'un Master of Arts et d'un Master of Philosophy de l'Université de Cambridge) assure le commandement d'une escadrille opérationnelle de la base de la RAF de Cottesmore, en Angleterre. Au cours de la troisième phase de l'Opération *Iraqi Freedom*, elle a travaillé au Quartier général national des forces britanniques (United Kingdom's National Headquarters), situé à côté du Commandement central américain (US Central Command) sur la base aérienne de Al-Oudeid, au Qatar, en tant qu'aide de camp et officier d'état-major directement rattaché au commandant des forces britanniques. Elle a par conséquent été étroitement impliquée dans l'initiative d'association des forces aériennes américaines et britanniques, qui vise à garantir que nos relations, d'une importance vitale, continuent à prospérer et à se développer à l'avenir.



Le **lieutenant colonel Kenneth Beebe** (BSEE, Oregon State University; MBA, University of New Mexico) est affecté au commandement des opérations interarmées de guerre de l'information (*Joint Information Operations Warfare Command – JIOWC*) en tant que chef de la division des opérations du centre interarmées de guerre électronique (*Joint Electronic Warfare Center – JEWIC*). Cet article fut rédigé alors que le lieutenant-colonel Beebe poursuivait des études au Command and General Staff College de l'armée de terre, à Fort Leavenworth, au Kansas. Le lieutenant-colonel Beebe avait servi auparavant comme directeur adjoint des opérations ainsi que comme chef de l'escadrille d'évaluation de l'armement et des tactiques du 352ème escadron de soutien des opérations sur la base RAF Mildenhall, au Royaume Uni et comme officier de guerre électronique pour évaluation du MC-130H à la 58^{ème} escadre d'opérations spéciales à Kirtland AFB, au Nouveau Mexique. Ses autres affectations incluent Kadena AB, au Japon ; Hurlburt Field, en Floride et Mather AFB, en Californie. Le lieutenant-colonel Beebe est un maître navigateur ayant à son actif plus de 2500 heures de vol sur MC-130E/H.

